

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 16°, et 19.5° et a. 331.2)

#### Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif et ses concordants - Modèle du placeur principal

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif;*
- *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement.*

Vous trouverez également ci-dessous les projets de modification aux instructions générales suivants :

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement.*

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **27 février 2025**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Ata Kassaian  
Analyste expert à la réglementation  
Direction de l'encadrement des produits d'investissement  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514 395-0337, poste 4457  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [ata.kassaian@lautorite.qc.ca](mailto:ata.kassaian@lautorite.qc.ca)

Philippe Lessard  
Analyste en fonds d'investissement  
Direction de l'encadrement des produits d'investissement  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514 395-0337, poste 4364  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [philippe.lessard@lautorite.qc.ca](mailto:philippe.lessard@lautorite.qc.ca)

Gabriel Vachon  
Analyste en fonds d'investissement  
Direction de l'encadrement des produits d'investissement  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514 395-0337, poste 2689  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [gabriel.vachon@lautorite.qc.ca](mailto:gabriel.vachon@lautorite.qc.ca)

**Le 28 novembre 2024**

## Avis de consultation des ACVM

*Projet de Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*

*Projet de Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*

*Projet de Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*

*Projet de Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif*

*Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*

*Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*

*Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif*

### Modèle du placeur principal

Le 28 novembre 2024

#### Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) proposent des modifications au modèle du placeur principal en ce qui concerne le placement de titres d'OPC.

Nous publions pour une période de consultation de 90 jours des projets de modification des textes suivants (les **projets de modification**) :

- le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**);
- le *Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (le **Règlement 81-101**);
- le *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le **Règlement 81-102**);

- le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif (le **Règlement 81-105**);
- l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (l'**Instruction générale 31-103**);
- l'Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (l'**Instruction générale 81-102**);
- l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif (l'**Instruction générale 81-105**).

En plus du texte des projets de modification des règlements et des instructions générales, sont exposées à l'Annexe A du présent avis les questions adressées aux parties intéressées (les **questions en vue de la consultation**). La période de consultation prend fin le 27 février 2025.

Les projets de modification des règlements et des instructions générales sont publiés avec le présent avis et peuvent être consultés sur le site Web des territoires membres des ACVM suivants :

www.bsc.bc.ca  
 www.asc.ca  
 www.fcaa.gov.sk.ca  
 www.mbsecurities.ca  
 www.osc.ca  
 www.lautorite.qc.ca  
 www.fcnb.ca  
 nssc.novascotia.ca

## Objet

Les projets de modification des règlements visent le modèle du placeur principal des organismes de placement collectif (**OPC**) et ont pour but l'amélioration de la protection des investisseurs et le maintien de leur confiance dans les marchés des capitaux canadiens. Ces projets viennent préciser que le placeur principal ne peut agir à ce titre qu'auprès d'OPC de la même famille, exigent la présentation d'information sur les ententes conclues avec le placeur principal et sur sa rémunération, et font que l'option des frais d'acquisition reportés (expression définie ci-après) ne pourrait plus être offerte aux investisseurs souscrivant des titres d'OPC placés par un placeur principal.

### a) **Modèle du placeur principal**

Tel qu'il est indiqué dans l'Instruction générale 85-101, le Règlement 85-101 a pour objet général de « mettre l'intérêt des épargnants au premier plan des actes des intervenants du secteur des OPC; il fixe les normes de conduite minimales que les intervenants doivent observer dans leurs activités de placement des titres d'OPC ».

Les titres d'OPC sont placés par des courtiers participants et des placeurs principaux. Ces derniers sont exclus de la définition de « courtier participant » au sens du Règlement 81-102, car ils disposent du droit exclusif de placer des titres d'OPC dans un territoire déterminé ou d'un autre droit leur procurant, ou visant à leur procurer, un avantage concurrentiel important en vue du placement de ces titres.

Les placeurs principaux offrent le placement exclusif des titres de l'OPC d'un gestionnaire de fonds d'investissement (le **gestionnaire**) faisant partie du même groupe, ou non dans certains cas, ou jouissent d'un droit qui leur procure un avantage concurrentiel important en vue de leur placement. Ils pourraient prendre part à la conception et à la sélection des produits d'OPC qu'ils placent, ainsi qu'à la formation et au suivi continus les concernant. De cette façon, chaque placeur principal serait en mesure d'adapter la gamme de produits de l'OPC offerte aux clients. Le fait que les placeurs principaux sont tenus d'examiner le prospectus et de fournir une attestation le visant témoigne de leur participation au processus de conception des titres. Ils partagent donc la responsabilité des gestionnaires à l'égard de l'information fournie dans les documents d'offre de l'OPC.

Les placeurs principaux ne sont pas assujettis à l'ensemble des dispositions du Règlement 81-105 s'appliquant aux courtiers participants. Ces exclusions sont motivées dans l'avis de consultation des ACVM sur le projet de Règlement 81-105<sup>1</sup> publié le 25 juillet 1997 (la **consultation de 1997**). Selon cet avis, les représentants des placeurs principaux « [TRADUCTION] ne peuvent vendre que les titres des OPC faisant partie de leur famille<sup>2</sup> ». S'agissant des placeurs principaux, il indique que « [TRADUCTION] l'IFIC a fait remarquer que l'investisseur ordinaire sait, tout comme l'acheteur d'une voiture, que son choix sera limité s'il acquiert un produit dans un environnement où le seul produit offert est une marque maison »<sup>3</sup>.

Le Règlement 81-105 a fixé des normes de conduite minimales en ce qui concerne le placement de titres d'OPC afin de réduire au minimum les conflits d'intérêts entre les intervenants du secteur et les investisseurs. Les placeurs principaux sont exclus des dispositions de ce règlement s'appliquant aux courtiers participants, car les conflits d'intérêts découlant du placement par les courtiers participants des titres d'OPC de plusieurs gestionnaires sont moins préoccupants dans le cas des placeurs principaux plaçant seulement les titres d'OPC de la même famille. Le Règlement 81-105 impose également au « placeur principal » des obligations additionnelles à titre de « membre de l'organisation », ce qui concorde avec son cadre plus général. La prémisse voulant que le placeur principal ne place que les titres d'OPC d'une même famille est la base sur laquelle repose son exclusion de certaines obligations prévues par le Règlement 81-105. Par contre, les dispositions actuelles de ce règlement n'en font pas état. Le projet de modification des

<sup>1</sup> Avis de consultation intitulé *CSA Notice of Proposed Changes to Proposed Rule 81-503 and Companion Policy 81-503CP Sales Practices Applicable to the Sale of Mutual Fund Securities and Notice of Proposed National Instrument 81-105 and Companion Policy 81-105CP Mutual Fund Sales Practices* (en anglais seulement) publié le 25 juillet 1997, (1997), 20 OSCB 3979.

<sup>2</sup> Voir la note de bas de page 1 ci-dessus, 3907.

<sup>3</sup> Voir la note de bas de page 2 ci-dessus.

règlements vient préciser que les placeurs principaux ne sont autorisés qu'à placer les titres d'OPC d'une même famille.

#### b) **Information sur la rémunération du placeur principal**

Parmi les obligations fondamentales des intervenants du secteur envers les épargnants qui sont leurs clients figure celle selon laquelle il est essentiel, pour que les épargnants comprennent la nature des placements qu'ils font et l'incidence des frais sur ces placements, de leur dispenser un énoncé complet, véridique et clair de tous les faits importants concernant l'OPC, y compris la rémunération payée aux courtiers participants et à leurs représentants ainsi que les autres pratiques commerciales suivies à l'occasion du placement de titres d'OPC<sup>4</sup>. Cette obligation touche également l'information sur la rémunération versée aux placeurs principaux et à leurs représentants. Les projets de modification des règlements exigent la présentation d'information sur les ententes conclues avec les placeurs principaux et sur leur rémunération.

#### c) **Option des frais d'acquisition reportés**

Auparavant, dans le cadre de l'option des frais d'acquisition reportés (l'**option des frais d'acquisition reportés**), l'investisseur ne payait pas de frais d'acquisition initiaux lorsqu'il souscrivait des titres de l'OPC, mais payait des frais au gestionnaire (soit les frais d'acquisition reportés) s'il demandait le rachat de ses titres avant la fin d'un délai déterminé. Les frais de rachat diminuent en fonction d'un calendrier de rachat établi sur la durée de la période pendant laquelle l'investisseur détient les titres. Alors que l'investisseur ne versait pas de frais d'acquisition au courtier, celui-ci recevait du gestionnaire une commission au moment de la souscription.

Le 1<sup>er</sup> juin 2022, les ACVM ont mis en œuvre des modifications (les **modifications relatives à l'interdiction des frais d'acquisition reportés**)<sup>5</sup> afin d'interdire aux gestionnaires de verser aux courtiers participants des commissions au moment de la souscription de titres d'OPC, et ce, en vue d'éliminer toutes les formes d'option de frais d'acquisition reportés. Ces modifications ont permis de résoudre le conflit d'intérêts découlant du versement par les gestionnaires de commissions au moment de la souscription aux courtiers participants pour le placement de titres d'OPC selon cette option, laquelle serait susceptible d'inciter les courtiers participants et leurs représentants à faire des recommandations d'investissement qui privilégient leur propre intérêt au détriment de ceux des investisseurs. Le paiement par les gestionnaires de telles commissions aux placeurs

<sup>4</sup> Voir le sous-paragraphe *f* du paragraphe 2 de l'article 2.2 de l'Instruction générale 81-105.

<sup>5</sup> Voir l'Avis de publication multilatéral des ACVM, *Modifications concernant l'interdiction du versement de frais d'acquisition reportés par les fonds d'investissement*, Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif, *Modification de l'Instruction complémentaire 81-105* : les pratiques commerciales des organismes de placement collectif, *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*, publié le 20 février 2020, et l'avis de modification d'application locale intitulé *OSC Notice of Local Amendments to National Instrument 81-105 Mutual Fund Sales Practices, Local Changes to Companion Policy 81-105 Mutual Fund Sales Practices and Related Consequential Local Amendments and Changes – Prohibition of Deferred Sales Charges for Mutual Funds*, publié le 3 juin 2021.

principaux donne lieu au même conflit d'intérêts. Cependant, étant donné que les placeurs principaux sont exclus des dispositions du Règlement 81-105 applicables aux courtiers participants, les modifications relatives à l'interdiction des frais d'acquisition reportés ne s'appliquent pas à eux techniquement. Bien que, à l'heure actuelle, les placeurs principaux ne semblent pas rendre disponible l'option des frais d'acquisition reportés, pour veiller à ce que cette option ne soit pas offerte aux investisseurs souscrivant des titres d'OPC auprès de courtiers participants ou de placeurs principaux, il devrait être interdit aux gestionnaires d'exiger des frais des investisseurs au rachat de titres d'OPC en toutes circonstances.

## Contexte

### *Consultation de 2018 des ACVM*

Le 13 septembre 2018, les ACVM ont publié des projets de modification (la **consultation de 2018**) ayant pour effet d'interdire le versement par les organisations d'OPC :

- a) de commissions au moment de la souscription aux courtiers, entraînant de ce fait l'abandon de toutes les formes d'option des frais d'acquisition reportés, y compris les options de frais d'acquisition réduits (**l'interdiction des frais d'acquisition reportés**);
- b) de commissions de suivi aux courtiers qui n'étaient pas assujettis à l'obligation d'évaluation de la convenance, comme ceux qui n'étaient pas tenus de faire des recommandations, à l'occasion du placement de titres d'OPC au moyen d'un prospectus (**l'interdiction de paiement de commissions de suivi**).

Après la consultation de 2018, les ACVM ont publié des modifications définitives<sup>6, 7</sup> prévoyant la mise en œuvre de l'interdiction des frais d'acquisition reportés et de l'interdiction de paiement de commissions de suivi. Ces modifications sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2022.

Lors de cette consultation, les ACVM ont fait savoir qu'elles pourraient envisager de futures modifications pour moderniser le Règlement 81-105. Elle comportait des questions aux parties prenantes ayant pour but d'éclairer cette modernisation.

### *Plan d'affaires 2022-2025 des ACVM*

L'un des objectifs du Plan d'affaires 2022-2025 des ACVM<sup>8</sup> consiste à améliorer la protection des investisseurs en rehaussant leur capacité à obtenir réparation et en renforçant la relation conseiller-client. Pour atteindre cet objectif, les ACVM ont énoncé leur engagement envers la modernisation des pratiques commerciales des OPC comme suit :

<sup>6</sup> Voir la note de bas de page 4 ci-dessus.

<sup>7</sup> Voir l'Avis de publication des ACVM, *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif, Modifications corrélatives, Interdiction de payer des commissions de suivi relativement aux titres d'organismes de placement collectif dans les cas où une évaluation de la convenance n'était pas requise*, publié le 17 septembre 2020.

<sup>8</sup> Voir la page 9 du Plan d'affaires 2022-2025 des ACVM : [https://www.securities-administrators.ca/wp-content/uploads/2022/10/2022\\_2025\\_Plandaffaires\\_ACVM.pdf](https://www.securities-administrators.ca/wp-content/uploads/2022/10/2022_2025_Plandaffaires_ACVM.pdf).

- « Les ACVM réviseront et moderniseront le *Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif*, puis détermineront s'il y a lieu de le modifier à la lumière des réformes axées sur le client. À cette fin, elles se pencheront notamment sur les pratiques du placeur principal afin d'établir si des modifications sont nécessaires pour préciser les circonstances dans lesquelles il serait approprié de permettre le placement par l'intermédiaire d'un placeur principal et si un tel modèle demeure pertinent compte tenu des réformes »<sup>9</sup>.

## Résumé des projets de modification des règlements et des instructions générales

Voici un résumé des projets de modification des règlements et des instructions générales :

### a) Modèle du placeur principal

Les projets de modification des règlements précisent que le courtier ne peut agir comme placeur principal pour plusieurs OPC, sauf dans le cas où ces OPC font partie de la même famille. Au sens du Règlement 81-105, l'expression « famille d'OPC » désigne deux OPC ou plus qui ont a) le même gestionnaire ou b) des gestionnaires qui font partie du même groupe.

Les projets de modification des règlements n'ont aucune incidence sur la capacité du placeur principal à placer également des titres d'OPC en qualité de courtier participant auprès de plusieurs gestionnaires. En outre, même si le courtier peut agir en tant que placeur principal pour une famille d'OPC, les gestionnaires qui font partie du même groupe ne sont pas tenus d'avoir recours aux services du même placeur principal. Le gestionnaire peut également faire appel à plus d'un placeur principal pour ses titres d'OPC.

### b) Pratiques du placeur principal

Les projets de modification des règlements étendent aux placeurs principaux l'interdiction, actuellement applicable aux courtiers participants, d'adopter pour leurs représentants des mesures les incitant à recommander un OPC faisant partie d'une famille d'OPC plutôt qu'une autre. Plus précisément, ils ont pour but d'interdire au placeur principal d'adopter pour ses représentants des mesures les incitant à recommander les titres d'un OPC plutôt que ceux d'un autre OPC.

### c) Information sur la rémunération du placeur principal

Les projets de modification des règlements exigeront que le prospectus simplifié, l'aperçu du fonds et le rapport annuel sur les frais et les autres formes de rémunération comportent une mention indiquant que le placeur principal détient le droit exclusif de placer les titres de l'OPC et que, si le placeur principal reçoit un paiement autre qu'une commission de suivi relativement aux services qu'il a fournis au gestionnaire de l'OPC et à l'OPC en cette

<sup>9</sup> Voir la note de bas de page 8 ci-dessus.

qualité, le pourcentage maximal des frais de gestion versés par le gestionnaire au placeur principal pour ses services.

#### **d) Interdiction des frais de rachats**

Tel qu'il est indiqué sous l'intertitre « Option des frais d'acquisition reportés » de la rubrique « Objet » ci-dessus, pour veiller à ce que l'option des frais d'acquisition reportés ne soit pas offerte aux investisseurs souscrivant des titres d'OPC auprès de placeurs principaux, les projets de modification des règlements interdisent aux gestionnaires d'exiger des frais des investisseurs au rachat de titres d'OPC. Ils prévoient une exception pour les titres d'OPC souscrits avant le 1<sup>er</sup> juin 2022, à la condition que ces titres soient assujettis à un calendrier de rachat.

Les projets de modification des règlements n'ont aucune incidence sur les frais exigés des investisseurs par un OPC (par opposition à un gestionnaire) relativement au rachat de titres de l'OPC qui ne sont pas fonction de l'option des frais d'acquisition, comme les frais sur les opérations à court terme et les ordres de rachat importants, sous réserve que l'OPC conserve ces sommes au bénéfice des autres porteurs.

Les projets de modification des règlements comportent également une modification administrative abrogeant la disposition relative aux rabais sur commission. Cette disposition s'applique aux rabais sur commissions accordés par les représentants de courtiers qui payaient les frais de rachat en tout ou en partie lorsqu'un investisseur demandait le rachat de titres d'une famille d'OPC souscrits selon l'option des frais d'acquisition reportés et souscrivait des titres d'une autre famille d'OPC selon la même option. À notre connaissance, cette disposition n'est invoquée que dans le contexte énoncé ci-dessus, soit lorsqu'une opération comporte la souscription de nouveaux titres d'OPC selon cette option. Cependant, de telles souscriptions ne sont plus autorisées en vertu de l'interdiction des frais d'acquisition reportés, ce qui rend la disposition caduque. La modification administrative devrait entrer en vigueur environ 90 jours après la publication définitive.

#### **Dispositions transitoires**

Nous proposons que les projets de modification des règlements et des instructions générales entrent en vigueur trois mois après la date de publication finale, à l'exception des suivants :

- le projet de modification du Règlement 31-103 et le projet de modification de l'Instruction générale 31-103;
- le projet de modification du Règlement 81-105.

Les ACVM sont conscientes que les paramètres des projets de modification des règlements pourraient ne pas cadrer avec certains modèles d'entreprise actuels ou nouvellement conçus. Elles encouragent les intervenants dont le modèle d'entreprise pourrait être touché de façon particulière par les projets de modification à leur faire savoir s'il existe d'autres mesures

transitoires qui pourraient alléger tout fardeau lié au changement de ce modèle afin de le rendre compatible avec ces projets.

**a) Projet de modification du Règlement 31-103 et de l'Instruction générale 31-103**

Les projets de modification du Règlement 31-103 et de l'Instruction générale 31-103 entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026. Cette date coïncide avec celle de l'entrée en vigueur des modifications définitives publiées le 20 avril 2023 par les ACVM et le Conseil canadien des responsables de la réglementation d'assurance en ce qui concerne l'information sur le coût total pour les fonds d'investissement et les fonds distincts<sup>10</sup>.

**b) Projet de modification du Règlement 81-105**

Le projet de modification du Règlement 81-105 entrera en vigueur 18 mois après la date de publication finale. Nous comptons que l'intervalle entre cette date et la date d'entrée en vigueur laissera suffisamment de temps aux placeurs principaux agissant à ce titre auprès de plus d'un gestionnaire ne faisant pas partie du même groupe pour ajuster leurs pratiques, modèles opérationnels et mécanismes de rémunération. Les gestionnaires touchés, le cas échéant, devront prendre d'autres dispositions relativement au placement des titres de leurs OPC avant la date d'entrée en vigueur.

Nous sollicitons des commentaires sur la période de transition appropriée pour le projet de modification du Règlement 81-105. Veuillez prendre connaissance des questions en vue de la consultation se trouvant à l'Annexe A.

**Points d'intérêt local**

Une annexe au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

**Sollicitation de commentaires**

Nous sollicitons des commentaires sur les projets de modification des règlements et des instructions générales ainsi que des réponses aux questions figurant dans le présent avis. Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities

<sup>10</sup> Voir l'Avis de publication des ACVM et du CCRRA, *Directive du CCRRA sur l'information continue relative aux contrats individuels à capital variable, Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, Information sur le coût total pour les fonds d'investissement et les fonds distincts, publié le 13 avril 2023.*

Commission au [www.asc.ca](http://www.asc.ca), sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au [www.osc.ca](http://www.osc.ca) et sur celui de l'Autorité des marchés financiers au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Nous invitons donc les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

### **Date limite de la consultation**

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le 27 février 2025. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez les présenter sur clé USB (format Microsoft Word).

### **Transmission des commentaires**

Veillez adresser votre mémoire aux membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission  
Alberta Securities Commission  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Autorité des marchés financiers  
Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Nouveau-Brunswick  
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard  
Nova Scotia Securities Commission  
Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
Registraire des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
Registraire des valeurs mobilières du Yukon  
Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M<sup>e</sup> Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : 514 864-8381  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

The Secretary  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 20, Queen Street West  
 22nd Floor  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Télécopieur : 416 593-2318  
 Courriel : [comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

### Contenu des annexes

Le présent avis contient l'annexe suivante :

Annexe A : Questions en vue de la consultation

### Questions

Veillez adresser vos questions à l'une des personnes suivantes :

#### *Autorité des marchés financiers*

Ata Kassaian  
 Analyste expert à la réglementation  
 Direction de l'encadrement des produits  
 d'investissement  
 Autorité des marchés financiers  
 Téléphone : 514 395-0337, poste 4457  
 Courriel : [ata.kassaian@lautorite.qc.ca](mailto:ata.kassaian@lautorite.qc.ca)

Philippe Lessard  
 Analyste en fonds d'investissement  
 Direction de l'encadrement des produits  
 d'investissement  
 Autorité des marchés financiers  
 Téléphone : 514 395-0337, poste 4364  
 Courriel : [philippe.lessard@lautorite.qc.ca](mailto:philippe.lessard@lautorite.qc.ca)

Gabriel Vachon  
 Analyste en fonds d'investissement  
 Direction de l'encadrement des produits  
 d'investissement  
 Autorité des marchés financiers  
 Téléphone : 514 395-0337, poste 2689  
 Courriel : [gabriel.vachon@lautorite.qc.ca](mailto:gabriel.vachon@lautorite.qc.ca)

#### *British Columbia Securities Commission*

Kathryn Anthistle  
 Senior Legal Counsel, Legal Services  
 Capital Markets Regulation Division  
 British Columbia Securities Commission  
 Téléphone : 604 899-6536  
 Courriel : [kanthistle@bcsc.bc.ca](mailto:kanthistle@bcsc.bc.ca)

Noreen Bent  
 Chief, Corporate Finance Legal Services  
 British Columbia Securities Commission  
 Téléphone : 604 899-6741  
 Courriel : [nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

*Alberta Securities Commission*

Chad Conrad  
Senior Legal Counsel, Investment Funds  
Alberta Securities Commission  
Téléphone : 403 297-4295  
Courriel : [chad.conrad@asc.ca](mailto:chad.conrad@asc.ca)

*Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan*

Heather Kuchuran  
Director, Corporate Finance  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
Téléphone : 306 787-1009  
Courriel : [heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

*Commission des valeurs mobilières du Manitoba*

Patrick Weeks  
Deputy Director, Corporate Finance  
Office des services financiers du Manitoba  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
Téléphone : 204 945-3326  
Courriel : [patrick.weeks@gov.mb.ca](mailto:patrick.weeks@gov.mb.ca)

*Commission des valeurs mobilières de l'Ontario*

Irene Lee  
Senior Legal Counsel  
Investment Management Division  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
Téléphone : 416 593-3668  
Courriel : [ilee@osc.gov.on.ca](mailto:ilee@osc.gov.on.ca)

Stephen Paglia,  
Manager  
Investment Management Division  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
Téléphone : 416 593-2393  
Courriel : [spaglia@osc.gov.on.ca](mailto:spaglia@osc.gov.on.ca)

**ANNEXE A****QUESTIONS EN VUE DE LA CONSULTATION**

En plus des commentaires sur tous les aspects des projets de modification des règlements et des instructions générales, nous souhaitons obtenir des réponses aux questions suivantes :

1. Les projets de modification des règlements précisent que le placeur principal ne peut pas agir à ce titre pour plusieurs OPC, sauf si ces derniers font partie de la même famille. Existe-t-il des circonstances où le courtier devrait être autorisé à agir à titre de placeur principal pour plus d'une famille d'OPC? Veuillez indiquer dans votre réponse les avantages et inconvénients que comporte un tel modèle pour les investisseurs et les participants au marché par rapport au modèle du courtier participant. Plus particulièrement, nous vous prions d'exposer les avantages pour les investisseurs au chapitre de la concurrence, du coût et du choix. Veuillez motiver votre réponse par des données quantitatives, s'il y a lieu.
2. Si vous avez répondu par l'affirmative à la première question, veuillez également répondre aux questions suivantes :
  - i) En quelles circonstances précises le placeur principal devrait-il être autorisé à agir à ce titre pour plus d'une famille d'OPC?
  - ii) Si le placeur principal pouvait agir à ce titre pour plus d'une famille d'OPC, les mécanismes de rémunération du placeur principal devraient-ils obligatoirement être les mêmes, ou sensiblement similaires, pour chaque famille d'OPC? Dans la négative, comment pourrions-nous faire en sorte que les différences entre ces mécanismes n'incitent pas le placeur principal à favoriser la famille d'OPC ayant la structure de rémunération la plus avantageuse?
  - iii) Quels seraient les facteurs pertinents à considérer afin de déterminer le nombre approprié de familles d'OPC pour lesquelles un courtier pourrait agir à titre de placeur principal? Veuillez expliquer comment empêcher que la distinction entre « placeur principal » et « courtier participant » devienne floue à mesure qu'augmente le nombre de familles d'OPC pour lesquelles le courtier agit à titre de placeur principal.
  - iv) Le courtier devrait-il être assujéti à des obligations minimales lorsqu'il agit à titre de placeur principal, et celles-ci devraient-elles être les mêmes à l'égard de toutes les familles d'OPC pour lesquelles il agit à ce titre?
  - v) Les titres d'un OPC ayant un placeur principal devraient-ils être placés exclusivement par celui-ci et non par d'autres placeurs principaux ou courtiers participants?

3. Est-ce que les projets de modification des règlements répondent pleinement aux préoccupations éventuelles en matière de protection des investisseurs quant aux modèles d'entreprise actuels des placeurs principaux et à tout nouveau modèle de placement de titres d'OPC prévisible? Devrions-nous tenir compte d'autres facteurs ou limites en ce qui concerne les ententes conclues avec les placeurs principaux?
4. Le projet de modification du Règlement 81-105 entrera en vigueur 18 mois après la date de publication finale. Est-ce que ce délai laisse suffisamment de temps aux courtiers qui agissent à titre de placeurs principaux pour plus d'un gestionnaire ne faisant pas partie du même groupe pour ajuster leurs pratiques, modèles opérationnels et mécanismes de rémunération? Donne-t-il suffisamment de temps aux gestionnaires de fonds d'investissement touchés pour prendre d'autres dispositions relativement au placement des titres de leurs OPC avant la date d'entrée en vigueur? Dans la négative, veuillez fournir des explications.
5. Certains placeurs principaux peuvent actuellement avoir recours à la rétrofacturation. Cette dernière est liée à la pratique de rémunération selon laquelle le représentant reçoit une commission ou une rémunération du courtier lorsque son client souscrit des titres. Il y a rétrofacturation lorsque l'investisseur demande le rachat de ses titres avant l'expiration du calendrier prévu par le courtier, et que le représentant de courtier doit rembourser à ce dernier la totalité ou une partie des sommes reçues. En juin 2023, les ACVM ont annoncé l'examen du recours à la rétrofacturation dans le secteur des OPC en raison de craintes quant aux conflits d'intérêts pouvant découler de cette pratique. Elles sont d'avis que le recours à la rétrofacturation occasionne des conflits d'intérêts importants chez les placeurs principaux en ce qui concerne le placement de titres d'OPC, et étudient les mesures réglementaires à prendre. Nous sollicitons des commentaires additionnels sur cette pratique.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-105 SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 16° et 19.5°)

1. Le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 41) est modifié par l'insertion, après l'article 2.3, du suivant :

**« 2.4. Placeurs principaux**

Le placeur principal de l'OPC ne peut agir à ce titre pour un autre OPC, sauf si ce dernier fait partie de la même famille. ».

2. L'article 4.2 de ce règlement est modifié par l'insertion, avant le paragraphe 1, du suivant :

« 0.1) Le placeur principal de l'OPC qui est également placeur principal d'un autre OPC faisant partie de la même famille d'OPC ne peut adopter pour aucun de ses représentants des mesures l'incitant à recommander un OPC dont il est placeur principal plutôt qu'un autre OPC dont il est placeur principal. ».

3. L'article 7.1 de ce règlement est abrogé.

**Date d'entrée en vigueur**

4. 1° Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 81-105 SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DES ORGANISMES DE  
PLACEMENT COLLECTIF**

1. *L'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* est modifiée par l'abrogation de l'article 9.1.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES**

Loi sur les valeurs mobilières

(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 4.1° et 8°)

1. L'article 14.17 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10) est modifié par l'ajout, après le sous-paragraphe *u* du paragraphe 1, du suivant :

« *v*) la mention suivante, ou une mention semblable pour l'essentiel, dans une note de bas de page si, pendant la période couverte par le rapport :

*i*) le client détenait des titres d'un OPC qui est émetteur assujéti;

*ii*) la société inscrite était le placeur principal de ces titres au sens de l'article 1.1 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39);

*iii*) la société inscrite a reçu un paiement, autre que ceux indiqués aux paragraphes *g* et *h*, relativement aux services qu'elle a fournis au gestionnaire ou à l'OPC en sa qualité de placeur principal :

« Nous détenons le droit exclusif de placer les titres de [nom de l'OPC] ou disposons d'un avantage concurrentiel important en vue de leur placement. [Nom du gestionnaire de l'OPC] nous a versé jusqu'à un maximum de [pourcentage des frais de gestion] % des frais de gestion de l'OPC pour les services fournis à titre de placeur principal. » ».

**Date d'entrée en vigueur**

2. 1° Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES**

1. L'article 14.17 de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* est modifié par l'insertion, après l'alinéa sous l'intitulé « **Information à présenter en cas de recours à des approximations** », de ce qui suit :

**« Paiements effectués à des placeurs principaux par des gestionnaires de fonds d'investissement**

La société inscrite qui est le placeur principal de l'OPC peut avoir conclu une entente avec le gestionnaire de fonds d'investissement pour lequel elle agit à ce titre. Pour faire preuve de transparence relativement aux intérêts du placeur principal dans ces circonstances, il importe de fournir aux investisseurs l'information sur les paiements reçus. Plus précisément, il peut arriver que le placeur principal reçoive un pourcentage des frais de gestion perçus par le gestionnaire de fonds d'investissement. Dans d'autres cas, ce pourcentage peut varier en fonction du total des actifs gérés dont le placement est confié au placeur principal. Le sous-paragraphe v du paragraphe 1 de l'article 14.17 exige du placeur principal qu'il indique, dans une note de bas de page, le pourcentage maximal des frais de gestion qui lui est versé par le gestionnaire de fonds d'investissement pour les services fournis à ce dernier et à l'OPC.

Nous ne nous attendons pas à ce que les sociétés inscrites présentent également en vertu du sous-paragraphe g du paragraphe 1 de l'article 14.17 de l'information sur un paiement qui est exigée au sous-paragraphe v de ce paragraphe. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 8°)

1. L'annexe 81-101A1 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 38) est modifiée, dans rubrique 10 de la Partie A :

1° par l'insertion, au début du premier alinéa, de « 1) »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, des paragraphes suivants :

« 2) Si l'OPC a un placeur principal, inscrire une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« [Nom du placeur principal] détient le droit exclusif de placer les titres de l'OPC ou dispose d'un avantage concurrentiel important en vue de leur placement. Se reporter à la rubrique « Rémunération du courtier » pour plus de renseignements, y compris une description des services qui ont été fournis à l'OPC ou à [nom du gestionnaire de l'OPC] par [nom du placeur principal]. ».

« 3) Si l'OPC a un placeur principal qui reçoit un paiement autre qu'une commission de suivi relativement aux services qu'il fournit à l'OPC ou à son gestionnaire, inscrire une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« [Nom du gestionnaire de l'OPC] verse jusqu'à un maximum de [pourcentage des frais de gestion à payer au placeur principal] % des frais de gestion à [nom du placeur principal] pour les services fournis à [nom du gestionnaire de l'OPC] ou à l'OPC en sa qualité de placeur principal. ».

« 4) Si les frais à payer au placeur principal varient en vertu de la convention conclue par le placeur principal et le gestionnaire de l'OPC, décrire les variables utilisées dans la détermination de ces frais et le calcul de ceux-ci. »;

3° par le remplacement, partout où ceci se trouve dans les paragraphes 5 et 7 de la rubrique 9.1, de « frais et charges » par « frais ».

2. L'annexe 81-101A3 de ce règlement est modifiée par l'insertion, après le paragraphe 4 de la rubrique 1.3 de la partie II, des suivants :

« 4.1) Si l'OPC a un placeur principal, inscrire une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« [Nom du placeur principal] détient le droit exclusif de placer les titres de ce fonds ou dispose d'un avantage concurrentiel important en vue de leur placement. ».

« 4.2) Si l'OPC a un placeur principal qui reçoit un paiement autre qu'une commission de suivi relativement aux services qu'il fournit à l'OPC ou à son gestionnaire, inscrire une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« [Nom du gestionnaire de l'OPC] verse jusqu'à un maximum de [pourcentage des frais de gestion à payer au placeur principal] % des frais de gestion à [nom du placeur principal] pour les services fournis à [nom du gestionnaire de l'OPC] ou à l'OPC en sa qualité de placeur principal. ».

« 4.3) Si les frais à payer au placeur principal varient en vertu de la convention conclue par le placeur principal et le gestionnaire de l'OPC, décrire les variables utilisées dans la détermination de ces frais et le calcul de ceux-ci. ».

**Date d'entrée en vigueur**

3. 1° Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 16°)

1. Le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39) est modifié par l'insertion, après l'article 10.2, du suivant :

**« 10.2.1. Interdiction de frais de rachat**

Le gestionnaire ne peut exiger aucuns frais des porteurs de l'OPC pour le rachat de leurs titres. ».

**Dispositions transitoires**

2. L'article 10.2.1 de ce règlement ne s'applique pas aux frais qui y sont mentionnés si ces derniers sont exigibles en vertu d'une entente relative aux frais qui existait avant le 1<sup>er</sup> juin 2022 et qui est toujours en vigueur.

**Date d'entrée en vigueur**

3. 1° Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT**

**1.** L'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* est modifiée par l'insertion, après l'article 10.6, du suivant :

**« 10.7. Interdiction de frais de rachat**

L'article 10.2.1 du règlement interdit au gestionnaire d'exiger des frais du porteur pour le rachat de titres de l'OPC. Le gestionnaire ne pourrait donc pas exiger des porteurs, pour tout rachat, des frais établis selon l'option des frais d'acquisition en vertu de laquelle les titres ont été initialement souscrits. Cette interdiction n'a aucune incidence sur les frais exigés des investisseurs par un OPC (par opposition à un gestionnaire) relativement au rachat de titres de l'OPC qui ne sont pas fonction de l'option des frais d'acquisition, comme les frais sur les opérations à court terme et les ordres de rachat volumineux. »

## Draft Regulations

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (3), (4.1), (8), (11), (19.5) and s. 331.2)

### Regulation to amend Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices and concordants- The Principal Distributor Model

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices;*
- *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations;*
- *Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure;*
- *Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds.*

Draft amendments to the following policy statement are also published hereunder:

- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds.*

### Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **February 27, 2025**, to the following:

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Fax : (514) 864-6381  
E-mail : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Further information

Further information is available from:

Ata Kassaian  
Senior Policy Analyst,  
Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 4457  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [ata.kassaian@lautorite.qc.ca](mailto:ata.kassaian@lautorite.qc.ca)

Philippe Lessard  
Analyst, Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 4364  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [philippe.lessard@lautorite.qc.ca](mailto:philippe.lessard@lautorite.qc.ca)

Gabriel Vachon  
Analyst, Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 2689  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [gabriel.vachon@lautorite.qc.ca](mailto:gabriel.vachon@lautorite.qc.ca)

**November 28, 2024**

## CSA Notice of Consultation

**Draft Regulation to Amend**  
*Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations,*  
*Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure,*  
*Regulation 81-102 respecting Investment Funds*  
**and**  
*Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices*

**and**

**Draft Changes to**  
*Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations,*  
*Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds*  
**and**  
*Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices*

### The Principal Distributor Model

November 28, 2024

#### Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are proposing amendments to the principal distributor model in the distribution of mutual fund securities.

We are publishing, for a 90-day comment period, draft amendments (the **Draft Amendments**) to

- *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (**Regulation 31-103**),
- *Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure* (**Regulation 81-101**),
- *Regulation 81-102 respecting Investment Funds* (**Regulation 81-102**),
- *Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices* (**Regulation 81-105**)

and draft changes (the **Draft Changes**) to

- *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (**Policy Statement 31-103**),

- *Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds (Policy Statement 81-102)*, and
- *Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices (Policy Statement 81-105)*.

In addition to the Draft Amendments and the Draft Changes, we have also set out questions for stakeholders to consider (**Consultation Questions**) in Annex A of this notice. The public comment period expires on February 27, 2025.

The text of the Draft Amendments and the Draft Changes is published with this notice and will also be available on the websites of the following CSA jurisdictions:

www.bcsc.bc.ca  
 www.asc.ca  
 www.fcaa.gov.sk.ca  
 www.mbsecurities.ca  
 www.osc.ca  
 www.lautorite.qc.ca  
 www.fcncb.ca  
 nssc.novascotia.ca

### **Substance and Purpose**

The Draft Amendments address the principal distributor model for mutual funds and seek to improve investor protection and maintain investor confidence in our capital markets. The Draft Amendments clarify that a principal distributor may only act for mutual funds in the same mutual fund family, require disclosure of principal distributor arrangements and compensation and ensure that the DSC option (as defined below) is not available to investors purchasing mutual fund securities distributed by principal distributors.

#### **(a) Principal Distributor Model**

The general purpose of Regulation 81-105, as set out in Policy Statement 81-105, is to “ensure that the interest of investors remain uppermost in the actions of participants in the mutual fund industry by setting minimum standards of conduct to be followed by industry participants in their activities in distributing mutual fund securities.”

Mutual fund securities are distributed by participating dealers and principal distributors. Principal distributors are carved out of the definition of “participating dealer” in Regulation 81-102 because they have an exclusive right to distribute mutual fund securities in a particular area or a feature that gives, or is intended to give, the principal distributor a material competitive advantage over others in the distribution of mutual fund securities.

Principal distributors offer the exclusive distribution of, or benefit from a feature that gives the principal distributor a material competitive advantage over others in the distribution of, mutual fund securities of an investment fund manager (**manager**) that is an affiliate, or in

some cases, an unaffiliated manager. They might have ongoing participation in the design, selection, as well as ongoing training and monitoring in respect of the mutual fund products that it distributes. Such an arrangement would allow a principal distributor to customize the range of mutual fund products that are offered to clients. This participation in the product development process is recognized by the fact that principal distributors are required to review and certify the prospectus. As a result, they share liability with managers for the disclosure provided in mutual fund offering documents with managers.

Principal distributors are not subject to all the provisions of Regulation 81-105 that apply to participating dealers. The reason for the principal distributor carve-outs from Regulation 81-105 is provided in the CSA's notice of draft Regulation 81-105<sup>1</sup> published on July 25, 1997 (the **1997 Consultation**). The 1997 Consultation states that the representatives of principal distributors are "employed to sell only mutual funds within the principal distributor's mutual fund family."<sup>2</sup> In reference to principal distributors, the 1997 Consultation indicated that "IFIC noted that an ordinary investor purchasing a product in an environment in which the only product offered is an in-house brand knows, just as the ordinary car purchaser knows, that their choice in that environment is limited."<sup>3</sup>

Regulation 81-105 established minimum standards of conduct in the distribution of mutual fund securities to minimize conflicts of interests between industry participants and investors. Principal distributors are carved out of the Regulation 81-105 provisions that apply to participating dealers because the conflicts of interest raised by participating dealers distributing mutual fund securities of multiple managers are less acute for principal distributors distributing only mutual fund securities of the same mutual fund family. Regulation 81-105 also imposes additional obligations on a "principal distributor" as a "member of the organization", which is consistent with the broader framework of Regulation 81-105. The premise that principal distributors only distribute mutual fund securities of the same mutual fund family is the basis for the principal distributor carve-outs from some Regulation 81-105 obligations, however, this premise is currently not captured in the provisions of Regulation 81-105. The Draft Amendments clarify that principal distributors may only distribute mutual fund securities of the same mutual fund family.

#### **(b) Disclosure of Principal Distributor Compensation**

One of the fundamental obligations of industry participants to their investor clients is to provide full, true and plain disclosure of all material facts concerning a mutual fund, including the compensation paid to participating dealers and their representatives and other sales practices followed in connection with the distribution of mutual fund securities, which is essential to ensure that investors understand the nature of the investments they are

<sup>1</sup> Notice of Proposed Changes to Proposed Rule 81-503 and Companion Policy 81-503CP *Sales Practices Applicable to the Sale of Mutual Fund Securities* and Notice of Proposed National Instrument 81-105 and Companion Policy 81-105CP *Mutual Fund Sales Practices* published on July 25, 1997 at (1997), 20 OSCB 3979.

<sup>2</sup> See footnote 1 above, 3907.

<sup>3</sup> See footnote 2 above.

making and the impact of fees and charges on them.<sup>4</sup> This fundamental obligation also extends to the disclosure of the compensation paid to principal distributors and their representatives. The Draft Amendments require disclosure of principal distributor arrangements and compensation.

**(c) Deferred Sales Charge Option**

Previously, under the deferred sales charge option (**DSC option**), the investor did not pay an initial sales charge for purchased fund securities but paid a redemption fee to the manager (i.e., a deferred sales charge) if the securities were redeemed before a predetermined period from the date of purchase. Redemption fees decline according to a redemption fee schedule that is based on the length of time the investor holds the securities. While the investor did not pay a sales charge to the dealer, the manager paid the dealer an upfront commission.

As of June 1, 2022, the CSA adopted amendments (**DSC Ban Amendments**)<sup>5</sup> to prohibit managers from paying upfront sales commissions to participating dealers in respect of mutual fund securities, which were intended to result in the discontinuation of all forms of the DSC option. The DSC Ban Amendments addressed the conflict of interest that arose from the payment of the upfront sales commission by managers to participating dealers for mutual fund sales made under the DSC option that could incentivize participating dealers and their representatives to make self-interested investment recommendations to the detriment of investor interests. This same conflict of interest arises from the payment of the upfront sales commission by managers to principal distributors. However, as principal distributors are carved out of the Regulation 81-105 provisions that apply to participating dealers, the DSC Ban Amendments do not technically apply to principal distributors. While we do not see the DSC option currently being made available by principal distributors, to ensure that the DSC option is not available to investors purchasing mutual fund securities from participating dealers or principal distributors, managers should be prohibited from charging a fee to investors upon the redemption of mutual fund securities in all circumstances.

<sup>4</sup> Section 2.2(2)(f) of Policy Statement 81-105.

<sup>5</sup> CSA Multilateral Notice of Publication, *Amendments relating to Prohibition of Deferred Sales Charges for Investment Funds*, Regulation to amend Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices, *Amendments to Companion Policy 81-105: Mutual Fund Sales Practices*, *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure* published on February 20, 2020 and OSC Notice of Local Amendments to National Instrument 81-105 *Mutual Fund Sales Practices*, Local Changes to Companion Policy 81-105 *Mutual Fund Sales Practices* and Related Consequential Local Amendments and Changes – Prohibition of Deferred Sales Charges for Mutual Funds published on June 3, 2021.

## Background

### *CSA 2018 Consultation*

The CSA published draft amendments (the **2018 Consultation**) on September 13, 2018 to

- (a) prohibit fund organizations from paying upfront commissions to dealers, resulting in the discontinuation of all forms of the DSC option, including low-load options (**DSC Ban**), and
- (b) prohibit the payment of trailing commissions to dealers who were not subject to a suitability requirement, such as dealers who were not required to provide investment recommendations in connection with the distribution of prospectus qualified mutual fund securities (**OEO Trailer Ban**).

Subsequent to the 2018 Consultation, the CSA published final amendments<sup>6,7</sup> to adopt both the DSC Ban and the OEO Trailer Ban, which took effect on June 1, 2022.

In the 2018 Consultation, the CSA indicated that we may consider future amendments to modernize Regulation 81-105. The 2018 Consultation included questions to stakeholders which were intended to inform the CSA's initiative to modernize Regulation 81-105.

### *2022 – 2025 CSA Business Plan*

One of the strategic goals of the 2022-2025 CSA Business Plan<sup>8</sup> is to improve investor protection by enhancing investors' ability to obtain redress and strengthening the advisor-client relationship. In furtherance of this goal, the CSA has stated its commitment to the modernization of mutual fund sales practices as follows:

- “Review and modernize NI 81-105 *Mutual Fund Sales Practices* and contemplate whether amendments are necessary in light of the Client Focused Reforms - including reviewing principal distributors' practices, considering whether amendments are needed to clarify the circumstances in which a principal distributor model should be available and whether such a model remains appropriate in light of the Reforms”.<sup>9</sup>

<sup>6</sup> See footnote 4 above.

<sup>7</sup> CSA Notice of Publication, Regulation to amend Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices, *Related Consequential Amendments, Prohibition of Mutual Fund Trailing Commissions Where No Suitability Determination Was Required* published on September 17, 2020.

<sup>8</sup> See page 7: 2022-2025 CSA Business Plan, [https://www.securities-administrators.ca/wp-content/uploads/2022/10/2022\\_2025CSA\\_BusinessPlan.pdf](https://www.securities-administrators.ca/wp-content/uploads/2022/10/2022_2025CSA_BusinessPlan.pdf).

<sup>9</sup> See footnote 8 above.

## Summary of the Draft Amendments and the Draft Changes

The following is a summary of the Draft Amendments and the Draft Changes:

### (a) Principal Distributor Model

The Draft Amendments clarify that a dealer cannot have multiple principal distributor relationships except where it acts as a principal distributor for mutual funds in the same mutual fund family. A mutual fund family is defined in Regulation 81-105 as “two or more mutual funds that have (a) the same manager, or (b) managers that are affiliates of each other.”

The Draft Amendments do not affect the ability of a principal distributor to also distribute mutual fund securities as a participating dealer to multiple managers. Additionally, although a dealer can act as principal distributor for a mutual fund family, managers that are affiliates of each other are not required to have the same principal distributor. A manager may also have more than one principal distributor for the distribution of its mutual fund securities.

### (b) Principal Distributor Practices

The Draft Amendments replicate the prohibition on providing incentives to representatives to recommend mutual funds of one family over another that currently applies to participating dealers to also apply to principal distributors. More specifically, the Draft Amendments aim to prohibit a principal distributor from providing incentives to representatives to recommend one mutual fund over another mutual fund.

### (c) Disclosure of Principal Distributor Compensation

The Draft Amendments will require the simplified prospectus (SP), fund facts document (Fund Facts) and annual report on charges and other compensation (ARCC) to disclose that the principal distributor has the exclusive right to distribute funds and if the principal distributor receives a payment, other than trailing commissions, in connection with services provided to the fund manager and the funds as a principal distributor, the maximum percentage of the management fee that is paid by the manager to the principal distributor for its services.

### (d) Prohibition on Fees for Redemptions

As discussed under the sub-heading “Deferred Sales Charge Option” in “Substance and Purpose” above, to ensure that the DSC option is not available to investors purchasing mutual fund securities from principal distributors, the Draft Amendments prohibit managers from charging a fee to investors upon the redemption of mutual fund securities. The Draft Amendments include an exception for mutual fund securities purchased prior to June 1, 2022 for so long as such securities are subject to a redemption fee schedule.

The Draft Amendments do not impact fees charged by a mutual fund (as opposed to a manager) to investors in connection with the redemption of mutual fund securities that are not based on the sales charge option, such as fees for short-term trading and large redemption orders, provided that such fees are retained by the mutual fund for the benefit of remaining securityholders.

As a housekeeping amendment, the Draft Amendments will also repeal the provision related to commission rebates. The provision applies to commission rebates from dealer representatives who paid all or part of the redemption fee when an investor redeemed mutual fund securities purchased under the DSC option from one mutual fund family and purchased mutual fund securities under the DSC option from a different mutual fund family. It is our understanding that this provision is only used in the context described above, i.e., a transaction that includes a purchase of new mutual fund securities under the DSC option. However, since the purchase of new mutual fund securities under the DSC option is no longer permitted under the DSC Ban, this provision is no longer required. The housekeeping amendment is expected to come into force approximately 90 days after final publication.

### **Transition**

We are proposing that the Draft Amendments and the Draft Changes will come into force 3 months after the final publication date with the exception of:

- the Draft Amendments to Regulation 31-103 and the Draft Changes to Policy Statement 31-103, and
- the Draft Amendments to Regulation 81-105.

The CSA recognizes that existing business models or new business models might be developed that do not fit within the parameters of the Draft Amendments. The CSA encourages commenters whose existing business model in particular might be uniquely impacted by the Draft Amendments to provide feedback as to whether there are alternative transition measures that could ease any burden for a particular business model in changing their business model to align with the Draft Amendments.

#### **(a) Draft Amendments to Regulation 31-103 and Draft Changes to Policy Statement 31-103**

The Draft Amendments to Regulation 31-103 and the Draft Changes to Policy Statement 31-103 will come into force on January 1, 2026. The effective date will coincide with the January 1, 2026 effective date of the final amendments and changes

published on April 20, 2023 by the CSA and the Canadian Council of Insurance Regulators relating to Total Cost Reporting for Investment Funds and Segregated Funds.<sup>10</sup>

**(b) Draft Amendments to Regulation 81-105**

The Draft Amendments to Regulation 81-105 will come into force 18 months after the final publication date. We anticipate that the period between the final publication date and the effective date will provide sufficient time for principal distributors who act as a principal distributor for more than one unaffiliated manager to transition their practice, operational model and compensation arrangements. Any impacted managers will need to make alternate distribution arrangements for their mutual fund securities prior to the effective date.

We are seeking comments on the appropriate transition period for the Draft Amendments to Regulation 81-105. Please see the Consultation Questions in Annex A.

**Local Matters**

An annex is being published in any local jurisdiction that is making changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

**Request for Comments**

Please submit your comments on the Draft Amendments, the Draft Changes and the Consultation Questions in this notice. We cannot keep submissions confidential because securities legislation requires publication of a summary of written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the website of each of the Alberta Securities Commission at [www.asc.ca](http://www.asc.ca), the Ontario Securities Commission at [www.osc.ca](http://www.osc.ca) and the Autorité des marchés financiers at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important you state on whose behalf you are making the submissions.

---

<sup>10</sup> CSA and CCIR Notice of Publication – *CCIR Individual Variable Insurance Contract Ongoing Disclosure Guidance*, Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations, *Amendments to Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations – Total Cost Reporting (TCR) for Investment Funds and Segregated Funds* published on April 20, 2023.

### **Deadline for Comments**

Please submit your comments in writing on or before February 27, 2025. If you are not sending your comments by email, please send a USB flash drive containing the submissions (in Microsoft Word format).

### **Where to Send Your Comments**

Address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Manitoba Securities Commission  
 Ontario Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 Registrar of Securities, Northwest Territories  
 Registrar of Securities, Yukon Territory  
 Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments only to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA jurisdictions.

Me Philippe Lebel  
 Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs  
 Autorité des marchés financiers  
 Place de la Cité, tour Cominar  
 2640, boulevard Laurier, bureau 400  
 Québec (Québec) G1V 5C1  
 Fax: 514 864-8381  
 Email: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

The Secretary  
 Ontario Securities Commission  
 20 Queen Street West  
 22nd Floor  
 Toronto, Ontario M5H 3S8  
 Fax: 416 593-2318  
 Email: [comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

## Content of Annexes

This notice contains the following annex:

Annex A: Consultation Questions

## Questions

Please refer your questions to any of the following:

### *Autorité des marchés financiers*

Ata Kassaian  
Senior Policy Analyst,  
Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 4457  
Email: [ata.kassaian@lautorite.qc.ca](mailto:ata.kassaian@lautorite.qc.ca)

Philippe Lessard  
Analyst, Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 4364  
Email: [philippe.lessard@lautorite.qc.ca](mailto:philippe.lessard@lautorite.qc.ca)

Gabriel Vachon  
Analyst, Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 2689  
Email: [gabriel.vachon@lautorite.qc.ca](mailto:gabriel.vachon@lautorite.qc.ca)

### *British Columbia Securities Commission*

Kathryn Anthistle  
Senior Legal Counsel, Legal Services  
Capital Markets Regulation Division  
British Columbia Securities Commission  
Tel: 604 899-6536  
Email: [kanthistle@bcsc.bc.ca](mailto:kanthistle@bcsc.bc.ca)

Noreen Bent  
Chief, Corporate Finance Legal Services  
British Columbia Securities Commission  
Tel: 604 899-6741  
Email: [nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

### *Alberta Securities Commission*

Chad Conrad  
Senior Legal Counsel, Investment Funds  
Alberta Securities Commission  
Tel: 403 297-4295  
Email: [chad.conrad@asc.ca](mailto:chad.conrad@asc.ca)

*Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan*

Heather Kuchuran  
Director, Corporate Finance  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
Tel: 306 787-1009  
Email: [heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

*Manitoba Securities Commission*

Patrick Weeks  
Deputy Director, Corporate Finance  
Manitoba Financial Services Agency  
Manitoba Securities Commission  
Tel: 204 945-3326  
Email: [patrick.weeks@gov.mb.ca](mailto:patrick.weeks@gov.mb.ca)

*Ontario Securities Commission*

Irene Lee  
Senior Legal Counsel,  
Investment Management Division  
Ontario Securities Commission  
Tel: 416 593-3668  
Email: [ilee@osc.gov.on.ca](mailto:ilee@osc.gov.on.ca)

Stephen Paglia  
Manager,  
Investment Management Division  
Ontario Securities Commission  
Tel: 416 593-2393  
Email: [spaglia@osc.gov.on.ca](mailto:spaglia@osc.gov.on.ca)

## ANNEX A

### SPECIFIC CONSULTATION QUESTIONS

In addition to your comments on all aspects of the Draft Amendments and the Draft Changes, we are seeking specific feedback on the following questions:

1. The Draft Amendments clarify that a principal distributor cannot have multiple principal distributor relationships except where it acts as principal distributor for mutual funds in the same mutual fund family. Are there any circumstances under which a dealer should be permitted to act as a principal distributor for more than one mutual fund family? In responding, please explain the advantages and disadvantages of such a model as compared to a participating dealer model for both investors and market participants. In particular, please outline the specific benefits for investors as they pertain to competition, cost and investor choice. Please provide quantitative data, where relevant, to support your answer.
2. If your answer to question #1 was yes, please also comment on the following:
  - (i) What are the specific circumstances under which a principal distributor should be allowed to act for more than one mutual fund family?
  - (ii) If a principal distributor could act for more than one mutual fund family, should the compensation arrangements between the principal distributor be required to be the same or substantially similar in respect of each mutual fund family? If not, how could we ensure that any compensation arrangement differences would not influence a principal distributor to favour the mutual fund family with the most favourable compensation structure?
  - (iii) What factors and considerations would be relevant to determining the appropriate number of mutual fund families for which a dealer should act as principal distributor? Explain how the distinction between principal distributors and participating dealers does not become blurred as the number of mutual fund families distributed by the same principal distributor increase.
  - (iv) Should there be minimum duties and obligations owed by the principal distributor in respect of each principal distributor relationship? Should those obligations be the same across all mutual fund families for which the dealer acts as principal distributor?
  - (v) Should mutual funds that have a principal distributor be exclusively distributed by the principal distributor and not be distributed by other principal distributors or participating dealers? Should mutual funds that have a principal distributor be exclusively distributed by the principal distributor and not be distributed by other principal distributors or participating dealers?

3. Do the Draft Amendments fully address potential investor protection concerns for existing principal distributor business models and any foreseeable new mutual fund distribution business models? Are there any other considerations, limits or factors about a principal distributor arrangement that we should consider?
4. The Draft Amendments to Regulation 81-105 will come into force 18 months after the final publication date. Does this provide sufficient time for dealers that act as a principal distributor for more than one unaffiliated manager to transition their practice, operational model and compensation arrangements? Does this provide sufficient time for impacted investment fund managers to make alternate distribution arrangements for their mutual fund securities prior to the effective date? If not, please explain.
5. Some principal distributors may currently use chargebacks. Chargebacks involve a compensation practice where a representative is paid upfront commissions and/or fees from the dealer when their client purchases securities. Chargebacks occur when investors redeem their securities before a fixed schedule as determined by the dealer, and the dealing representative is required to pay back all or part of the upfront commission/fees to the dealer. In June 2023, the CSA announced that it would be reviewing the use of chargebacks in the mutual fund industry due to concerns about potential conflicts of interest associated with this practice. The CSA is of the view that the use of chargebacks raises a significant conflict of interest for principal distributors in the distribution of mutual fund securities and we are considering the appropriate regulatory steps. We are requesting additional feedback on this practice.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-105 RESPECTING MUTUAL FUND SALES PRACTICES**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (16) and (19.5))

1. Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices (chapter V-1.1, r. 41) is amended by inserting, after section 2.3, the following:

**“2.4. Principal Distributors**

A principal distributor of a mutual fund shall not be a principal distributor of another mutual fund unless the other mutual fund is a member of the same mutual fund family.”.

2. Section 4.2 of the Regulation is amended by inserting, before paragraph (1), the following:

“(0.1) A principal distributor of a mutual fund that is also a principal distributor of another mutual fund that is in the same mutual fund family as the first-mentioned mutual fund shall not provide an incentive for any of its representatives to recommend a mutual fund of which it is a principal distributor over another mutual fund of which it is a principal distributor.”.

3. Section 7.1 of the Regulation is repealed.

**Effective Date**

4. (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**CHANGES TO *POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-105 RESPECTING MUTUAL FUND SALES PRACTICES***

1. *Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices* is amended by repealing section 9.1.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 31-103 RESPECTING  
REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING  
REGISTRANT OBLIGATIONS**

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (4.1) and (8))

1. Section 14.17 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10) is amended by adding, after subparagraph (u) of paragraph (1), the following:

“(v) the following notification, or a notification that is substantially similar, either of which must be located in a footnote, if during the period covered by the report:

(i) the client owned securities of a mutual fund that is a reporting issuer,

(ii) the registered firm was a principal distributor, as defined in section 1.1 of Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39), of those securities, and

(iii) the registered firm received a payment, other than a payment reported under subparagraphs (g) or (h), in connection with services that the registered firm provided to the manager or to the mutual fund as a principal distributor:

“We have an exclusive right to distribute or a material competitive advantage over others in distributing the securities of [insert name of the fund]. [Insert name of fund manager] paid us up to a maximum of [insert percentage of the management fee] % of the fund’s management fee for providing services as a principal distributor.”.

**Effective Date**

2. (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING REGISTRANT OBLIGATIONS**

1. Section 14.17 of *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* is amended by inserting, after the paragraph under the title “**Reporting information when approximations are used**”, the following:

**“Payments from Investment Fund Managers Received by Principal Distributors**

A registered firm that is a mutual fund’s principal distributor may have an arrangement with the investment fund manager for which they act as principal distributor. In order to provide transparency regarding the interests of the principal distributor in such circumstances, it is important to provide investors with information regarding payments received by principal distributors. In particular, there may be circumstances where the principal distributor might receive a percentage of the management fees collected by the investment fund manager. In some cases, the percentage received may vary depending on the total level of assets under management attributed to the principal distributor. Principal distributors must provide a footnote to disclose the maximum percentage of the management fee that is paid to them by an investment fund manager for principal distributor services provided to the investment fund manager and the funds, as required under paragraph 14.17(1)(v).

For greater clarity, we do not expect registered firms to also disclose under paragraph 14.17(1)(g) a payment which is required to be disclosed under paragraph 14.17(1)(v).”.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (8))

1. Form 81-101F1 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (chapter V-1.1, r. 38) is amended, in item 10 of Part A:

(1) by inserting “(1)” at the beginning of the first paragraph;

(2) by inserting, after the first paragraph, the following:

“(2) If a mutual fund has a principal distributor, state in substantially the following words:

“[Insert name of principal distributor] has an exclusive right to distribute or has a material competitive advantage over others in distributing the securities of the mutual fund(s). Please see “Dealer Compensation” for more information, including a description of the services provided by [insert name of principal distributor] to the fund(s) or [insert name of manager of the mutual fund].”.

“(3) If a mutual fund has a principal distributor that receives a payment, other than a payment that is a trailing commission, in connection with services provided by the principal distributor to the manager of the mutual fund or the mutual fund, state in substantially the following words:

“[Insert name of manager of the mutual fund] pays up to a maximum of [insert percentage of the management fee payable to principal distributor] % of the management fee to [insert name of principal distributor] for providing services to [insert name of manager of the mutual fund] or the mutual fund(s) as the principal distributor.”.

“(4) If the fee payable to a principal distributor varies under an agreement between the principal distributor and the manager of the mutual fund, describe the variables that are used in the determination of the fee and how that fee is calculated.”;

(3) by replacing all occurrences of “frais et charges” in the French text of paragraphs (5) and (7) of item 9.1 by “frais”.

2. Form 81-101F3 of the Regulation is amended by inserting, after paragraph (4) of item 1.3 of Part II, the following:

“(4.1) If a mutual fund has a principal distributor, include a statement substantially similar to the following:

“[Insert name of principal distributor] has an exclusive right to distribute or has a material competitive advantage over others in distributing the securities of this fund.”.

“(4.2) If a mutual fund has a principal distributor that receives a payment, other than a payment that is a trailing commission, in connection with services provided by the principal distributor to the manager of the mutual fund or the mutual funds, state in substantially the following words:

“[Insert name of manager of the mutual fund] pays up to a maximum of [insert percentage of the management fee payable to principal distributor] % of the management fee to [insert name of principal distributor] for providing services to [insert name of manager of the mutual fund] or the fund as the principal distributor.”.

“(4.3) If the fee payable to a principal distributor varies under an agreement between the principal distributor and the manager of the mutual fund, describe the variables that are used in the determination of the fee and how that fee is calculated.”.

**Effective Date**

**3.** (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (16))

1. Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39) is amended by inserting, after section 10.2, the following:

**“10.2.1. Prohibition of Fees for Redemptions**

A manager must not charge a fee to a securityholder of a mutual fund for a redemption by the securityholder of securities of the mutual fund.”.

**Transition**

2. Section 10.2.1 of the Regulation does not apply to a fee referred to in that section if the fee is charged under a fee arrangement that existed before June 1, 2022, and the fee arrangement is still in effect.

**Effective Date**

3. (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

## 6.2.2 Publication

### Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif et ses concordants - Modernisation du modèle de dépôt de prospectus applicable aux fonds d'investissement

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, des règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*
- *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions française et anglaise, des instructions générales suivantes :

- *Modifications de l'Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*
- *Modifications de l'Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure ils indiquent, tandis que les instructions générales seront adoptées sous forme d'instruction et prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements.

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Marie-Aude Gosselin  
Analyste experte en fonds d'investissement  
Direction de l'encadrement des produits d'investissement  
Autorité des marchés financiers  
Tél. : 514 395-0337, poste 4456  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [marie-aude.gosselin@lautorite.qc.ca](mailto:marie-aude.gosselin@lautorite.qc.ca)

Gabriel Vachon  
Analyste en fonds d'investissement  
Direction de l'encadrement des produits d'investissement  
Autorité des marchés financiers  
Tél. : 514 395-0337, poste 2689  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [gabriel.vachon@lautorite.qc.ca](mailto:gabriel.vachon@lautorite.qc.ca)

**Le 28 novembre 2024**

## Avis de publication des ACVM

*Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*

*Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*

et

**modifications corrélatives connexes**

**Modernisation du modèle de dépôt de prospectus applicable aux fonds d'investissement**

Le 28 novembre 2024

### Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) mettent en œuvre des modifications du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* (le **Règlement 41-101**) et du *Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (le **Règlement 81-101**), des modifications corrélatives du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le **Règlement 81-106**), ainsi que des modifications de l'*Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* (l'**Instruction générale 41-101**) et de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (l'**Instruction générale 81-101**) (collectivement, les **modifications**).

Les modifications ont les effets suivants :

- reporter de 12 à 24 mois la date de caducité dans le cas des fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres, ce qui leur permettra de déposer leurs projets de prospectus tous les deux ans plutôt que chaque année (le **report de la date de caducité**);
- supprimer l'obligation de dépôt d'un prospectus définitif dans un délai de 90 jours après la date du visa du prospectus provisoire (la **suppression de la règle de 90 jours**) pour l'ensemble des fonds d'investissement.

Leur mise en œuvre modernisera le modèle de dépôt de prospectus de tous les fonds d'investissement, en particulier ceux procédant au placement permanent de leurs titres. Cette

modernisation par les ACVM rendra mieux compte du passage à la transmission aux investisseurs d'un aperçu du fonds ou d'un aperçu du FNB, plutôt que d'un prospectus, et elle permettra d'alléger le fardeau réglementaire superflu qu'imposent aux fonds d'investissement les obligations de dépôt de prospectus actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières sans nuire à l'actualité ou à l'exactitude de l'information mise à la disposition des investisseurs afin qu'ils puissent prendre une décision d'investissement éclairée. L'aperçu du fonds et l'aperçu du FNB continueront d'être déposés annuellement et d'être transmis aux investisseurs conformément aux obligations de transmission actuelles.

Dans certains territoires, la mise en œuvre des modifications nécessite l'approbation ministérielle. Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, les modifications du Règlement 81-101, du Règlement 41-101 et du Règlement 81-106 entreront en vigueur le 3 mars 2025 (la **date d'entrée en vigueur**).

Le texte des modifications est publié avec le présent avis et peut être consulté sur le site Web des membres des ACVM suivants :

[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)  
[www.asc.ca](http://www.asc.ca)  
[www.fcaa.gov.sk.ca](http://www.fcaa.gov.sk.ca)  
[www.mbsecurities.ca](http://www.mbsecurities.ca)  
[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)  
[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)  
[www.fcnb.ca](http://www.fcnb.ca)  
[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca)

## Objet

Les modifications visent à moderniser le modèle de dépôt de prospectus applicable aux fonds d'investissement sans nuire à l'actualité ou à l'exactitude de l'information dont disposent les investisseurs pour prendre une décision d'investissement éclairée. Selon le modèle actuel, le fonds d'investissement doit déposer un prospectus tous les 12 mois pour continuer à procéder au placement permanent de ses titres, et le transmettre aux investisseurs à l'occasion d'une souscription. Grâce à l'introduction de l'aperçu du fonds et de l'aperçu du FNB comme documents d'information sommaire qui sont désormais transmis en lieu et place du prospectus aux investisseurs, ces derniers disposent de l'information essentielle sur le fonds dans un langage simple et accessible, et dans un format se prêtant à la comparaison. Ces documents doivent être déposés annuellement et renferment de l'information variant d'une année à l'autre. En revanche, le prospectus, aussi déposé annuellement, contient de l'information qui ne change généralement pas beaucoup d'année en année.

La mise en œuvre des modifications rendra mieux compte du passage à la transmission aux investisseurs d'un aperçu du fonds ou d'un aperçu du FNB, plutôt que d'un prospectus, et elle viendra réduire le fardeau réglementaire inutile qu'imposent aux fonds d'investissement les obligations de dépôt de prospectus actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières.

## Contexte

Le 27 janvier 2022, les ACVM ont publié des projets de modification (les **projets de modification**) dans le cadre de leur mise en œuvre progressive d'un nouveau modèle de dépôt de prospectus à l'intention des fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres :

- **Étape 1** – Les projets de modification mettraient en œuvre le report de la date de caducité et la suppression de la règle de 90 jours. La fréquence de dépôt et de transmission de l'aperçu du fonds et de l'aperçu du FNB ne changerait pas. Cette modification sera conditionnelle à ce qu'elle n'ait aucune incidence défavorable sur les droits de dépôt.
- **Étape 2** – Nous avons publié un document de consultation (le **document de consultation**) en vue d'échanger sur d'éventuelles adaptations du modèle de dépôt du prospectus préalable qui pourrait s'appliquer à tous les fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres.

La période de consultation de 90 jours a pris fin le 27 avril 2022.

Les projets de modification donnaient également suite aux commentaires reçus lors de la consultation sur le projet SRIFI ainsi que de la consultation de la CVMO sur la réduction du fardeau (aux sens ci-après) :

- Le 12 septembre 2019 a été publié l'Avis de consultation des ACVM, *Réduction du fardeau réglementaire des émetteurs qui sont des fonds d'investissement – phase 2, étape 1*, dans le cadre de leurs efforts en la matière (la **consultation sur le projet SRIFI**); la version définitive des modifications de l'étape 1 de la phase 2 de ce projet (les **modifications liées au projet SRIFI**) a été publiée le 7 octobre 2021.
- Le 14 janvier 2019 a marqué la publication de l'Avis 11-784 du personnel de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la **CVMO**), *Burden Reduction*, qui visait à obtenir des suggestions en vue d'alléger le fardeau réglementaire inutile (la **consultation de la CVMO sur la réduction du fardeau**).

## Résumé des commentaires écrits reçus par les ACVM

Les ACVM ont reçu 14 mémoires sur les projets de modification. Elles les ont étudiés et remercient les intervenants de leur participation. Le résumé des commentaires, accompagnés de leurs réponses, figure à l'Annexe A du présent avis, tout comme la liste des intervenants.

Les mémoires sont affichés sur les sites Web de l'Alberta Securities Commission au [www.asc.ca](http://www.asc.ca), de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca), et de l'Autorité des marchés financiers au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

## **Le document de consultation**

Tout en se montrant généralement favorables au modèle de dépôt du prospectus préalable de base destiné aux fonds d'investissement, les intervenants ont exprimé des réserves quant au moment choisi pour le projet vu les récents changements réglementaires associés aux réformes axées sur le client et les modifications apportées au Règlement 81-101 en lien avec le projet SRIFI. Certains d'eux estiment en outre qu'un tel modèle imposerait un fardeau réglementaire initial au secteur, alors que d'autres souhaitent en savoir davantage sur le projet pour une plus ample consultation.

Mis à part les préoccupations soulevées, et en dépit des questions précises posées aux intéressés dans le document de consultation, nous avons recueilli insuffisamment de données et d'information pour formuler des adaptations appropriées du modèle de dépôt du prospectus préalable de base applicable à tous les fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres.

Au regard de la rétroaction obtenue, les ACVM ne poursuivront pas les plans d'instauration d'un modèle de dépôt du prospectus préalable de base en ce moment. Elles n'excluent cependant pas d'y revenir après d'autres consultations des intervenants.

## **Résumé des changements apportés aux projets de modification**

À l'issue de l'examen des commentaires reçus, nous avons apporté aux projets de modification certains changements mineurs qui sont intégrés dans les modifications publiées avec le présent avis. Comme il ne s'agit pas de changements importants, nous ne republions pas les modifications pour consultation.

Voici un résumé des principaux changements apportés aux projets de modification :

- a) **Allongement du délai de dépôt pour les aperçus du fonds Année 2 et les aperçus du FNB Année 2**  
**(Sous-paragraphe a du paragraphe 4 de l'article 17.3 du Règlement 41-101 et sous-paragraphe a du paragraphe 3 de l'article 2.5 du Règlement 81-101)**

De l'avis de certains intervenants, il pourrait être difficile d'actualiser l'information variable durant la période limitée prévue dans les projets de modification puisque certaines données variables à présenter doivent être à une date située dans les 60 jours précédant celle de l'aperçu du fonds ou de l'aperçu du FNB. C'est pourquoi, dans les modifications, nous avons allongé le délai de dépôt de ces aperçus à deux mois. Ainsi, compte tenu du report de la date de caducité, les aperçus du fonds Année 2 et les aperçus du FNB Année 2 doivent être déposés de 13 à 11 mois avant la date de caducité du prospectus antérieur.

**b) Aucune obligation de dépôt d'une version modifiée du prospectus en cas de modifications du prospectus.**

Des intervenants estiment qu'exiger une version modifiée du prospectus pour toutes les modifications du prospectus alourdirait le fardeau réglementaire, sans pour autant faciliter le retraçage, par les investisseurs, des changements apportés à l'information y figurant. Il a été demandé que les émetteurs continuent de jouir de l'option de déposer la modification du prospectus sous la forme soit d'un intercalaire, soit d'une version modifiée du prospectus. Résultat : les modifications n'exigent pas le dépôt d'une version modifiée du prospectus pour chaque modification du prospectus, comme c'était le cas dans les projets de modification.

**c) Indications supplémentaires sur les modifications du prospectus (Article 5A.7 de l'Instruction générale 41-101 et paragraphe 9 de l'article 2.7 de l'Instruction générale 81-101)**

Nous avons fourni des indications supplémentaires sur les modifications du prospectus afin de spécifier que les modifications apportées au prospectus simplifié ou à l'aperçu du fonds devraient être faciles à comprendre pour les investisseurs. La forme à donner à la modification du prospectus déposée (soit une version modifiée, soit un intercalaire) devrait reposer sur le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) visés par le prospectus simplifié qui sont touchés, sur la mesure dans laquelle le contenu du prospectus est modifié de même que sur l'objectif de faciliter, le plus possible, sa compréhension par les investisseurs.

Les modifications sous la forme d'un intercalaire devraient clairement identifier les OPC touchés, donner une explication ou un bref résumé de la teneur de la modification, reformuler des phrases ou des paragraphes plutôt que d'en remplacer certains mots, et renvoyer aux pages modifiées.

Une version modifiée du prospectus devrait être déposée s'il survient des modifications substantielles se répercutant considérablement sur son contenu. L'OPC qui a déposé plusieurs intercalaires devrait songer au dépôt d'une version modifiée du prospectus regroupant les modifications antérieurement déposées de façon à rendre plus aisément retraçables pour les investisseurs les modifications apportées à l'information sur un fonds particulier.

**d) Précision à propos des niveaux de risque de placement**

Nous avons supprimé la mention du « niveau de risque » qui figurait à l'article 5A.6 de l'Instruction générale 41-101 et à l'article 4.1.6 de l'Instruction générale 81-101 dans les projets de modification. En effet, selon le deuxième paragraphe du commentaire 2 de la rubrique 1 de l'Annexe F, *Méthode de classification du risque de placement*, du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*, tout changement du niveau de risque de placement d'un OPC indiqué dans le dernier aperçu du fonds ou aperçu du FNB déposé

constituerait un changement important en vertu du Règlement 81-106 (un **changement important**). Cet ajustement est conforme au paragraphe 2 de l'article 2.7 de l'Instruction générale 81-101 et au paragraphe 4 de l'article 5A.3 de l'Instruction générale 41-101.

### **Modifications supplémentaires**

Nous mettons en œuvre des modifications supplémentaires (les **modifications supplémentaires**) à ce qui suit :

- a) l'Annexe 41-101A2, *Information à fournir dans le prospectus du fonds d'investissement* (l'**Annexe 41-101A2**) et l'Annexe 81-101A1, *Contenu du prospectus simplifié* (l'**Annexe 81-101A1**) afin de modifier certaines obligations d'information relatives au prospectus en vue d'éviter les manques ou doublements d'information à propos des fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres une fois le report de la date de caducité en vigueur; les modifications supplémentaires visant l'Annexe 41-101A2 et l'Annexe 81-101A3 n'instaurent aucune nouvelle obligation de la sorte, mais elles modifient ou éliminent celles existant déjà en phase avec l'ajustement de la période d'information visée pour les dépôts de prospectus tous les deux ans afin de maintenir les niveaux actuels d'information dans les prospectus;
- b) l'Annexe 41-101A4, *Information à fournir dans l'aperçu du FNB* (l'**Annexe 41-101A4**) et l'Annexe 81-101A3, *Contenu de l'aperçu du fonds* (l'**Annexe 81-101A3**) afin d'étoffer les instructions concernant la date de l'aperçu du fonds et de l'aperçu du FNB pour y inclure l'aperçu du fonds Année 2 et l'aperçu du FNB Année 2; les modifications supplémentaires sont cohérentes avec les instructions actuelles en la matière.

Par conséquent, nous ne considérons pas ces modifications comme importantes.

En voici un résumé :

#### **1. Annexe 41-101A2**

##### **a) Cours et volume des opérations (rubrique 17.2 de l'Annexe 41-101A2)**

Nous avons ajouté, à l'intention du fonds d'investissement procédant au placement permanent de ses titres, une exclusion des obligations d'information prévues à la rubrique 17.2 de l'Annexe 41-101A2 puisque des données similaires sont déjà fournies dans l'aperçu du FNB conformément à la rubrique 2 de l'Annexe 41-101A4.

**b) Rémunération des administrateurs, des membres de conseil, des membres du comité d'examen indépendant et des fiduciaires du fonds d'investissement (paragraphe 12 et 13 de la rubrique 19.1 de l'Annexe 41-101A2)**

Dans le cas des obligations, prévues aux paragraphes 12 et 13 de la rubrique 19.1 de l'Annexe 41-101A2, de décrire toute entente en vertu de laquelle une rémunération a été payée ou était payable par le fonds d'investissement pour les services des administrateurs, des membres du conseil des gouverneurs indépendant ou du conseil consultatif indépendant, des membres du comité d'examen indépendant et des fiduciaires du fonds d'investissement, cette information est désormais exigée pour chacun des deux derniers exercices du fonds, et non plus pour son dernier exercice.

**2. Annexe 81-101A1**

**a) Rémunération des administrateurs, des membres de conseil, des membres du comité d'examen indépendant et des fiduciaires de l'OPC (paragraphe 2 et 3 de la rubrique 4.16 de la partie A de l'Annexe 81-101A1)**

S'agissant des obligations, prévues aux paragraphes 2 et 3 de la rubrique 4.16 de l'Annexe 81-101A1, de décrire toute entente en vertu de laquelle une rémunération a été payée ou était payable par l'OPC pour les services des administrateurs, des membres d'un conseil des gouverneurs ou d'un conseil consultatif indépendant, des membres du comité d'examen indépendant et des fiduciaires de l'OPC, cette information est désormais exigée pour chacun des deux derniers exercices de l'OPC, et non plus pour son dernier exercice.

**b) OPC indiciels (paragraphe 7 de la rubrique 5 de la partie B de l'Annexe 81-101A1)**

Pour ce qui est de l'obligation, prévue au paragraphe 7 de la rubrique 5 de la partie B de l'Annexe 81-101A1, d'indiquer les titres qui représentaient plus de 10 % du ou des indices autorisés, cet élément doit maintenant être présenté pour la période de 24 mois, plutôt que de 12 mois, précédant immédiatement la date du prospectus simplifié.

**c) Dérogations aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada (paragraphe 7 de la rubrique 6 de la partie B de l'Annexe 81-101A1)**

En ce qui concerne l'obligation, prévue au paragraphe 7 de la rubrique 6 de la partie B de l'Annexe 81-101A1, d'indiquer si l'OPC a dérogé aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada afin que ses titres constituent soit des placements admissibles au sens de cette loi pour les régimes enregistrés, soit des placements enregistrés au sens de cette loi, nous y avons remplacé « durant son dernier exercice » par « durant chacun de ses deux derniers exercices ».

**d) Risque de concentration des OPC  
(paragraphe 8 de la rubrique 9 et instruction 5 de la partie B de  
l'Annexe 81-101A1)**

Quant à l'obligation, prévue au paragraphe 8 de la rubrique 9 de la partie B de l'Annexe 81-101A1, d'indiquer si plus de 10 % de la valeur liquidative d'un OPC était investie dans les titres d'un émetteur, à l'exception des titres d'État et des titres émis par une chambre de compensation, elle vise dorénavant la période de 24 mois précédant la date tombant 30 jours avant celle du prospectus simplifié, et non pas la période de 12 mois. Nous avons aussi modifié l'instruction 5 en conséquence.

**3. Annexe 41-101A4**

**a) Date de l'aperçu du FNB  
(instruction 1 de la rubrique 1 de la partie I de l'Annexe 41-101A4)**

S'agissant de la date de l'aperçu du FNB, nous avons modifié l'instruction afin d'exiger que la date de l'aperçu du FNB Année 2 qui ne comporte aucun changement important se situe dans les trois jours ouvrables suivant son dépôt, et que celle de l'aperçu du FNB Année 2 qui comporte pareil changement corresponde à celle de son dépôt.

**4. Annexe 81-101A3**

**a) Date de l'aperçu du fonds  
(directive de la rubrique 1 de la partie I de l'Annexe 81-101A3)**

S'agissant de la date de l'aperçu du fonds, nous avons modifié la directive afin d'exiger que la date de l'aperçu du fonds Année 2 qui ne comporte aucun changement important se situe dans les trois jours ouvrables suivant son dépôt, et que celle de l'aperçu du fonds Année 2 qui comporte pareil changement corresponde à celle de l'attestation contenue dans le prospectus simplifié modifié connexe

**Modification des règlements locaux sur les droits**

La mise en œuvre du report de la date de caducité est conditionnelle à l'absence d'incidences défavorables sur les droits de dépôt. Les territoires membres des ACVM ont donc apporté des modifications correspondantes à leurs règlements en la matière. Étant donné que ces modifications sont de compétence locale, les processus requis dans chaque territoire suivent un cours distinct de la consultation sur les projets de modification. Les règlements locaux sur les droits changeront de sorte que les droits de dépôt actuellement applicables aux prospectus des fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres seront remplacés par ceux des aperçus du fonds et des aperçus du FNB. Précisons que les droits de dépôt de ces aperçus seront identiques qu'il y ait ou non dépôt d'un prospectus « de renouvellement » au cours de l'année.

### **Date d'entrée en vigueur et période de transition**

Les modifications entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur, soit le 3 mars 2025.

- ***Report de la date de caducité***

Conformément aux dispositions transitoires, tous les prospectus définitifs des fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres qui sont visés avant la date d'entrée en vigueur deviendront caducs après 12 mois. Le report de la date de caducité s'appliquerait à tous les prospectus définitifs des fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres qui sont visés à compter de la date d'entrée en vigueur. Il sera néanmoins possible de les déposer à tout moment avant leur date de caducité, ce qui sera considéré comme un renouvellement anticipé. Les droits de dépôt exigibles pour les modifications s'appliqueraient alors, s'il y a lieu, selon le barème prévu par les règlements locaux pertinents. Certains territoires membres des ACVM, comme l'Ontario, n'imposent aucun droit à cet égard.

Relativement au processus de dépôt de prospectus à compter de la date d'entrée en vigueur, pour les années où un prospectus de renouvellement n'est pas déposé, un aperçu du fonds ou un aperçu du FNB, selon le cas, devrait être déposé dans le sous-type de dossier SEDAR+ pertinent selon qu'il y a ou non un changement important dans l'information par rapport au dernier aperçu de la sorte déposé.

#### **a) Changement important dans l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB déposé sans prospectus**

Lorsqu'il n'y a pas dépôt d'un prospectus de renouvellement et qu'un aperçu du fonds ou un aperçu du FNB comportant un changement important est déposé, il y aurait lieu de déposer également une version soulignée laissant voir les modifications par rapport à la dernière version déposée, accompagnée d'une attestation de prospectus. Le dépôt de l'aperçu du fonds ou de l'aperçu du FNB serait privé et enclencherait un « processus d'examen du prospectus » à l'égard de tout changement important apporté à l'information fournie dans le dernier aperçu du fonds ou aperçu du FNB déposé, respectivement, lequel aboutirait à l'octroi d'un visa en lien avec le dépôt. Si le changement important concerne l'information contenue dans le prospectus correspondant, alors une modification de prospectus et une version soulignée de cette dernière seraient aussi déposées, de même que toute modification apportée aux formulaires de renseignements personnels, le cas échéant.

#### **b) Absence de changement important dans l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB déposé sans prospectus**

Lorsqu'il n'y a pas dépôt d'un prospectus de renouvellement et qu'est déposé un aperçu du fonds ou un aperçu du FNB ne comportant aucun changement important, si ce n'est qu'une mise à jour des données variables (soit la date du document, les 10 principaux placements, la répartition des placements, le niveau de risque, le rendement passé, le ratio des frais de gestion (RFG), le ratio

des frais d'opérations (RFO) et les frais du fonds), il y aurait également lieu de déposer une version soulignée laissant voir les modifications par rapport à la dernière version déposée, sans qu'aucune attestation de prospectus soit nécessaire. L'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB serait rendu public et ne ferait pas l'objet d'un processus d'examen du prospectus.

- ***Suppression de la règle de 90 jours***

À la date d'entrée en vigueur, la règle de 90 jours cessera de s'appliquer aux fonds d'investissement, y compris ceux dont le prospectus provisoire a été visé mais qui n'ont pas encore déposé de prospectus définitif.

### **Points d'intérêt local**

Une annexe au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Cette annexe contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

### **Contenu des annexes**

Le présent avis contient l'annexe suivante :

Annexe A : Résumé des commentaires sur les projets de modification et réponses des ACVM

### **Questions**

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

#### *Autorité des marchés financiers*

Marie-Aude Gosselin  
 Analyste experte en fonds d'investissement  
 Direction de l'encadrement des produits  
 d'investissement  
 Autorité des marchés financiers  
 Tél. : 514 395-0337, poste 4456  
 Courriel : marie-  
 aude.gosselin@lautorite.qc.ca

Gabriel Vachon  
 Analyste en fonds d'investissement  
 Direction de l'encadrement des produits  
 d'investissement  
 Autorité des marchés financiers  
 Tél. : 514 395-0337, poste 2689  
 Courriel : gabriel.vachon@lautorite.qc.ca

*British Columbia Securities Commission*

Noreen Bent  
 Chief, Corporate Finance Legal Services  
 British Columbia Securities Commission  
 Tél. : 604 899-6741  
 Courriel : nbent@bcsc.bc.ca

James Leong  
 Senior Legal Counsel,  
 Corporate Finance  
 British Columbia Securities Commission  
 Tél. : 604 899-6681  
 Courriel : jleong@bcsc.bc.ca

Michael Wong  
 Senior Securities Analyst, Corporate Finance  
 British Columbia Securities Commission  
 Tél. : 604 899-6852  
 Courriel : mpwong@bcsc.bc.ca

*Alberta Securities Commission*

Jan Bagh  
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
 Alberta Securities Commission  
 Tél. : 403 355-2804  
 Courriel : jan.bagh@asc.ca

Chad Conrad  
 Senior Legal Counsel, Investment Funds  
 Alberta Securities Commission  
 Tél. : 403 297-4295  
 Courriel : chad.conrad@asc.ca

*Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan*

Heather Kuchuran  
 Director, Corporate Finance  
 Securities Division  
 Financial and Consumer Affairs Authority of  
 Saskatchewan  
 Tél. : 306 787-1009  
 Courriel : heather.kuchuran@gov.sk.ca

*Commission des valeurs mobilières du Manitoba*

Patrick Weeks  
 Deputy Director, Corporate Finance  
 Commission des valeurs mobilières du  
 Manitoba  
 Tél. : 204 945-3326  
 Courriel : patrick.weeks@gov.mb.ca

*Commission des valeurs mobilières de l'Ontario*

Irene Lee  
 Senior Legal Counsel  
 Investment Management Division  
 Commission des valeurs mobilières de  
 l'Ontario  
 Tél. : 416 593-3668  
 Courriel : ilee@osc.gov.on.ca

Stephen Paglia,  
 Manager  
 Investment Management Division  
 Commission des valeurs mobilières de  
 l'Ontario  
 Tél. : 416 593-2393  
 Courriel : spaglia@osc.gov.on.ca

*Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)*

Ray Burke  
 Manager, Corporate Finance  
 Commission des services financiers et des  
 services aux consommateurs  
 (Nouveau-Brunswick)  
 Tél. : 506 643-7435  
 Courriel : ray.burke@fcbn.ca

*Nova Scotia Securities Commission*

Junjie (Jack) Jiang  
 Securities Analyst, Corporate Finance  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Tél. : 902 424-7059  
 Courriel : jack.jiang@novascotia.ca

Peter Lamey  
 Legal Analyst, Corporate Finance  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Tél. : 902 424-7630  
 Courriel : peter.lamey@novascotia.ca

Abel Lazarus  
 Director, Corporate Finance  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Tél. : 902 424-6859  
 Courriel : abel.lazarus@novascotia.ca

## ANNEXE A

**RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES REÇUS ET RÉPONSES CONCERNANT LES PROJETS DE MODIFICATION DU RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS ET DU RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF, LES PROJETS DE MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, AINSI QUE LE DOCUMENT DE CONSULTATION SUR UN MODÈLE DE DÉPÔT DU PROSPECTUS PRÉALABLE DE BASE DESTINÉ AUX FONDS D'INVESTISSEMENT PROCÉDANT AU PLACEMENT PERMANENT DE LEURS TITRES**

**MODERNISATION DU MODÈLE DE DÉPÔT DE PROSPECTUS APPLICABLE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT  
(27 JANVIER 2022)**

<b>Table des matières</b>	
<b>PARTIE</b>	<b>TITRE</b>
<b>Partie 1</b>	<b>Contexte</b>
<b>Partie 2</b>	<b>Commentaires généraux</b>
<b>Partie 3</b>	<b>Suppression de la règle de 90 jours</b>
<b>Partie 4</b>	<b>Report de la date de caducité</b>
<b>Partie 5</b>	<b>Document de consultation</b>
<b>Partie 6</b>	<b>Liste des intervenants</b>

**Partie 1 – Contexte**

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») proposent de moderniser le modèle de dépôt de prospectus applicable aux fonds d'investissement, en particulier ceux procédant au placement permanent de leurs titres. Ce projet permettra d'alléger le fardeau réglementaire superflu lié aux obligations de dépôt de prospectus actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières sans nuire à l'actualité ou à l'exactitude de l'information mise à la disposition des investisseurs afin qu'ils puissent prendre une décision d'investissement éclairée.

## Partie 1 – Contexte

Le 27 janvier 2022, les ACVM ont publié pour consultation les projets de modification du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* (le « Règlement 41-101 ») et du *Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (le « Règlement 81-101 »), et les projets de modifications corrélatives (collectivement, les « projets de modification »), ainsi que le Document de consultation sur un modèle de dépôt du prospectus préalable de base destiné aux fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres (le « document de consultation »).

Les ACVM envisagent la mise en œuvre progressive d'un nouveau modèle de dépôt de prospectus à l'intention des fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres.

Lors de l'étape 1, les projets de modification auront les effets suivants :

- reporter de 12 à 24 mois la date de caducité pour les fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres, ce qui leur permettra de déposer leurs projets de prospectus tous les deux ans, plutôt que chaque année (le « report de la date de caducité »);
- supprimer la règle de 90 jours à l'égard de tous les fonds d'investissement (la « règle de 90 jours »).

À l'étape 2, le document de consultation :

- permet d'échanger sur d'éventuelles adaptations du modèle de dépôt du prospectus préalable qui pourrait s'appliquer à tous les fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres (le « prospectus préalable de base »).

Nous avons reçu 14 mémoires sur les projets de modification et le document de consultation. La liste des intervenants se trouve à la partie 6. Nous remercions tous les intervenants de leur concours. Le présent document contient un résumé des commentaires que nous avons reçus au sujet des projets de modification et du document de consultation, ainsi que nos réponses. Par suite de notre examen de ces commentaires, nous avons apporté certains changements (les « changements ») au projet de modification.

Les commentaires que nous avons reçus relativement à d'autres projets réglementaires des ACVM ont été transmis aux groupes de travail des ACVM concernés.

<b>Partie 2 – Commentaires généraux</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaires</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
Commentaires généraux	Les intervenants se sont prononcés en faveur, pour l'essentiel, au projet des ACVM visant à moderniser le modèle de dépôt de prospectus applicable aux fonds d'investissement, car il réduirait le fardeau réglementaire inutile sans nuire de façon importante à la protection des investisseurs.	Nous remercions les intervenants pour leur soutien.

<b>Partie 3 – Suppression de la règle de 90 jours</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaires</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
Commentaires généraux	Deux cabinets d'avocats, deux associations sectorielles, deux intervenants du secteur et une bourse de valeurs se sont montrés favorables à la suppression de la règle de 90 jours à l'égard de tous les fonds d'investissement.	Forts de l'appui des intervenants, nous avons intégré dans les modifications la suppression de la règle de 90 jours.

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
Commentaires généraux	La quasi-totalité des intervenants approuve le projet de report de la date de caducité.  Un groupe de défense des investisseurs avance que le projet de report de la date de	Nous remercions les intervenants pour leur soutien.

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	caducité devrait aller plus loin pour ne maintenir l'obligation de renouvellement du prospectus qu'en cas de changement important, ce qui réduirait les coûts pour les gestionnaires de fonds et permettrait aux ACVM de réaffecter des ressources à des initiatives de protection des investisseurs.	Voir les commentaires sur le document de consultation et les réponses fournies.
Normes de service	Un cabinet d'avocats s'interroge quant aux normes de service des ACVM en ce qui concerne l'examen des modifications de prospectus ainsi que le dépôt privé et le dépôt public des aperçus du fonds et des aperçus du FNB. L'intervenant se demande également si ces documents seront visés.	<p>Nous n'envisageons pas d'apporter des changements aux normes de service actuelles en ce qui a trait à l'examen des modifications de prospectus, des aperçus du fonds et des aperçus du FNB. Les modifications de prospectus ainsi que les aperçus du fonds et les aperçus du FNB comportant des changements importants, mais qui n'ont pas été déposés avec un prospectus, seront déposés en conjonction avec une attestation de prospectus et seraient soumis au même processus d'examen du prospectus s'appliquant actuellement dans le cadre d'une modification de prospectus, et se concluraient par l'octroi d'un visa.</p> <p>Les aperçus du fonds et les aperçus du FNB ne comportant aucun changement important et qui ne sont pas déposés avec un prospectus, ne seront pas déposés conjointement avec une attestation de</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
		prospectus ni soumis à l'examen du prospectus, car les changements ne toucheraient que l'information variable. Dans ce cas, aucun visa de prospectus ne devra être accordé.
Processus de dépôt	<p>Une association sectorielle craint que le processus de dépôt soit long et risqué s'il fallait séparer manuellement les aperçus du fonds ou les aperçus du FNB entre les catégories « dépôt public » ou « dépôt privé » selon que des changements importants aient été apportés ou non.</p> <p>L'intervenant se demande également si le fait d'avoir deux catégories de dépôt ne fera pas qu'il sera plus ardu pour les investisseurs de trouver un aperçu du fonds ou un aperçu du FNB relatif à un fonds précis, étant donné qu'il ne sera pas clair pour eux que le fonds a fait l'objet d'un changement important, le cas échéant.</p> <p>L'intervenant invite également les ACVM à permettre aux fonds de continuer d'avoir recours au processus de renouvellement actuel.</p>	<p>S'agissant du dépôt d'un aperçu du fonds et d'un aperçu du FNB sans prospectus, veuillez consulter les foires aux questions de concernant SEDAR+.</p> <p>Les investisseurs ne devraient avoir aucune difficulté à trouver l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB de leurs fonds, les fonds d'investissement étant tenus de publier ces documents sur leur site Web désigné.</p> <p>Les changements instaureront un report de la date de caducité de un à deux ans. La nouvelle période demeure la période maximale, et le renouvellement anticipé sera toujours autorisé. Les déposants peuvent donc décider, s'ils le souhaitent,</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
		de continuer à déposer le renouvellement de leur prospectus annuellement.
Dépôt public	<p>Un cabinet d'avocats fait remarquer que les documents de renouvellement incluraient des aperçus du fonds et des aperçus du FNB faisant l'objet d'un dépôt public et d'un dépôt privé. Il cherche aussi à savoir si ces documents devraient porter la même date, étant donné que les documents déposés dans la catégorie « dépôt public » s'afficheront instantanément dans le registre public de SEDAR, et ceux déposés dans la catégorie « dépôt privé » ne s'y trouveront qu'à une date ultérieure. Il se pourrait donc que des souscriptions soient effectuées selon un aperçu du fonds ou un aperçu du FNB précédent, même s'il existe une version modifiée antérieure à la souscription, puisque cette version ne sera rendue publique dans SEDAR qu'après la souscription.</p> <p>Le cabinet d'avocats et une association sectorielle affirment que des complications pourraient survenir si, en réponse aux commentaires relatifs au dépôt privé de l'aperçu du fonds ou de l'aperçu du FNB, des changements doivent être apportés aux</p>	<p>Le processus d'examen des aperçus du fonds et des aperçus du FNB comportant des changements importants, mais qui n'ont pas été déposés avec un prospectus, concorde avec le processus d'examen actuel des modifications de prospectus et des versions modifiées de l'aperçu du fonds ou de l'aperçu du FNB. Ces documents seront déposés à une date donnée, mais ne pourront être mis à la disposition du public sur SEDAR qu'ultérieurement.</p> <p>L'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB comportant des changements importants, mais qui n'a pas été déposé avec un prospectus, traiterait des changements importants, et tout changement apporté à l'information fournie qui découle de</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>documents déposés dans la catégorie « dépôt public » qui ont déjà été rendus publics sur SEDAR.</p> <p>Le cabinet d'avocats propose de suivre l'approche utilisée actuellement pour la catégorie de prospectus « Provisoire et projet combinés », c'est-à-dire que si tous les aperçus du fonds et aperçus du FNB font l'objet d'un dépôt public, ils sont immédiatement rendus publics sur SEDAR. En revanche, si certains d'entre eux font l'objet d'un dépôt privé, alors aucun des documents n'est rendu public sur SEDAR tant que l'examen de l'autorité principale n'est pas terminé, auquel cas la date qui y figure sera modifiée pour correspondre à celle à laquelle ils seront rendus publics.</p>	<p>l'examen réglementaire devrait également n'avoir trait qu'à ces changements importants. Dans le cas où l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB déposé ne serait pas touché par ces mêmes changements importants, nous ne nous attendrions pas à ce que l'examen réglementaire des aperçus du fonds ou des aperçus du FNB comportant des changements importants se répercute sur l'information fournie.</p> <p>Les aperçus du fonds et les aperçus du FNB ne comportant aucun changement important et qui ne sont pas déposés avec un prospectus seront rendus publics sur SEDAR+. Ces documents, dont certains ou la totalité comportent des changements importants, mais qui ne sont pas déposés avec un prospectus, feront l'objet d'un dépôt privé et d'un examen réglementaire. Après cet examen, l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB seront visés et rendus publics.</p>
Documents relatifs à de nouveaux OPC ou à de nouvelles séries	Un cabinet d'avocats demande des précisions quant à la façon dont le gestionnaire de fonds peut procéder au	Conformément à la pratique courante du secteur, les gestionnaires de fonds peuvent lancer de nouveaux OPC ou de

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	placement de titres d'un nouvel OPC ou d'une nouvelle série d'OPC. Nombre d'entre eux font correspondre le lancement de nouveaux OPC ou de nouvelles séries d'OPC avec le renouvellement annuel du prospectus. Un prospectus pourrait-il être modifié pour y inclure le prospectus provisoire d'un nouvel OPC ou d'une nouvelle série?	nouvelles séries au moment du renouvellement biennal du prospectus ou par le dépôt d'une modification du prospectus, dans le cas d'une nouvelle série, ou d'un prospectus provisoire s'il s'agit d'un nouveau fonds.
Aperçu du fonds Année 2 et Aperçu du FNB Année 2	Un cabinet d'avocats craint que l'obligation de déposer l'Aperçu du fonds Année 2 ou l'Aperçu du FNB Année 2 entre le 12 <sup>e</sup> et le 13 <sup>e</sup> mois précédant le report proposé, à 24 mois, de la date de caducité du prospectus signifierait que ces documents ne pourraient pas être déposés dans les trois jours ouvrables suivant la date qu'ils portent, ce qui pourrait occasionner des difficultés d'ordre logistique. L'intervenant recommande l'allongement du délai de renouvellement en ajoutant « moins trois jours ouvrables » après « 12 mois » dans le projet de sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 4 de l'article 17.3 du Règlement 41-101 et du projet de sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 3 de l'article 2.5 du Règlement 81-101.	S'agissant du dépôt du prospectus simplifié provisoire, du prospectus simplifié, de la modification du prospectus simplifié et de la modification de l'aperçu du fonds, l'article 5.1.2 du Règlement 81-101 exige que la date des attestations se situe dans les trois jours ouvrables précédant le dépôt de ces documents. Par contre, il ne prévoit pas le report de trois jours ouvrables de leur date limite de dépôt.  Compte tenu que certaines données variables fournies dans l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB doivent porter une date située dans les 60 jours précédant celle de ces documents et qu'il pourrait être difficile d'actualiser ces données dans les délais impartis, les changements prévoient un allongement à deux mois du

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>Le même intervenant demande d'indiquer, dans les instructions générales, que SEDAR permet l'actualisation de l'aperçu du fonds et de l'aperçu du FNB hors du délai de dépôt de l'Année 2, le cas échéant.</p>	<p>délai de dépôt pour l'Aperçu du fonds Année 2 et l'Aperçu du FNB Année 2. Par conséquent, ces documents devront être déposés au plus tôt 13 mois après la date de caducité du prospectus précédent et au plus tard 11 mois avant celle-ci pour se prévaloir du report de la date de caducité.</p> <p>Comme c'est actuellement le cas, les déposants peuvent déposer un aperçu du fonds ou un aperçu du FNB par voie de modification. La date des données variables doit être située dans les 60 jours de la date de l'aperçu du fonds ou de l'aperçu du FNB, et les droits de dépôt exigibles pour les modifications s'appliqueront, s'il y a lieu. Ces dépôts n'ont aucune incidence sur la date de caducité du prospectus.</p>
Changements importants	<p>Un cabinet d'avocats et une association sectorielle font remarquer que le projet d'indications des ACVM relativement aux changements mineurs apportés à l'aperçu du fonds ou à l'aperçu du FNB qui sont abordés à l'article 5A.6 de l'Instruction générale relative au Règlement 41-101 (l'« Instruction générale 41-101 ») et à l'article 4.1.6 de l'Instruction générale</p>	<p>Nous demeurons d'avis que, de façon générale, tout changement du niveau de risque de placement d'un OPC indiqué dans le dernier aperçu du fonds ou aperçu du FNB déposé, selon le cas, constituerait un changement important selon le <i>Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement</i> (le</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>relative au Règlement 81-101 (l'« Instruction générale 81-101 ») était en contradiction avec les indications figurant au paragraphe 2 de l'article 2.7 de l'Instruction générale 81-101, lequel prévoit que tout changement du niveau de risque d'un fonds constitue un changement important en vertu de la législation en valeurs mobilières. Le cabinet d'avocats propose de supprimer les mots « et le niveau de risque » du paragraphe 2 de l'article 2.7 de l'Instruction générale 81-101 et du paragraphe 4 de l'article 5A.3 de l'Instruction générale 41-101.</p> <p>L'association sectorielle s'oppose à ce que les changements ne figurant pas dans le projet d'article 5A.6 de l'Instruction générale 41-101 et le projet d'article 4.1.6 de l'Instruction générale 81-101 rendent inadmissibles les documents au dépôt public, même si le changement n'est pas important et qu'il ne déclenche pas le processus de dépôt relatif aux changements importants.</p>	<p>« Règlement 81-106 »), comme l'indique le deuxième paragraphe des instructions de la rubrique 1 de l'Annexe F, Méthode de classification du risque de placement du <i>Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement</i>, ce qui cadre avec le paragraphe 2 de l'article 2.7 de l'Instruction générale 81-101 et le paragraphe 4 de l'article 5A.3 de l'Instruction générale 41-101.</p> <p>Par souci d'uniformité, la mention « le niveau de risque » à l'article 5A.6 de l'Instruction générale 41-101 et à l'article 4.1.6 de l'Instruction générale 81-101 sera supprimée. Cette mention a été intégrée aux projets de modification par erreur.</p> <p>Quant aux changements ne figurant pas dans les articles susmentionnés et ne constituant pas des changements importants, nous invitons les déposants à consulter le personnel des ACVM avant de déposer un Aperçu du fonds – Année 2 ou un Aperçu du FNB – Année 2, selon le cas.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	Un groupe de défense des investisseurs avance qu'un changement important aurait notamment trait à la catégorie de fonds du CIFSC, au gestionnaire de portefeuille, à la stratégie de placement, aux droits, au niveau de risque, à la fusion d'un OPC ou à sa conversion en FNB, ainsi qu'aux litiges ou aux menaces de litige.	La définition de « changement important » du Règlement 81-106 demeure inchangée, et aucune modification n'y est envisagée dans le cadre de cette démarche réglementaire.
Dépôt de prospectus entre les renouvellements	Une association sectorielle fait observer que les modifications du prospectus coïncident souvent avec son renouvellement annuel. L'intervenant craint que, avec le dépôt du prospectus tous les deux ans, des modifications réglementaires, des dispenses discrétionnaires et d'autres changements mineurs ne soient pas communiqués pour une plus longue période. Il cherche à savoir si, pour fournir de l'information relativement aux éléments susmentionnés, un prospectus pourrait être déposé sans un aperçu du fonds ou un aperçu du FNB ni droits de dépôt. S'ils étaient exigibles, ces droits seraient dispendieux pour les émetteurs. Dans le cas d'un dépôt public, le gestionnaire de fonds d'investissement devrait fournir une attestation certifiant que les changements ne touchent qu'à l'information variable, et il ne serait pas	Conformément au Règlement 81-106, les prospectus de fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres doivent être mis à jour pour refléter tout changement important.  À l'heure actuelle, les déposants peuvent choisir de déposer leur prospectus à tout moment avant la date de caducité, et ce dépôt serait considéré comme un renouvellement anticipé.  Dans le cadre des projets en cours, nous n'envisageons pas de faire des prospectus de fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres un dépôt public, ni aucune autre forme des attestations requises pour ces prospectus en vertu du Règlement 81-101.

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>tenu de fournir une version soulignée de l'aperçu du fonds ou de l'aperçu du FNB. Il ne devrait pas être obligatoire que l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB faisant l'objet d'un dépôt public soit accompagné d'un souligné, car celui-ci ne ferait pas l'objet d'un examen réglementaire.</p> <p>L'intervenant se demande également quelles sont les attentes des ACVM en ce qui concerne la fréquence et le coût d'une version modifiée du prospectus dans le cas où celle-ci doit être déposée en tant que tel ou en tant que modification de prospectus par suite des changements correspondants apportés à l'aperçu du fonds ou à l'aperçu du FNB, ce qui entraînerait des frais élevés.</p>	<p>L'aperçu du fonds et l'aperçu du FNB ne comportant aucun changement important, et qui ne sont pas déposés avec un prospectus, doivent être déposés en conjonction avec un souligné illustrant les modifications par rapport à la dernière version déposée. Le souligné servira de document de référence à l'autorité principale pour faire le suivi des changements apportés à l'information, au besoin.</p> <p>L'obligation de déposer une version modifiée du prospectus pour chaque modification de prospectus n'est pas incluse dans les changements.</p>
Dispositions transitoires	Un cabinet d'avocats se demande si tous les OPC procéderont au dépôt biennal de leurs documents la même année. Il avance que les OPC devraient avoir la possibilité d'attendre le prochain renouvellement pour mettre en œuvre le report de la date de caducité.	Les changements prennent effet à la date d'entrée en vigueur. À cette date, la date de caducité peut être reportée de façon que le prochain prospectus déposé après cette date devienne caduc dans 24 mois. Les déposants peuvent toutefois décider de continuer à déposer leur prospectus annuellement ou à tout moment avant la

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	Une association sectorielle recommande que soit accordée une période de transition aux émetteurs devant procéder au report de la date de caducité. Elle souhaiterait que les fonds puissent choisir de déposer leur prospectus tous les 12 mois, comme c'est le cas actuellement.	date de caducité, et ce dépôt serait considéré comme un renouvellement anticipé. Veuillez consulter la rubrique concernant les dispositions transitoires dans l'avis des ACVM.
Droits de dépôt	<p>Une association sectorielle appuie la modification proposée par l'Ontario qui a pour but de réduire les droits de dépôt des prospectus de FNB afin de les harmoniser avec ceux exigés pour les prospectus d'OPC.</p> <p>Un cabinet d'avocats relève que les droits de dépôt réglementaires diffèrent entre les membres des ACVM, et qu'il est grand temps que celles-ci procèdent à un examen des droits exigés aux OPC et aux FNB, tant les droits annuels que les droits de modification au prospectus. Bien que l'intervenant est d'avis que les OPC devraient payer des droits pour accéder aux marchés des capitaux dans les territoires où est déposé le prospectus, il estime que les droits exigés ne sont pas représentatifs de l'activité réglementaire requise pour en faire la surveillance et traiter les dépôts dans le territoire en question. Il prie les ACVM de</p>	<p>Nous remercions l'intervenant pour son soutien.</p> <p>Le champ d'application des modifications qu'il est envisagé d'apporter aux règlements locaux sur les droits dans le cadre de ce projet réglementaire se limite aux droits exigibles pour les prospectus de fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres, qui seront remplacés par les droits de dépôts de l'aperçu du fonds ou de l'aperçu du FNB pour veiller à ce que les changements n'aient aucune incidence défavorable sur les droits de dépôt.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	modifier les règlements sur les droits dans le cadre des projets de modification.	Étant donné que les modifications susmentionnées sont de compétence locale, celles qui sont prises dans le cadre de ce projet réglementaire devraient être achevées avant la date d'entrée en vigueur des changements.
Ressources des ACVM	Une association sectorielle se demande les économies réalisées au chapitre des ressources réglementaires à l'échelle des ACVM par suite du report de la date de caducité donneraient lieu à des réductions de coûts ou à une réaffectation du personnel des ACVM, p. ex. des examens ciblés additionnels pour atténuer la diminution potentielle des examens de prospectus annuels ou des évaluations des risques axées sur l'émetteur ainsi que des communications plus fréquentes et proactives avec les membres du secteur au sujet des enjeux relatifs à la communication de l'information.	Nous soumettrons les émetteurs à des examens ciblés qui sont fondés sur les risques, au besoin.  Nous continuerons de fournir en temps opportun de l'information sur les enjeux et l'actualité réglementaires touchant les fonds d'investissement ainsi que les émetteurs de produits structurés et à leurs conseillers, si nécessaire.
Plans de bourses d'études	Un intervenant du secteur invite les ACVM à étudier l'application des projets de modification et d'autres propositions visant à réduire le fardeau réglementaire à d'autres types de fonds d'investissement, y compris les plans de bourses d'études.	Nous examinons continuellement le caractère approprié de l'application de telles propositions à d'autres types de fonds d'investissement, y compris les plans de bourses d'études.

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
<p>Question n° 1 : Le report de la date de caducité entraînerait-il une réduction du fardeau réglementaire inutile associé aux obligations de dépôt de prospectus actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières? Veuillez détailler les économies de coûts et étayer vos arguments par des données.</p>	<p><u>Économies de coûts et réduction du fardeau réglementaire</u></p> <p>Les commentaires reçus au sujet des économies de coûts sont partagés. Deux associations sectorielles, un intervenant du secteur et un cabinet d'avocats sont tous d'avis que les gestionnaires de fonds consacrent d'importantes ressources à l'examen, à la préparation et au dépôt de prospectus et de documents connexes, y compris les honoraires des experts-conseils et des fournisseurs de services.</p> <p>Une association sectorielle estime que le report de la date de caducité entraînerait d'importantes économies de coûts pour le secteur, lesquelles pourraient même atteindre trois millions de dollars par groupe d'émetteurs qui sont des fonds d'investissement associés à de grandes banques, et avoisinent ce montant lorsqu'elles sont extrapolées à l'échelle du secteur.</p> <p>Cependant, un autre intervenant du secteur affirme que la réduction du fardeau réglementaire découlant du report de la date</p>	<p>Nous sommes d'accord avec les intervenants qui font valoir que d'importantes ressources sont consacrées à l'examen, à la préparation et au dépôt de prospectus et de documents connexes lors du renouvellement du prospectus. Nous sommes conscients que la possibilité d'effectuer des modifications sous la forme d'un intercalaire ou au moyen d'une version modifiée du prospectus pourrait réduire encore davantage le fardeau réglementaire sans nuire à l'actualité ni à l'exactitude de l'information mise à la disposition des investisseurs afin qu'ils puissent prendre une décision d'investissement éclairée.</p> <p>Nous remercions l'intervenant d'avoir estimé les économies qu'entraînerait le report de la date de caducité.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>de caducité n'est pas nécessairement quantifiable en termes pécuniaires.</p> <p>Une association sectorielle relève que la mise à jour du prospectus tous les deux ans ne signifie pas nécessairement une réduction du travail de moitié, étant donné les nouveautés réglementaires et autres faits nouveaux dans l'intervalle.</p> <p>Une association sectorielle soulève que le projet donne au gestionnaire de fonds la capacité de réaffecter des ressources aux enjeux comportant une plus grande plus-value pour leur entreprise et ses investisseurs, ce qui constitue un autre avantage du projet.</p> <p><u>Économies de coûts et réduction du fardeau réglementaire résultant des modifications sous forme d'un intercalaire seulement</u></p> <p>Deux intervenants du secteur indiquent que si le projet autorise les modifications sous forme d'un intercalaire, des économies de coûts pourraient être réalisées en raison de la réduction des frais juridiques, d'audit, de traduction et de gouvernance ainsi que des coûts associés au renouvellement de prospectus.</p>	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. Nous avons demandé des commentaires précis sur la ventilation des coûts liés au processus de renouvellement du prospectus, mais nous n'en avons reçu aucun. Quoiqu'il en soit, nous demeurons d'avis que ce projet pourrait réduire les coûts liés au</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>Une association sectorielle et un intervenant du secteur font observer que l'obligation de déposer une version modifiée du prospectus n'entraînerait ni économie de coûts ni réduction du fardeau réglementaire, et qu'elle pourrait même l'alourdir. De même, les émetteurs qui continuent à lancer de nouveaux fonds annuellement pourraient ne tirer aucun avantage du report de la date de caducité.</p> <p>Une association sectorielle soutient que l'obligation de déposer une version modifiée du prospectus viendra grandement accroître le temps et les frais nécessaires pour effectuer ces changements, car le document devra être examiné dans son intégralité, et les autres changements devront y être intégrés (et pas uniquement l'information touchée par les changements). Les coûts s'en trouveraient largement augmentés, notamment au chapitre de la main-d'œuvre ainsi que de l'examen et de la traduction juridiques, de l'intervention potentielle d'un auditeur et de la conformité à la <i>Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario</i>. Si les émetteurs étaient autorisés à déposer des modifications sous forme d'un intercalaire plutôt qu'une</p>	<p>processus de renouvellement du prospectus. Comme le soulignent la plupart des intervenants, il est plus probable qu'improbable que ce soit le cas lorsqu'il n'est pas obligatoire de déposer une version modifiée du prospectus pour chaque modification au prospectus. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, nous autorisons toujours l'utilisation d'intercalaires, ce qui accroîtra la probabilité d'économies de coûts. Nous demeurons convaincus que les avantages du report de la date de caducité l'emporteront sur les coûts.</p> <p>Nous remarquons que, pour les consultations futures, il nous serait grandement utile de recueillir des commentaires plus précis sur nos estimations des coûts. Plus particulièrement, nous accueillerions favorablement la communication des données par les personnes inscrites et les autres professionnels qui travaillent dans le domaine de la gestion d'actifs, comme le laisse entendre un intervenant.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>version modifiée du prospectus, il y a une possibilité d'économie à long terme.</p> <p>Une association sectorielle affirme que l'étendue des économies de coûts est tributaire d'un certain nombre de facteurs et que, par conséquent, elle serait à quantifier.</p> <p>Une association sectorielle désapprouve les mesures indiquées à l'Annexe H pour établir les économies de coûts estimées pour le secteur, et affirme que les données servant à l'analyse des coûts devraient provenir des personnes inscrites et des professionnels compétents qui travaillent dans la gestion de placements.</p>	
<p>Question n° 2 : Les économies de coûts découlant du report de la date de caducité seraient-elles transférées aux investisseurs de sorte que ceux-ci verraient leurs frais du fonds réduits? Veuillez fournir une estimation de l'avantage potentiel pour les investisseurs.</p>	<p>Trois associations sectorielles, un cabinet d'avocats et un intervenant du secteur indiquent que les économies potentielles découlant du report de la date de caducité pour les investisseurs seront fonction des frais de renouvellement du prospectus à payer par le fonds ou le gestionnaire du fonds sous la forme de frais d'administration fixes. En ce qui concerne les fonds soumis à de tels frais, seuls les gestionnaires des fonds ne bénéficieraient vraisemblablement des économies, à moins que celles-ci ne soient transférées aux fonds par le biais</p>	<p>Nous sommes ravis que certains investisseurs réalisent des économies par suite du report de la date de caducité dans les cas où le fonds s'acquitte des frais de renouvellement du prospectus. Nous sommes conscients que si ces frais sont inclus dans les frais d'administration fixes, les économies pourraient ne pas être transférées aux investisseurs.</p> <p>Étant donné que, tel qu'il est mentionné plus haut, les changements ne comprennent pas l'obligation de déposer</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>d'une réduction des frais d'administration. Les fonds qui paient des frais de renouvellement de prospectus seront ceux qui réaliseront des économies.</p> <p>Une autre association sectorielle affirme qu'il est trop tôt pour s'exprimer sur la possibilité que les économies puissent être transférées aux investisseurs.</p> <p>Un groupe de défense des investisseurs doute que les économies découlant du report de la date de caducité soient transférées aux investisseurs.</p> <p>Un intervenant du secteur et quatre associations sectorielles ont fait valoir que des économies ne seront réalisées que si les fonds sont autorisés à continuer d'avoir recours aux intercalaires.</p>	<p>une version modifiée du prospectus pour chaque modification de prospectus, nous nous attendons à une hausse de la probabilité que des économies soient réalisées. Nous n'avons reçu aucune autre précision sur le montant de ces économies ou sur la mesure dans laquelle les investisseurs pourraient en bénéficier directement. Nous aimerions recevoir des commentaires à sujet quand les modifications seront entrées en vigueur et le secteur aura pu en vivre les effets.</p>
<p>Question n° 3 : Le report de la date de caducité nuirait-il à l'actualité ou à l'exactitude de l'information dont disposent les investisseurs pour prendre une décision d'investissement éclairée? Veuillez mentionner toute incidence défavorable qu'il pourrait avoir sur</p>	<p><u>Aucune incidence défavorable</u></p> <p>Deux intervenants du secteur, trois associations sectorielles et un cabinet d'avocats sont d'avis que le report de la date de caducité ne nuira pas à l'actualité ou à l'exactitude de l'information dont disposent les investisseurs pour prendre une décision d'investissement éclairée, car ces derniers se</p>	<p>Nous sommes d'accord avec les intervenants qui affirment que le report de la date de caducité ne nuira pas à l'actualité ou à l'exactitude de l'information dont disposent les investisseurs pour prendre une décision d'investissement éclairée.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
l'information dont ils ont besoin à cette fin.	<p>voient remettre un aperçu du fonds ou un aperçu du FNB qui n'est pas touché par ce report. Les changements importants seront visés par les modifications, et les investisseurs auront également accès aux documents d'information continue.</p> <p>Le cabinet d'avocats relève aussi que l'information figurant dans le prospectus simplifié ou la notice annuelle qui n'est pas résumée dans l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB est de nature générale et tend à demeurer inchangée tout au long de la durée de vie du prospectus simplifié.</p> <p>Une association sectorielle affirme que les changements importants apportés entre les renouvellements seront pris en compte du fait des obligations relatives à la déclaration de changement important.</p> <p><u>Retard dans la mise à jour de l'information</u></p> <p>Deux associations sectorielles estiment que les modifications de prospectus requises en cas de changement important découlant du</p>	<p>Nous convenons que l'obligation relative à la déclaration de changement important permet d'assurer que l'information continue du fonds et celle figurant au prospectus sont tenues à jour afin que les souscripteurs éventuels disposent d'une information à jour pour éclairer leurs décisions d'investissement.</p> <p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. S'agissant de l'obligation de déposer une version modifiée du prospectus pour chaque modification de</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>report de la date de caducité donneront lieu à des droits de dépôt supplémentaires, lesquels pourraient avoir pour conséquence inattendue de décourager les émetteurs d'effectuer les mises à jour en temps opportun. Par exemple, dans le cas d'un prospectus relatif à plusieurs fonds pour lequel un seul d'entre eux fait l'objet d'un changement important et les autres de changements mineurs, il faudrait déboursier des droits de modification pour tous les fonds. En revanche, une modification sous forme d'intercalaire ne concernerait que le fonds touché par le changement important, et les droits de modification exigibles ne concerneraient que ce fonds.</p> <p>Une association sectorielle fait remarquer que si les modifications de prospectus doivent être apportées par le dépôt d'une version modifiée du prospectus, les gestionnaires de fonds pourraient être encouragés à réduire la portée de ce qui est « important » dans un prospectus afin de retarder la mise à jour de l'information qui y est fournie. L'autre association sectorielle avance que le report de la date de caducité viendrait amoindrir l'actualité du prospectus par rapport au modèle actuel. Par contre, la</p>	<p>prospectus, laquelle ne se trouve pas dans les changements. Nous faisons remarquer, cependant, que ce projet laisse inchangés les droits de dépôt liés aux changements. Chaque territoire établit les droits de dépôt pouvant être exigibles pour la modification d'un prospectus. Les déposants doivent garder à l'esprit que le prospectus doit contenir de l'information complète, véridique et claire sur tout fait important relatif aux titres faisant l'objet d'un placement, et que les droits de dépôt ne constituent pas un facteur devant être pris en compte pour déterminer si le changement important ayant eu lieu nécessite une modification de prospectus.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>possibilité d'apporter des changements mineurs avant le délai de deux ans éliminerait l'enjeu d'actualité, mais il serait dispendieux de procéder ainsi si des droits de dépôt s'appliquaient.</p> <p>Un intervenant du secteur estime que les émetteurs devraient être autorisés à apporter des changements mineurs à leur prospectus sans devoir payer des droits de dépôt réglementaires au moins tous les ans afin de rehausser l'information fournie par suite des indications réglementaires nouvelles ou mises à jour.</p> <p>Un groupe de défense des investisseurs s'inquiète du manque d'uniformité au chapitre de l'information fournie dans le prospectus et dans l'aperçu du fonds, et recommande que, dans ces circonstances, l'information figurant à l'aperçu du fonds prime.</p> <p>Une association sectorielle fait observer que certains changements progressifs, pris individuellement, ne sont pas importants, mais qui, globalement, pourraient le devenir. Par conséquent, certains éléments pourraient</p>	<p>Les droits de modification sont établis par voie de textes d'application locale. Certains membres des ACVM, comme l'Ontario, n'exigent pas de tels droits.</p> <p>L'aperçu du fonds est intégré par renvoi dans le prospectus du fonds en question. Il ne devrait y avoir aucun manque d'uniformité important au chapitre de l'information entre ces documents.</p> <p>Le prospectus doit révéler de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement. Les déposants peuvent décider de déposer une modification de prospectus ou de procéder au renouvellement anticipé de celui-ci pour</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	devenir caducs, et peut-être même trompeurs, au fil du temps.	refléter les changements devant être apportés à l'information y figurant.
<p>Question n° 4 : Le nombre de modifications de prospectus augmenterait sur une période de deux ans, comparativement à un an. L'obligation de déposer chaque modification de prospectus sous la forme d'une version modifiée du prospectus et non d'un « intercalaire » permettrait-elle aux investisseurs de retracer les changements apportés à l'information propre à un fonds depuis le dernier prospectus déposé? Dans les mémoires initialement reçus sur les modifications liées au projet SRIFI, certains intervenants ont indiqué que pareille obligation serait difficile à instaurer et accroîtrait le fardeau réglementaire des fonds d'investissement. Veuillez expliquer et lister les répercussions sur le plan des coûts, en étayant vos arguments par des données.</p>	<p>Tous les intervenants du secteur et cabinets d'avocats ainsi que toutes les associations sectorielles s'opposent au projet d'obligation selon laquelle chaque modification de prospectus devrait être déposée sous la forme d'une version modifiée de celui-ci. Les intervenants demandent aux ACVM de continuer de donner le choix aux émetteurs de déposer les modifications sous la forme d'un intercalaire ou d'une version modifiée du prospectus. Comme il est mentionné ci-dessous, les intervenants signalent qu'une telle obligation alourdirait le fardeau réglementaire sans pour autant rendre plus aisée pour les investisseurs la tâche de retracer les modifications apportées à l'information figurant au prospectus.</p> <p>Une association sectorielle est d'avis que le nombre de modifications de prospectus pourrait augmenter sur la période de deux ans. Cet avis n'est pas partagé par une autre association sectorielle, qui estime que tout repose sur la situation du fonds. Cette</p>	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires reçus, nous soulignons que l'obligation de déposer une version modifiée du prospectus pour chaque changement qui y est apporté n'est pas incluse dans les changements. Nous avons fourni dans l'Instruction générale 81-101 et l'Instruction générale 41-101 des indications supplémentaires en ce qui concerne l'information devant être fournie dans une modification de prospectus.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>dernière relève également que le cadre actuel ne prévoit aucune restriction quant au nombre de modifications de prospectus pouvant être déposées avant qu'une version modifiée du prospectus ne soit requise. Elle affirme qu'il n'est pas nécessaire de déposer une version modifiée du prospectus pour chaque modification qui y est apportée.</p> <p><u>Les versions modifiées du prospectus alourdissent le fardeau réglementaire</u></p> <p>Les cinq intervenants du secteur, trois associations sectorielles et deux cabinets d'avocats ont fait savoir que l'obligation de déposer toutes les modifications de prospectus par voie d'une version modifiée du prospectus alourdira considérablement le fardeau réglementaire du fonds en ce qui concerne les ressources internes du gestionnaire de fonds, les honoraires d'avocats externes, les coûts de traduction et les coûts de conformité aux dispositions de la <i>Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario</i>. Une association sectorielle relève que la situation serait encore pire dans les cas où le gestionnaire de fonds d'investissement effectuerait des modifications de prospectus au moment où</p>	<p>Veillez vous reporter à la réponse précédente.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>entrent en vigueur des modifications d'ordre réglementaire.</p> <p>Deux associations sectorielles et un intervenant du secteur affirment que la préparation d'une version modifiée du prospectus et son renouvellement nécessitent le même temps et les mêmes ressources.</p> <p>Un cabinet d'avocats et une association sectorielle expliquent le processus de préparation d'un prospectus, de modification sous forme d'un intercalaire et de dépôt d'une version modifiée du prospectus :</p> <p>a) Prospectus – Examen exhaustif entrepris par le gestionnaire de projets et les services juridiques, qui sondent chaque division du gestionnaire de fonds pour vérifier les changements apportés à l'information provenant de chacune de ces divisions, ainsi que celles de tiers.</p> <p>b) Modifications sous forme d'un intercalaire – Processus par lequel le temps et les ressources du gestionnaire du fonds d'investissement sont utilisés</p>	<p>Nous remercions les intervenants d'expliquer les processus de préparation d'un prospectus, d'une modification sous forme d'un intercalaire et d'une version modifiée du prospectus.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>d'une façon plus ciblée, car seules les divisions responsables du changement sont mobilisées.</p> <p>c) Version modifiée du prospectus – Processus utilisé pour les changements importants ayant une incidence considérable sur les parties A et B qui rendent l'intercalaire difficile à comprendre. Le même processus est utilisé pour le renouvellement du prospectus. Il remplace le prospectus et est assorti de la même responsabilité.</p> <p>Un intervenant du secteur qui a deux prospectus, de 700 pages et 350 pages respectivement, indique qu'il procède à la modification de ces documents à l'aide d'intercalaires, sauf dans les cas où le dépôt d'une version modifiée du prospectus est justifié. La préparation d'un intercalaire nécessite environ 50 heures, contre approximativement 177 heures pour une version modifiée du prospectus.</p> <p>Une association sectorielle affirme que certains gestionnaires de fonds d'investissement effectuent de deux à cinq modifications par année, et que la</p>	<p>Nous remercions l'intervenant d'avoir indiqué le temps nécessaire à la préparation d'une modification sous forme d'un intercalaire et d'une version modifiée du prospectus.</p> <p>Nous remercions l'intervenant d'avoir fourni ces estimations.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>plupart des émetteurs en font au moins une par année.</p> <p>Un cabinet d'avocats et une association sectorielle font remarquer que les coûts et le fardeau associés à une version modifiée du prospectus rendent inutile le report de la date de caducité. Le cabinet d'avocats ajoute que le report n'est pas nécessaire si le prospectus est modifié dans une période de deux ans, et que celle-ci devrait commencer à partir de la date de la version modifiée du prospectus, comme c'est le cas pour les documents de consultation.</p> <p>Une association sectorielle attire l'attention sur le fait que tous les émetteurs ont l'obligation de révéler de l'information complète, véridique et claire. Les gestionnaires de fonds d'investissement devraient avoir la discrétion de déposer une version modifiée du prospectus lorsque des changements importants y sont apportés. Cependant, il ne serait pas raisonnable d'exiger le dépôt d'un tel document pour des changements mineurs.</p> <p><u>Incidence sur les coûts des modifications sous forme d'un intercalaire</u></p>	<p>Nous remercions l'intervenant de cette suggestion. Par contre, les modifications ne prévoient pas la réinitialisation du délai de caducité lorsqu'une version modifiée du prospectus est déposée.</p> <p>Nous remercions l'intervenant de ses commentaires.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>Une association sectorielle et deux intervenants du secteur ont indiqué que les coûts de la production d'une version modifiée du prospectus sont supérieurs à ceux associés aux modifications sous forme d'un intercalaire, le prospectus étant long et pouvant compter plus de 200 pages. Les coûts additionnels pourraient être assumés par les investisseurs dans les cas où les gestionnaires de fonds d'investissement disposent d'un régime de frais d'administration, lesquels excluent habituellement les coûts découlant de modifications futures à la législation.</p> <p>Un cabinet d'avocat estime que le conseiller juridique externe exige davantage pour l'examen d'une version modifiée du prospectus que pour celui d'une modification sous forme d'intercalaire. Une association sectorielle indique que les coûts additionnels liés à la préparation d'une version modifiée du prospectus comprennent les frais de conformité à la <i>Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario</i> ainsi que de traduction, de conception, de mise en page et d'impression.</p>	<p>Nous prenons acte des commentaires des intervenants selon lesquels les coûts associés à une version modifiée du prospectus peuvent être supérieurs à ceux d'une modification sous forme d'un intercalaire.</p> <p>Veillez vous reporter à la réponse précédente.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>Une association sectorielle et un intervenant du secteur avancent que si des droits de dépôt doivent être versés chaque fois qu'un fonds dépose une version modifiée du prospectus, le fardeau sur le plan des coûts serait plus lourd que celui du régime actuel.</p> <p><u>Capacité des investisseurs à retracer les changements apportés à l'information au moyen d'un intercalaire</u></p> <p>Les cinq intervenants du secteur ainsi que deux cabinets d'avocats et trois associations sectorielles signalent qu'il est plus facile pour les investisseurs de retracer les modifications sous forme d'un intercalaire, car la version modifiée du prospectus ne met pas en relief les fonds ou l'information modifiés.</p> <p>Deux cabinets d'avocats, deux intervenants du secteur et deux associations sectorielles font observer que les investisseurs, pour se renseigner sur les placements, ne passent en revue que l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB et ne se tournent pas habituellement vers les prospectus. Une association sectorielle et un intervenant du secteur soulignent également que, étant donné que 80 % des investisseurs font appel à un</p>	<p>Les droits de dépôt associés à une modification sont établis selon les règlements locaux et ne devraient pas faire l'objet de modifications en vertu du présent projet.</p> <p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. Nous avons fourni dans l'Instruction générale 81-101 et l'Instruction générale 41-101 des indications supplémentaires en ce qui concerne l'information devant être fournie dans une modification de prospectus.</p> <p>Veillez vous reporter à la réponse précédente.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>conseiller, l'obligation de dépôt d'une version modifiée du prospectus en lieu et place de modifications sous la forme d'un intercalaire ne comporte aucun avantage d'ordre pratique.</p> <p>Un intervenant du secteur ne savait pas que des investisseurs s'étaient plaints de ne pas être en mesure de retracer des modifications sous forme d'un intercalaire. Une association sectorielle relève qu'il est très rare que les investisseurs demandent une copie papier du prospectus.</p> <p>Deux cabinets d'avocats, deux intervenants du secteur et une association sectorielle font remarquer que la version modifiée du prospectus est accompagnée d'un souligné illustrant les modifications qui feront l'objet d'un examen par les autorités, mais que les investisseurs n'y ont pas accès.</p> <p>Une association sectorielle et un cabinet d'avocats avancent que l'information relative aux changements importants est communiquée aux investisseurs à l'aide d'une déclaration de changement important, d'un communiqué de presse, d'une modification du prospectus et de l'aperçu du fonds ou de l'aperçu du FNB, mais qu'il</p>	<p>Nous remercions l'intervenant de ses commentaires.</p> <p>Nous sommes conscients que le souligné accompagnant une version modifiée du prospectus fait l'objet d'un examen par les ACVM et n'est pas mis à la disposition des investisseurs, ce qui constitue une pratique courante.</p> <p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>arrive souvent que les investisseurs ne soient pas au fait de l'existence de ces documents. Un intervenant du secteur souligne que les modifications sous forme d'un intercalaire indiquent clairement les changements apportés au prospectus.</p> <p><u>Précisions concernant le calendrier de la déclaration de changement important</u></p> <p>Trois intervenants du secteur et deux associations sectorielles affirment que la capacité de déposer des modifications importantes sous forme d'un intercalaire permet de respecter les délais prévus au Règlement 81-106, ce qui n'est pas le cas des versions modifiées du prospectus, plus particulièrement en ce qui concerne le temps et les sommes nécessaires pour rendre un document volumineux conforme aux dispositions de la <i>Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario</i>. Un intervenant se demande si les ACVM réviseront les obligations relatives à la déclaration de changement important afin d'allonger le délai de dépôt d'une version modifiée du prospectus qui est actuellement de 10 jours.</p>	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p><u>Précisions concernant la mise à jour requise de l'information relative à la version modifiée du prospectus</u></p> <p>Un cabinet d'avocats, deux associations sectorielles et un intervenant du secteur ne savent pas exactement si, à l'occasion du dépôt d'une version modifiée du prospectus, toute l'information figurant au prospectus doit être mise à jour.</p> <p>Quelques intervenants font également remarquer que l'attestation indique que le prospectus doit révéler de façon complète, véridique et claire tous les faits importants à la date de celle-ci.</p> <p>Un intervenant du secteur craint que les ACVM, après la publication de ses indications, s'attendent à ce que les fonds mettent à jour l'information à fournir dans le prospectus par voie de modification de prospectus.</p> <p>Une association sectorielle affirme ne pas trop savoir si l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB doit être mis à jour lorsqu'est déposée une version modifiée du prospectus.</p>	<p>Que le prospectus soit modifié au moyen d'un intercalaire ou d'une version modifiée du prospectus, il doit révéler de façon complète véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement.</p> <p>En cas de changement important ayant une incidence sur l'information figurant dans l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB, celui-ci doit être modifié conformément au paragraphe <i>d</i> de l'article 11.2 du Règlement 81-106. Ce</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p><u>Manque de cohérence par rapport au document de consultation</u></p> <p>Un cabinet d'avocats relève que le document de consultation autorise les modifications par le dépôt de documents intégrés par renvoi au prospectus plutôt que par celui d'une nouvelle version du prospectus, ce qui est contradictoire avec le projet actuel de report de la date de caducité.</p> <p><u>Indications sur l'utilisation d'intercalaires</u></p> <p>Un intervenant du secteur affirme que si les ACVM continuent de permettre les modifications de prospectus sous la forme d'intercalaires, ces derniers doivent être explicites. Ils devraient viser des paragraphes entiers, pas seulement une partie de phrase dans un paragraphe, et mettre en surbrillance les mots qui sont modifiés. Les intercalaires devraient également inclure une phrase ou un paragraphe expliquant les changements.</p>	<p>paragraphe prévoit une obligation en vigueur qui demeure inchangée malgré le report de la date de caducité.</p> <p>Nous remercions l'intervenant de ses commentaires. Les modifications ne prévoient pas la réinitialisation du délai de caducité lorsqu'une version modifiée du prospectus est déposée.</p> <p>Nous avons fourni dans l'Instruction générale 81-101 et l'Instruction générale 41-101 des indications supplémentaires en ce qui concerne l'information devant être fournie dans une modification de prospectus.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>Une association sectorielle avance qu'une solution de rechange pourrait consister à dresser la liste des types de modifications qui pourraient être apportées sous la forme d'un intercalaire. Une autre association sectorielle recommande d'apporter les changements appropriés aux intercalaires.</p> <p>Une association sectorielle suggère que la partie A soit renouvelée tous les deux ans, que, dans l'intervalle, des modifications puissent être faites sous la forme d'un intercalaire et que la partie B ne soit modifiée qu'en cas de changement, tel qu'il est proposé dans le projet sur le prospectus préalable de base.</p> <p>Un intervenant du secteur recommande que l'obligation de déposer une version modifiée du prospectus soit modifiée pour que cette dernière ne soit requise que si une partie de l'information du fonds est modifiée.</p> <p><u>Mise à jour de SEDAR+</u></p> <p>Un intervenant du secteur, une association sectorielle et un cabinet d'avocats font observer qu'il n'est pas aisé de faire le suivi des modifications de prospectus dans SEDAR, et que la fonction de recherche du</p>	<p>Veillez vous reporter à la réponse précédente.</p> <p>Veillez vous reporter à la réponse précédente.</p> <p>Veillez vous reporter à la réponse précédente.</p> <p>Les améliorations à SEDAR+ ont déjà été apportées, et le système comporte une fonction permettant aux utilisateurs de rechercher tous les dépôts liés directement au fonds pertinent.</p>

<b>Partie 4 – Report de la date de caducité</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>système fait ressortir tous les documents d'une famille de fonds pour un fonds en particulier. Ils recommandent d'apporter des modifications à cet égard dans SEDAR+.</p>	

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
<p>Commentaires généraux</p>	<p><u>Appui général</u></p> <p>La quasi-totalité des intervenants exprime un appui général au projet de modèle de prospectus préalable de base, ce qui n'était pas le cas d'une association sectorielle.</p> <p><u>Détail du projet</u></p> <p>Une association sectorielle ainsi que deux intervenants du secteur affirment que plus de renseignements sur le projet de modèle de prospectus préalable de base sont nécessaires afin qu'ils puissent formuler des commentaires judicieux.</p> <p><u>Échéancier</u></p>	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.</p> <p>Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.</p>

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>Une association sectorielle, un cabinet d'avocats et un intervenant du secteur expriment des réserves quant à l'échéancier du projet, compte tenu des modifications réglementaires récentes qu'ont amenées les réformes axées sur le client et le projet SRIFI au Règlement 81-101. Le cabinet d'avocats avance que la mise en œuvre du modèle de prospectus préalable de base imposerait un fardeau réglementaire au secteur dès le début du processus. L'intervenant du secteur avance que l'étape 1 devrait être mise en œuvre en premier lieu.</p> <p><u>Groupe de travail</u></p> <p>Un cabinet d'avocats recommande la mise sur pied d'un groupe de travail composé de représentants des autorités et du secteur pour effectuer une analyse axée sur les principes de base afin de déterminer l'information à fournir dans un prospectus de base, plutôt que de se contenter de modifier le prospectus dans sa forme actuelle.</p> <p><u>Application recommandée des principes relatifs au prospectus préalable de base aux OPC</u></p>	

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>Un cabinet d'avocats fait observer que le prospectus des OPC se situe entre le prospectus ordinaire (puisqu'il contient de l'information non financière) et le prospectus simplifié (la majorité de l'information financière, soit celle figurant dans les états financiers et le rapport de la direction sur le rendement du fonds, y est intégrée par renvoi). Cependant, contrairement aux prospectus pour les émetteurs qui ne sont pas des fonds d'investissement, le prospectus est transmis aux investisseurs uniquement sur demande.</p> <p>S'agissant de l'application des principes relatifs au prospectus préalable de base aux OPC, l'intervenant formule les suggestions suivantes :</p> <p>a) Prospectus simplifié de base – Contient l'information relative au placement par voie de prospectus simplifié, accompagnée d'une attestation. L'information sur chaque fonds et la notice annuelle se trouveraient dans les documents d'information continue. Ces modifications viendraient annuler les modifications apportées au prospectus simplifié et à la notice annuelle dans le cadre du projet SRIFI.</p>	

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>b) Supplément de prospectus – Renferme la partie B du prospectus simplifié qui ne serait pas assujéti à un examen réglementaire, sauf s’il est nouveau, ou ne serait pas visé. Un supplément de prospectus peut être déposé pour un fonds afin de placer une nouvelle catégorie ou série de titres.</p> <p>c) Processus d’examen – Les documents d’information continue feraient l’objet d’un examen hors du processus d’examen du prospectus préalable de base.</p> <p>d) Changements importants – Aucune modification à l’obligation de déclaration des changements importants. Le seuil « d’importance relative » pour un nouveau dépôt de l’aperçu du fonds et de l’aperçu du FNB, tant public que privé, devrait être l’élément déclencheur d’une modification de prospectus.</p>	
Question n° 1 : Veuillez indiquer les éléments d’information à présenter dans un prospectus simplifié ou un prospectus du FNB qui sont peu	Un cabinet d’avocats et une association sectorielle affirment qu’il est invraisemblable que la partie A du	Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l’échéancier de

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
<p>susceptibles de changer d'une année à l'autre.</p>	<p>prospectus simplifié change d'une année à l'autre.</p> <p>Une association sectorielle a cerné l'information ci-dessous qui, dans le prospectus d'un FNB, n'est pas susceptible de changer d'une année à l'autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vue d'ensemble de la structure juridique du fonds d'investissement</li> <li>- Souscription et achat de titres</li> <li>- Rachat de titres</li> <li>- Modalités d'organisation et de gestion du fonds d'investissement (exclusion faite des noms et renseignements biographiques des administrateurs et des membres de la haute direction)</li> <li>- Calcul de la valeur liquidative</li> <li>- Description des titres faisant l'objet du placement</li> <li>- Questions touchant les porteurs</li> <li>- Dissolution du fonds d'investissement</li> <li>- Mode de placement</li> <li>- Information sur le vote par procuration</li> <li>- Droits de résolution et sanctions civiles</li> <li>- Documents intégrés par renvoi</li> </ul> <p>L'association sectorielle est également d'avis que l'adoption du prospectus</p>	<p>l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.</p> <p>Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.</p>

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	préalable de base permet aux ACVM de réévaluer, d'actualiser et de simplifier l'information à fournir dans l'aperçu du FNB et dans le prospectus du FNB.	
Question n° 1 a) : Nous estimons que ces éléments devraient faire l'objet d'un examen réglementaire avant que le prospectus soit visé. Êtes-vous d'accord? Motivez votre réponse.	Une association sectorielle voit d'un bon œil l'examen réglementaire des éléments d'information présentés et le fait que l'obtention du visa y soit subordonnée.	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.</p> <p>Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.</p>
Question n° 1 b) : Selon nous, il serait opportun d'exiger, en cas de modification de ces éléments, qu'une version modifiée du prospectus préalable de base soit déposée et soumise à un examen réglementaire avant d'être visée. Êtes-vous d'accord? Motivez votre réponse.	(Aucun commentaire reçu	S. O.
Question n° 1 c) : Serait-il approprié que la partie A du prospectus simplifié en vertu des modifications liées au projet SRIFI constitue l'équivalent d'un prospectus préalable de base pour un	Un intervenant du secteur et une association sectorielle se disent en faveur que la partie A du prospectus simplifié constitue le prospectus préalable de base et la partie B, le supplément de prospectus.	Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
groupe de fonds d'investissement sous le régime du prospectus préalable de base? Motivez votre réponse.	<p>L'intervenant du secteur encourage les ACVM à ne pas se fonder sur les formats existants. Plus particulièrement, le prospectus ordinaire se convertit mal en prospectus préalable de base et en supplément de prospectus. Il se dit aussi favorable à ce que le format du prospectus préalable de base et du supplément de prospectus soit utilisé par les OPC et les FNB.</p> <p>L'association sectorielle fait remarquer qu'en vertu du régime actuel, tout changement à la partie B reliée séparément nécessite une version modifiée de cette partie dans son intégralité. Elle préfère que les parties A et B demeurent reliées dans un seul document, sauf en cas de modifications des règles concernant les changements.</p> <p>L'intervenant remarque également que le contenu du prospectus préalable de base du FNB n'est pas clairement défini. Il avance également qu'un report de la date de caducité de plus de 24 mois serait justifié dans le cas d'un prospectus préalable de base.</p>	Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.
Question n° 1 d) : Serait-il approprié que la partie B du prospectus simplifié en	Un intervenant du secteur et une association sectorielle se disent en faveur que la	Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
<p>vertu des modifications liées au projet SRIFI constitue l'équivalent d'un supplément de prospectus établissant un programme d'offre pour un fonds d'investissement sous le régime du prospectus préalable de base? Motivez votre réponse.</p>	<p>partie A du prospectus simplifié constitue le prospectus préalable de base et la partie B, le supplément de prospectus.</p> <p>L'intervenant du secteur encourage les ACVM à ne pas se fonder sur les formats existants. Plus particulièrement, le prospectus ordinaire se convertit mal en prospectus préalable de base et en supplément de prospectus. Il se dit aussi favorable à ce que le format du prospectus préalable de base et du supplément de prospectus soit utilisé par les OPC et les FNB.</p> <p>L'association sectorielle propose que les nouveaux fonds et nouvelles séries soient ajoutés par voie de supplément de prospectus, plutôt que par une modification.</p>	<p>commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.</p> <p>Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.</p>
<p>Question n° 2 : Veuillez indiquer les éléments d'information à présenter dans un prospectus simplifié et un prospectus du FNB qui sont susceptibles de changer d'une année à l'autre.</p>	<p>S'agissant du prospectus simplifié, un cabinet d'avocats souligne que l'information suivante est susceptible de changer d'une année à l'autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Partie A : accords relatifs au courtage, rémunération des administrateurs, des membres de la haute direction et des fiduciaires, poursuites judiciaires et incidences fiscales</li> </ul>	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.</p> <p>Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils</p>

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Partie B : classification du risque</li> </ul> <p>Quant au prospectus du FNB, une association sectorielle a indiqué que l'information suivante pourrait changer d'une année à l'autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégies de placement et vue d'ensemble de la structure du placement</li> <li>- Vue d'ensemble du ou des secteurs d'activités dans lesquels le fonds d'investissement fait des placements</li> <li>- Objectifs de placement</li> <li>- Restrictions en matière de placement</li> <li>- Frais</li> <li>- Rendement annuel et ratio des frais de gestion</li> <li>- Facteurs de risque</li> <li>- Politique en matière de distributions</li> <li>- Modalités d'organisation et de gestion du fonds d'investissement</li> <li>- Ventes ou placements antérieurs</li> <li>- Incidences fiscales</li> <li>- Contrats importants</li> <li>- Poursuites judiciaires et administratives</li> <li>- Experts</li> <li>- Dispenses et approbations</li> <li>- Autres faits importants</li> </ul>	<p>envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.</p>

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
	<p>Une association sectorielle fait remarquer que l'information ci-dessous figurant dans le prospectus simplifié et le prospectus du FNB changera vraisemblablement d'une année à l'autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stratégies</li> <li>- facteurs de risque</li> <li>- frais</li> <li>- impôt sur le revenu</li> <li>- contrats importants</li> <li>- renseignements sur les membres du conseil d'administration et de la haute direction</li> <li>- séries de titres</li> </ul>	
<p>Question n° 2 a) : Prière de confirmer si ces éléments ont également besoin d'être mis à jour au moins une fois par an dans l'aperçu du fonds ou l'aperçu du FNB, ou encore dans tout autre document d'information à déposer par les fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières.</p>	<p>Une association sectorielle estime que l'aperçu du FNB, dans sa forme actuelle, n'est pas déficiente, et ne propose pas l'ajout de nouvelle information.</p>	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.</p> <p>Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.</p>

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
Question n° 2 b) : Ces éléments devraient-ils faire l'objet d'un examen réglementaire avant que le prospectus soit visé? Motivez votre réponse.	Une association sectorielle est favorable à l'examen réglementaire de l'information avant la délivrance du visa.	Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.  Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.
Question n° 2 c) : Ces éléments devraient-ils faire l'objet d'un examen réglementaire uniquement s'ils font partie du dossier d'information continue? Motivez votre réponse.	(Aucun commentaire reçu)	S. O.
Question n° 3 : Veuillez indiquer, regrouper et estimer les coûts annuels qu'auraient à payer en moins les fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres s'ils n'avaient pas à déposer de prospectus simplifié ou de prospectus du FNB. À cet égard, nous soulignons que l'étape 2 du projet relatif au prospectus préalable de base ne devrait pas se répercuter défavorablement sur les droits de dépôt. Ainsi, les économies de coûts relevées	Une association sectorielle n'entrevoit aucune économie de coûts importante découlant de l'adoption du prospectus préalable de base, quoique certaines économies de coûts pourraient être réalisées au chapitre de la traduction et de la rédaction.  Une autre association sectorielle fait savoir qu'il est difficile d'estimer les économies de coûts du fait que le détail entourant le prospectus préalable de base n'a pas été	Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.  Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
ne devraient pas inclure la réduction des droits de dépôt.	fourni, par exemple le dépôt d'un prospectus préalable de base et de suppléments de prospectus serait-il assujéti à des frais? Ces économies seront moindres à court terme en raison des changements apportés aux processus internes.	
Question n° 4 : Prière de cerner toute incidence négative qu'un prospectus préalable de base pourrait avoir sur l'information dont les investisseurs ont besoin pour prendre des décisions d'investissement éclairées.	<p>Deux associations sectorielles indiquent que, étant donné que les investisseurs s'appuient sur l'aperçu du fonds et l'aperçu du FNB pour obtenir de l'information afin de prendre une décision d'investissement éclairée, le prospectus préalable de base n'aurait aucune incidence négative sur l'information dont aurait besoin l'investisseur devant prendre une telle décision.</p> <p>Une autre association sectorielle craint que le prospectus préalable de base amène des changements progressifs à l'information qui, pris individuellement, ne seraient pas importants, mais globalement constitueraient un changement important.</p>	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.</p> <p>Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.</p>
Question n° 5 : Veuillez cerner toute incidence négative qu'un prospectus préalable de base pourrait avoir sur les droits sous le régime des sanctions civiles dont disposent actuellement les	Deux associations sectorielles anticipent que le prospectus préalable de base n'aura aucune incidence négative sur le régime des sanctions civiles dont disposent actuellement les investisseurs.	Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.

<b>Partie 5 – Document de consultation</b>		
<b><u>Enjeu</u></b>	<b><u>Commentaire</u></b>	<b><u>Réponse</u></b>
investisseurs en vertu de l'obligation de dépôt d'un prospectus simplifié ou d'un prospectus du FNB.	Une autre association sectorielle fait savoir qu'elle n'avait aucune opinion sur la question.	Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.
Question n° 6 : Quelles adaptations devraient être apportées au modèle actuel de dépôt d'un prospectus préalable de base pour qu'il soit utilisable par les fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres?	Selon une association sectorielle, l'information ne devant pas faire l'objet d'une mise à jour périodique dans le prospectus préalable de base devrait être séparée de l'information propre au fonds qui doit être actualisée régulièrement. Toujours selon elle, il faudrait prévoir un report de la date de caducité.	Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.  Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.
Question n° 7 : Nous envisageons de reporter à plus de 25 mois la date de caducité du prospectus préalable de base. Quelle serait la date de caducité appropriée pour un tel prospectus dans le cas des fonds d'investissement procédant au placement permanent de leurs titres? Nous trouvons qu'il serait contraire à l'intérêt public de ne pas avoir de date de caducité pour ce type de prospectus. Êtes-vous d'accord? Motivez votre réponse.	Une association sectorielle affirme que si le prospectus préalable de base révèle l'information de façon complète, véridique et claire, rien ne justifie dans les politiques publiques un report de la date de caducité. Il faudrait plutôt un modèle d'information et de dépôt efficace qui permet de fournir l'information à jour à peu de frais, en toute conformité et en temps opportun. La mise en œuvre devrait se faire progressivement et prévoir un report de la date de caducité initial à 36 mois, lequel peut être prolongé à 60 mois ou plus.	Nous remercions les intervenants de leurs commentaires. En réponse aux commentaires sur l'échéancier de l'étape 2, les ACVM ont décidé de ne pas aller de l'avant pour l'instant.  Les ACVM prendront en considération les commentaires reçus lorsqu'ils envisageront de procéder à l'étape 2 à une date ultérieure.

**Partie 6 – Liste des intervenants**

Adelson Law  
Association des Gestionnaires de Portefeuille du Canada  
Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L.  
Canadian Advocacy Council for Canadian CFA Institute Societies  
Canadian ETF Association  
C.S.T. Spark Inc. et Épargne C.S.T. Inc.  
Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.  
Fidelity Investments Canada s.r.i.  
Institut des fonds d'investissement du Canada  
Invesco Canada Ltée  
Kenmar Associates  
Société de Placements Franklin Templeton  
Société financière IGM Inc.  
TSX Inc.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 6°, 6.1°, 6.2°, 8° et 14°)

1. L'article 2.1 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 38) est modifié :

1° par l'ajout, après le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1, du suivant :

« *f* s'il dépose un aperçu du fonds sans prospectus simplifié, il le dépose sous la forme d'un aperçu du fonds établi conformément à l'Annexe 81-101A3 pour chaque catégorie ou série de titres de l'OPC. »;

2° par la suppression du paragraphe 2.

2. L'article 2.3 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 5.1, du suivant :

« 5.2) L'OPC qui dépose un aperçu du fonds sans prospectus provisoire, projet de prospectus ni prospectus simplifié satisfait aux obligations suivantes :

*a*) s'il est survenu un changement important le touchant et qui concerne l'information présentée dans le dernier aperçu du fonds déposé, il dépose les documents suivants avec cet aperçu du fonds :

*i*) une modification du prospectus simplifié correspondant, attestée conformément à la partie 5.1;

*ii*) un exemplaire de tout contrat important qui n'a pas encore été déposé et de toute modification d'un contrat important qui n'a pas encore été déposée;

*b*) au moment de déposer cet aperçu du fonds, il transmet les documents suivants à l'autorité en valeurs mobilières :

*i*) un exemplaire de l'aperçu du fonds pour chaque catégorie ou série de ses titres, souligné pour montrer les modifications par rapport au dernier aperçu du fonds déposé, notamment le texte des suppressions;

*ii*) s'il est survenu un changement important le touchant et qui concerne l'information présentée dans le dernier aperçu du fonds déposé, les documents suivants :

A) si une modification du prospectus simplifié est déposée, un exemplaire du prospectus simplifié, souligné pour montrer les modifications par rapport au dernier prospectus simplifié déposé, notamment le texte des suppressions;

B) la description de tout changement dans les renseignements personnels à transmettre aux termes du sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, du sous-paragraphe *iv* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 ou du sous-paragraphe *iii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 dans le formulaire de renseignements personnels et autorisation depuis leur transmission lors du dépôt du prospectus simplifié de l'OPC ou d'un autre OPC géré par le gestionnaire. ».

3. L'article 2.5 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« 2.5. Date de caducité**

1) Dans le présent article, la « date de caducité » s'entend, par rapport au placement de titres effectué au moyen d'un prospectus simplifié, de la date qui tombe 24 mois après la date du prospectus simplifié antérieur relatif à ces titres.

2) Un OPC ne peut poursuivre le placement de titres auxquels s'applique l'obligation de prospectus après la date de caducité que s'il dépose un nouveau prospectus simplifié conforme à la législation en valeurs mobilières et que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières vise le nouveau prospectus simplifié.

3) Malgré le paragraphe 2, le placement peut se poursuivre pendant un délai de 24 mois après la date de caducité lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) l'OPC dépose un aperçu du fonds pour chaque catégorie ou série de ses titres au plus tôt 13 mois et au plus tard 11 mois avant la date de caducité du prospectus simplifié antérieur;

b) l'OPC transmet un projet de prospectus simplifié au moins 30 jours avant la date de caducité du prospectus simplifié antérieur;

c) l'OPC dépose un nouveau prospectus simplifié au plus tard 10 jours après la date de caducité du prospectus simplifié antérieur;

d) l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières vise le nouveau prospectus simplifié dans les 20 jours suivant la date de caducité du prospectus simplifié antérieur.

4) Le placement des titres qui se poursuit après la date de caducité ne contrevient pas au paragraphe 2 à moins que l'une des conditions prévues au paragraphe 3 ne soit plus respectée.

5) Sous réserve de toute prolongation applicable accordée en vertu du paragraphe 6, lorsque l'une des conditions prévues au paragraphe 3 n'a pas été respectée, le souscripteur peut résoudre toute souscription effectuée après la date de caducité, en vertu du paragraphe 3, dans un délai de 90 jours à compter du moment où il a eu connaissance du non-respect de cette condition.

6) L'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut, sur demande de l'OPC, prolonger aux conditions qu'il ou elle détermine les délais prévus au paragraphe 3 s'il ou si elle est d'avis que cela ne serait pas préjudiciable à l'intérêt public. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 2.5, du suivant :

**« 2.5.1. Date de caducité – Ontario**

En Ontario, la date de caducité du prospectus simplifié de l'OPC prescrite par la législation en valeurs mobilières est reportée à la date tombant 24 mois après celle du prospectus simplifié antérieur de celui-ci conformément à l'article 2.5. ».

5. L'annexe 81-101A1 de ce règlement est modifiée :

1° dans la rubrique 4.16 de la partie A :

a) par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « pendant le dernier exercice » par « pendant chacun des deux derniers exercices »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « au cours de son dernier exercice » par « au cours de chacun de ses deux derniers exercices »;

2° dans la partie B :

a) par le remplacement, partout où ceci se trouve dans le paragraphe 7 de la rubrique 5 et dans le paragraphe 8 de la rubrique 9, de « 12 mois » par « 24 mois »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 7 de la rubrique 6, de « durant son dernier exercice » par « durant chacun de ses deux derniers exercices ».

6. L'annexe 81-101A3 de ce règlement est modifiée par l'ajout, à la fin des directives de la rubrique 1 de la partie I, de ce qui suit :

*« La date de l'aperçu du fonds déposé conformément au sous-paragraphe i du sous-paragraphe b du paragraphe 5.2 de l'article 2.3 du règlement doit se situer dans les trois jours ouvrables suivant son dépôt. La date de l'aperçu du fonds déposé conformément au sous-paragraphe ii du même sous-paragraphe doit correspondre à celle de l'attestation contenue dans le prospectus simplifié modifié connexe. ».*

#### **Dispositions transitoires**

7. 1) Sauf en Ontario, l'OPC qui a déposé un prospectus simplifié ayant été visé avant le 3 mars 2025 est assujéti aux dispositions suivantes :

a) l'article 2.5 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif qui est prévu par le présent règlement ne s'applique pas;

b) l'article 2.5 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif, dans sa version en vigueur le 2 mars 2025, s'applique.

2) En Ontario, l'OPC qui a déposé un prospectus simplifié ayant été visé avant le 3 mars 2025 est assujéti aux dispositions suivantes :

a) les articles 2.5 et 2.5.1 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif qui sont prévus par le présent règlement ne s'appliquent pas;

b) la date de caducité du prospectus simplifié d'un OPC prescrite par la législation en valeurs mobilières en Ontario, dans sa version en vigueur le 2 mars 2025, s'applique.

#### **Date d'entrée en vigueur**

8. 1° Le présent règlement entre en vigueur le 3 mars 2025.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 3 mars 2025.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF**

1. L'article 2.7 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* est modifié par l'ajout, après le paragraphe 8, du suivant :

« 9) Toute modification apportée au prospectus simplifié ou à l'aperçu du fonds devrait être facile à comprendre pour l'investisseur. Selon l'article 2.2 du règlement, la modification du prospectus simplifié peut prendre la forme soit d'une simple modification, sans reprise intégrale du texte du prospectus (un « intercalaire »), soit d'une version modifiée du prospectus simplifié.

La forme à donner à la modification du prospectus déposée devrait reposer sur les éléments suivants :

- le nombre d'OPC visés par le prospectus simplifié qu'elle concerne;
- la mesure dans laquelle le contenu du prospectus simplifié est modifié, c'est-à-dire le nombre de pages touchées par rapport à leur total;
- le nombre de modifications déposées antérieurement sous la forme d'un intercalaire;
- la facilitation, le plus possible, de sa compréhension par les lecteurs du prospectus simplifié modifié.

Les OPC devraient envisager de déposer une version modifiée du prospectus simplifié s'il survient des modifications substantielles se répercutant considérablement sur son contenu. Lorsque plusieurs intercalaires ont été déposés, ils devraient songer au dépôt d'une version modifiée du prospectus simplifié regroupant les modifications antérieurement déposées de façon à rendre plus aisément retraçables pour les investisseurs les modifications apportées à l'information sur un fonds particulier.

En cas de modification sous la forme d'un intercalaire, les OPC devraient faire ce qui suit :

- clairement identifier les OPC particuliers touchés par la modification;
- donner une explication ou un bref résumé de la teneur de celle-ci;
- fournir l'information du prospectus modifiée en reformulant des phrases ou des paragraphes plutôt que d'y remplacer certains mots;
- faire renvoi aux pages, aux paragraphes et aux articles modifiés;
- veiller à reprendre la forme des intercalaires déposés antérieurement, le cas échéant. ».

2. L'article 4.1.6 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

**« 4.1.6. Dépôt d'un aperçu du fonds sans prospectus**

L'aperçu du fonds qui est déposé sans prospectus en vertu du paragraphe 5.2 de l'article 2.3 du règlement et qui ne comporte aucun changement important conformément au *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (chapitre V-1.1, r. 42) devrait être déposé dans le sous-type de dossier SEDAR+ pertinent. Il ne devrait contenir que les modifications suivantes par rapport à sa dernière version déposée :

- a)* la date du document (paragraphe *d* de la rubrique 1 de la partie I de l'Annexe 81-101A3);
- b)* la valeur totale du fonds (rubrique 2 de la partie I de l'Annexe 81-101A3);
- c)* le ratio des frais de gestion (RFG) (rubrique 2 de la partie I et paragraphe 2 de la rubrique 1.3 de la partie II de l'Annexe 81-101A3);
- d)* les 10 principaux placements (paragraphe 4 de la rubrique 3 de la partie I de l'Annexe 81-101A3);
- e)* la répartition des placements (paragraphe 5 de la rubrique 3 de la partie I de l'Annexe 81-101A3);
- f)* le rendement passé (rubrique 5 de la partie I de l'Annexe 81-101A3);
- g)* le ratio des frais d'opérations (RFO) (paragraphe 2 de la rubrique 1.3 de la partie II de l'Annexe 81-101A3);
- h)* les frais du fonds (paragraphe 2 de la rubrique 1.3 de la partie II de l'Annexe 81-101A3).

L'aperçu du fonds qui est déposé sans prospectus en vertu du paragraphe 5.2 de l'article 2.3 du règlement et qui comporte un changement important conformément au *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* devrait être déposé dans le sous-type de dossier SEDAR+ pertinent, avec les documents à déposer en vertu du paragraphe 5.2 de l'article 2.3 du règlement et de l'article 11.2 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*. ».

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 6°, 6.1°, 6.2°, 8° et 14°)

1. L'article 2.3 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (chapitre V-1.1, r. 14) est modifié :

1° par l'insertion, dans les paragraphes 1 et 1.1 et après « L'émetteur », de « qui n'est pas un fonds d'investissement »;

2° par l'insertion, dans le texte anglais du paragraphe 1.2 et après « If an issuer », de « , other than an investment fund, ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 3C.7, de la partie suivante :

### « PARTIE 3D DÉPÔT DE L'APERÇU DU FNB SANS PROSPECTUS

#### 3D.1. Documents exigés pour le dépôt de l'aperçu du FNB

Le FNB qui dépose un aperçu du FNB sans prospectus provisoire, projet de prospectus ni prospectus définitif procède de la façon suivante :

*a)* s'il est survenu un changement important le touchant et qui concerne l'information présentée dans le dernier aperçu du FNB déposé, il dépose les documents suivants avec cet aperçu du FNB :

*i)* une modification du prospectus correspondant, attestée conformément à la partie 5;

*ii)* un exemplaire de tout contrat important et de toute modification de celui-ci qui n'ont pas encore été déposés;

*b)* au moment de déposer cet aperçu du FNB, il transmet les documents suivants à l'autorité en valeurs mobilières :

*i)* un exemplaire de l'aperçu du FNB en question, en version soulignée pour indiquer les changements par rapport au dernier aperçu du FNB déposé, notamment le texte supprimé;

*ii)* s'il est survenu un changement important le touchant et qui concerne l'information présentée dans le dernier aperçu du FNB déposé, les documents suivants :

A) si une modification du prospectus est déposée, un exemplaire du prospectus, en version soulignée pour indiquer les changements par rapport au dernier prospectus déposé, notamment le texte supprimé;

B) la description de tout changement dans les renseignements personnels à transmettre en vertu du sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 9.1 depuis sa transmission lors du dépôt du prospectus du FNB ou d'un autre FNB géré par le gestionnaire. ».

3. L'article 10.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 et après « ou de la modification de celui-ci », de « ou, dans le cas de tout aperçu du FNB visé à l'article 3D.1, au plus tard à la date de dépôt de cet aperçu du FNB, ».

4. L'article 17.2 de ce règlement est modifié :
- 1) par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant :  
« 1.1) Le présent article ne s'applique pas au FNB. »;
  - 2) par le remplacement, dans le paragraphe 6, de « de l'inobservation » par « du non-respect ».
5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 17.2, des suivants :
- « 17.3. Date de caducité du prospectus du FNB**
- 1) Le présent article ne s'applique qu'au FNB.
  - 2) Dans le présent article, il faut entendre par « date de caducité », par rapport au placement d'un titre au moyen d'un prospectus, la date qui tombe 24 mois après celle du prospectus antérieur relatif à ces titres.
  - 3) Le FNB ne poursuit pas le placement de titres auxquels s'applique l'obligation de prospectus après la date de caducité, à moins qu'il ne dépose un nouveau prospectus conforme à la législation en valeurs mobilières applicable et que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières ne vise le nouveau prospectus.
  - 4) Malgré le paragraphe 3, le placement peut se poursuivre pendant un délai de 24 mois après la date de caducité si les conditions suivantes sont remplies:
    - a) le FNB dépose un aperçu du FNB pour chaque catégorie ou série de ses titres au plus tôt 13 mois et au plus tard 11 mois avant la date de caducité du prospectus antérieur;
    - b) le FNB transmet un projet de prospectus au moins 30 jours avant la date de caducité du prospectus antérieur;
    - c) le FNB dépose un nouveau prospectus au plus tard 10 jours après la date de caducité du prospectus antérieur;
    - d) l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières vise le nouveau prospectus dans les 20 jours suivant la date de caducité du prospectus antérieur.
  - 5) Le placement des titres qui se poursuit après la date de caducité ne contrevient pas au paragraphe 3 à moins que l'une des conditions prévues au paragraphe 4 ne soit plus respectée.
  - 6) Sous réserve de toute prolongation applicable accordée en vertu du paragraphe 7, dans le cas où l'une des conditions prévues au paragraphe 4 n'a pas été respectée, le souscripteur ou l'acquéreur peut résoudre toute souscription ou tout achat effectué après la date de caducité, en vertu du paragraphe 4, dans un délai de 90 jours à compter du moment où il a eu connaissance du non-respect de la condition.
  - 7) L'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut, sur demande du FNB, prolonger aux conditions qu'il peut fixer les délais prévus au paragraphe 4 s'il est d'avis que cela ne serait pas préjudiciable à l'intérêt public.

**« 17.4. Date de caducité du prospectus du FNB – Ontario**

En Ontario, la date de caducité du prospectus du FNB prescrite par la législation en valeurs mobilières est reportée à la date tombant 24 mois après celle du prospectus simplifié antérieur de celui-ci conformément à l'article 17.3. ».

6. L'annexe 41-101A2 de ce règlement est modifiée :

1° par l'insertion, dans la rubrique 17.2 et après l'intitulé, du paragraphe suivant :

« 0.1) La présente rubrique ne s'applique pas au fonds d'investissement qui procède au placement permanent de ses titres. »;

2° dans la rubrique 19.1 :

a) par le remplacement, dans le paragraphe 12, de « pendant le dernier exercice » par « pendant chacun des deux derniers exercices »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 13, de « au cours du dernier exercice » par « au cours de chacun des deux derniers exercices ».

7. L'annexe 41-101A4 de ce règlement est modifiée par l'ajout, à la fin de l'instruction 1 de la rubrique 1, de ce qui suit :

*« La date de l'aperçu du FNB déposé conformément au sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 3D.1 du règlement doit se situer dans les trois jours ouvrables suivant son dépôt. La date de l'aperçu du FNB déposé conformément au sous-paragraphe ii du même paragraphe doit correspondre à celle de son dépôt. ».*

**Dispositions transitoires**

8. 1) Sauf en Ontario, le FNB qui a déposé un prospectus ayant été visé avant le 3 mars 2025 est assujéti aux dispositions suivantes :

a) le paragraphe 1.1 de l'article 17.2 et l'article 17.3 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus qui sont prévus par le présent règlement ne s'appliquent pas;

b) l'article 17.2 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus, dans sa version en vigueur le 2 mars 2025, s'applique.

2) En Ontario, le FNB qui a déposé un prospectus ayant été visé avant le 3 mars 2025 est assujéti aux dispositions suivantes :

a) les articles 17.3 et 17.4 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus qui sont prévus par le présent règlement ne s'appliquent pas;

b) la date de caducité du prospectus d'un FNB prescrite par la législation en valeurs mobilières en Ontario, dans sa version en vigueur le 2 mars 2025, s'applique.

**Date d'entrée en vigueur**

9. 1° Le présent règlement entre en vigueur le 3 mars 2025.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 3 mars 2025.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS**

1. La partie 5A de l'*Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* est modifiée par l'ajout, après l'article 5A.5, des suivants :

**« 5A.6. Dépôt d'un aperçu du FNB sans prospectus**

L'aperçu du FNB qui est déposé sans prospectus en vertu de l'article 3D.1 du règlement et qui ne comporte aucun changement important conformément au *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (chapitre V-1.1, r. 42) devrait être déposé dans le sous-type de dossier SEDAR+ pertinent. Il ne devrait contenir que les modifications suivantes par rapport à sa dernière version déposée :

*a)* la date du document (paragraphe *f* de la rubrique 1 de la partie I de l'Annexe 41-101A4);

*b)* la valeur totale du FNB (rubrique 2 de la partie I de l'Annexe 41-101A4);

*c)* le ratio des frais de gestion (RFG) (rubrique 2 de la partie I et paragraphe 2 de la rubrique 1.3 de la partie II de l'Annexe 41-101A4);

*d)* le volume quotidien moyen (paragraphe 2 de la rubrique 2 de la partie I de l'Annexe 41-101A4);

*e)* le nombre de jours de négociation (paragraphe 2 de la rubrique 2 de la partie I de l'Annexe 41-101A4);

*f)* l'information sur l'établissement du prix (paragraphe 3 de la rubrique 2 de la partie I de l'Annexe 41-101A4);

*g)* les 10 principaux placements (paragraphe 5 de la rubrique 3 de la partie I de l'Annexe 41-101A4);

*h)* la répartition des placements (paragraphe 6 de la rubrique 3 de la partie I de l'Annexe 41-101A4);

*i)* le rendement passé (rubrique 5 de la partie I de l'Annexe 41-101A4);

*j)* le ratio des frais d'opérations (RFO) (paragraphe 2 de la rubrique 1.3 de la partie II de l'Annexe 41-101A4);

*k)* les frais du FNB (paragraphe 2 de la rubrique 1.3 de la partie II de l'Annexe 41-101A4).

L'aperçu du FNB qui est déposé sans prospectus en vertu de l'article 3D.1 du règlement et qui comporte un changement important conformément au *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* devrait être déposé dans le sous-type de dossier SEDAR+ pertinent, avec les documents à déposer en vertu de l'article 3D.1 du règlement et de l'article 11.2 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*.

**« 5A.7. Modification du prospectus du FNB ou de l'aperçu du FNB**

Toute modification apportée au prospectus du FNB ou à l'aperçu du FNB devrait être facile à comprendre pour l'investisseur. Selon le paragraphe 1 de l'article 6.1 du règlement, la modification du prospectus peut prendre la forme soit d'une simple

modification, sans reprise du texte complet du prospectus (un « intercalaire »), soit d'une version modifiée du prospectus.

La forme à donner à la modification du prospectus déposée devrait reposer sur les éléments suivants :

- le nombre de FNB visés par le prospectus qu'elle concerne;
- la mesure dans laquelle le contenu du prospectus est modifié, c'est-à-dire le nombre de pages touchées par rapport à leur total;
- le nombre de modifications déposées antérieurement sous la forme d'un intercalaire;
- la facilitation, le plus possible, de sa compréhension par les lecteurs du prospectus modifié.

Les FNB devraient envisager de déposer une version modifiée du prospectus s'il survient des modifications substantielles se répercutant considérablement sur son contenu. Lorsque plusieurs intercalaires ont été déposés, ils devraient songer au dépôt d'une version modifiée du prospectus regroupant les modifications antérieurement déposées de façon à rendre plus aisément retraçables pour les investisseurs les modifications apportées à l'information sur un FNB particulier.

En cas de modification sous la forme d'un intercalaire, les FNB devraient faire ce qui suit :

- clairement identifier les FNB particuliers touchés par la modification;
- donner une explication ou un bref résumé de la teneur de celle-ci;
- fournir l'information du prospectus modifiée en reformulant des phrases ou des paragraphes plutôt que d'y remplacer certains mots;
- faire renvoi aux pages, aux paragraphes et aux articles modifiés;
- veiller à reprendre la forme des intercalaires déposés antérieurement, le cas échéant. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-106 SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 6° et 14°)

1. L'article 9.2 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42) est remplacé par le suivant :

**« 9.2. Dépôt de la notice annuelle**

1) Le fonds d'investissement dépose une notice annuelle s'il n'a pas obtenu le visa d'un prospectus dans les 12 mois précédant la clôture de son exercice.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas au fonds d'investissement procédant au placement permanent de ses titres qui, dans les 12 mois précédant la clôture de son exercice, a déposé l'un des documents suivants :

*a)* un aperçu du FNB en vertu de l'article 3D.1 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (chapitre V-1.1, r. 14);

*b)* un aperçu du fonds en vertu du paragraphe 5.2 de l'article 2.3 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 38). ».

2. 1° Le présent règlement entre en vigueur le 3 mars 2025.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 3 mars 2025.

**Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure and concordant regulation - Modernization of the Prospectus Filing Model for Investment Funds**

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure and concordant regulation*
- *Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements*
- *Regulation to amend Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended texts, in English and French, of the following Policy Statement

- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statement will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulations.

**Additional Information**

Further information is available from:

Marie-Aude Gosselin  
Senior Policy Analyst,  
Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 4456  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [marie-aude.gosselin@lautorite.qc.ca](mailto:marie-aude.gosselin@lautorite.qc.ca)

Gabriel Vachon  
Securities Analyst,  
Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 2689  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [gabriel.vachon@lautorite.qc.ca](mailto:gabriel.vachon@lautorite.qc.ca)

**November 28, 2024**

## CSA Notice of Publication

*Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements*

*Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure*

and

**Related Consequential Amendments**

**Modernization of the Prospectus Filing Model for Investment Funds**

November 28, 2024

### Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are adopting amendments to *Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (Regulation 41-101)* and *Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (Regulation 81-101)*, related consequential amendments to *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (Regulation 81-106)*, and related changes to *Policy Statement to Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (Policy Statement 41-101)*, and *Policy Statement to Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (Policy Statement 81-101)* (collectively, the **Amendments**).

### The Amendments

- extend the lapse date for investment funds in continuous distribution from 12 months to 24 months, which will allow investment funds in continuous distribution to file their pro forma prospectuses biennially, rather than annually (**Lapse Date Extension**), and
- repeal the requirement to file a final prospectus no more than 90 days after the issuance of a receipt for a preliminary prospectus (**90-Day Rule Repeal**) for all investment funds.

Implementation of the Amendments will modernize the prospectus filing model for investment funds, with a particular focus on investment funds in continuous distribution. The CSA's modernization will better reflect the shift from the delivery of the prospectus to the delivery of the Fund Facts and ETF Facts to investors and reduce unnecessary regulatory burden imposed by the current prospectus filing requirements under securities legislation on investment funds without affecting the currency or accuracy of the information available to investors to make an informed investment decision. The fund facts document (**Fund Facts**) and the ETF facts

document (**ETF Facts**) will continue to be filed annually and will continue to be delivered to investors under the current delivery requirements.

In some jurisdictions, ministerial approvals are required for the implementation of the Amendments. Provided all ministerial approvals are obtained, the Amendments to Regulation 81-101, Regulation 41-101 and Regulation 81-106 will come into force on March 3, 2025 (the **Effective Date**).

The text of the Amendments is published with this notice and will also be available on websites of the following CSA jurisdictions:

www.bsc.bc.ca  
www.asc.ca  
www.fcaa.gov.sk.ca  
www.mbsecurities.ca  
www.osc.gov.on.ca  
www.lautorite.qc.ca  
www.fcnb.ca  
nssc.novascotia.ca

### **Substance and Purpose**

The purpose of the Amendments is to modernize the prospectus filing model for investment funds without affecting the currency or accuracy of the information available to investors to make an informed investment decision. The current prospectus filing model was based on an investment fund prospectus being filed every 12 months in order to remain in continuous distribution and the prospectus being delivered to investors in connection with a purchase. With the introduction of the Fund Facts and the ETF Facts as summary disclosure documents that are now delivered to investors instead of the prospectus, investors are provided with key information about a fund in a simple, accessible and comparable format. The Fund Facts and ETF Facts are required to be filed annually and provide disclosure that changes from year to year. In contrast, a prospectus is also filed annually but the disclosure in the prospectus does not generally change materially from year to year.

Implementation of the Amendments will better reflect the shift from the delivery of the prospectus to the delivery of the Fund Facts and ETF Facts to investors and reduce unnecessary regulatory burden imposed by the current prospectus filing requirements under securities legislation on investment funds.

### **Background**

On January 27, 2022, the CSA published draft amendments (the **Draft Amendments**) as part of the CSA's staged approach to implementation of a new prospectus filing model for investment funds in continuous distribution:

- **Stage 1** – The Draft Amendments would implement the Lapse Date Extension and the 90-Day Rule Repeal. There would be no change to when Fund Facts and the ETF

Facts must be filed and delivered. The adoption of this change will be contingent on not having a negative impact on filing fees.

- **Stage 2** – We published a consultation paper (the **Consultation Paper**) to provide a forum for discussing possible adaptations to the shelf prospectus filing model that could apply to all investment funds in continuous distribution.

The 90-day comment period ended on April 27, 2022.

The Draft Amendments were also in response to comments received on the Project RID Consultation (as defined below), as well as the OSC Burden Reduction Consultation (as defined below):

- On September 12, 2019, the CSA published for consultation *Reducing Regulatory Burden for Investment Fund Issuers – Phase 2, Stage 1*, as part of the CSA's efforts to reduce regulatory burden for investment fund issuers (**Project RID Consultation**). On October 7, 2021, the CSA published final amendments for *Reducing Regulatory Burden for Investment Fund Issuers – Phase 2, Stage 1* (**Project RID amendments**).
- On January 14, 2019, the Ontario Securities Commission (**OSC**) published OSC Staff Notice 11-784 *Burden Reduction* to seek suggestions from stakeholders on ways to further reduce unnecessary regulatory burden (**OSC Burden Reduction Consultation**).

### Summary of Written Comments Received by the CSA

The CSA received 14 comment letters on the Draft Amendments. We have considered the comments received and thank everyone who provided comments. A summary of the comments together with our responses are set out in Annex A. The names of the commenters are also set out in Annex A.

Copies of the comment letters are posted on the websites of the Alberta Securities Commission at [www.asc.ca](http://www.asc.ca), the Ontario Securities Commission at [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca), and the Autorité des marchés financiers at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

### The Consultation Paper

While stakeholders expressed general support for a base shelf model for investment funds, they also expressed concerns about the timing of the proposal, given the recent regulatory changes with Client Focused Reforms, and Project RID amendments to Regulation 81-101. Further, some stakeholders commented that a base shelf model for investment funds would impose an initial regulatory burden on industry while other stakeholders requested additional details on the proposal for further consultation.

Beyond the concerns raised, and although there were specific questions on the Consultation Paper for stakeholders to consider, we did not receive sufficient data and information that could

be used to formulate appropriate adaptations to the shelf prospectus model for use by all investment funds in continuous distribution.

Given the stakeholder feedback on the Consultation Paper, we will not be proceeding with further plans to introduce a base shelf model for investment funds as this time. The CSA may revisit this proposal at a future date upon further consultation with stakeholders.

### **Summary of Changes to the Draft Amendments**

After considering the comments received, we have made some non-material changes to the Draft Amendments. These changes are reflected in the Amendments published with this notice. As these changes are not material, we are not republishing the Amendments for a further comment period.

The following is a summary of the key changes made to the Draft Amendments:

#### **(a) Extended Filing Window for Year 2 Fund Facts and Year 2 ETF Facts**

**(Paragraph 17.3(4)(a) of Regulation 41-101 and Paragraph 2.5(3)(a) of Regulation 81-101)**

We received comments from stakeholders that it may be challenging to update the variable information within a limited time period contemplated by the Draft Amendments given that certain variable information disclosed in the Fund Facts and the ETF Facts must be within 60 days of the date of the Fund Facts/ETF Facts. As a result, we have extended the filing window for the Year 2 Fund Facts/ETF Facts to two months in the Amendments. This means the Year 2 Fund Facts/ETF Facts must be filed no earlier than 13 months and no later than 11 months before the lapse date of the previous prospectus in order to rely on the Lapse Date Extension.

#### **(b) No Requirement to File an Amended and Restated Prospectus for Prospectus Amendments**

We received comments from stakeholders that requiring an amended and restated prospectus for all prospectus amendments would increase regulatory burden, without making it easier for investors to trace amendments to prospectus disclosure. Stakeholders requested that issuers continue to have the option of filing a prospectus amendment as a slip sheet amendment or as an amended and restated prospectus. Accordingly, the Amendments do not include a requirement to file an amended and restated prospectus for every prospectus amendment as contemplated in the Draft Amendments.

#### **(c) Additional Guidance on Prospectus Amendments**

**(Section 5A.7 of Policy Statement 41-101 and Subsection 2.7(9) of Policy Statement 81-101)**

We provided additional guidance on prospectus amendments to indicate that an amendment to a simplified prospectus or a fund facts document should be easily

understood by an investor. In determining whether a prospectus amendment should be filed as a slip sheet amendment or an amended and restated simplified prospectus, consideration should be given to the number of mutual funds in the simplified prospectus that are impacted by the amendment, the extent to which the prospectus disclosure is amended, and the form of amendment that would be most easily understood by investors.

Slip sheet amendments should clearly identify the mutual funds impacted, provide an explanation or a brief summary of the amendment and restate a sentence or a paragraph with the amended disclosure rather than replacing certain words in a sentence or a paragraph, along with page references of the amended disclosure.

An amended and restated prospectus should be filed for substantial amendments that extensively impact prospectus disclosure. Where a mutual fund has filed multiple slip sheet amendments, a mutual fund should consider filing an amended and restated prospectus to consolidate the previously filed amendments to make it easier for investors to trace through how disclosure pertaining to a particular fund has been modified.

**(d) Clarification about Changes to Investment Risk Levels**

We removed the reference to “the risk rating” in section 5A.6 of Policy Statement 41-101 and section 4.1.6 of Policy Statement 81-101 as contemplated in the Draft Amendments. As set out in the Commentary (2) to Item 1 of Appendix F – *Investment Risk Classification Methodology of Regulation 81-102 respecting Investment Funds*, a change to a mutual fund’s investment risk level disclosed on the most recently filed Fund Facts or ETF Facts, as applicable, would be a material change under Regulation 81-106 (**Material Change**). This is consistent with s.2.7(2) of Policy Statement 81-101 and s.5A.3(4) of Policy Statement 41-101.

**Additional Amendments**

We are adopting additional amendments (**Additional Amendments**) to:

- (a) Form 41-101F2 *Information Required in an Investment Fund Prospectus* (**Form 41-101F2**) and Form 81-101F1 *Contents of Simplified Prospectus* (**Form 81-101F1**) to change certain prospectus disclosure requirements to prevent gaps or duplication in prospectus disclosure for investment funds in continuous distribution once the lapse date extension is implemented. The Additional Amendments to Form 41-101F2 and Form 81-101F3 do not introduce new disclosure requirements but modify or remove current prospectus disclosure requirements to align with the adjusted disclosure period for biennial prospectus filings in order to maintain existing prospectus disclosure levels.
- (b) Form 41-101F4 *Information Required in an ETF Facts Document* (**Form 41-101F4**) and Form 81-101F3 *Contents of Fund Facts Document* (**Form 81-101F3**) to extend the instructions for dating the Fund Facts and the ETF Facts to include the Year 2

Fund Facts and the Year 2 ETF Facts. The Additional Amendments are consistent with the current instructions for dating the Fund Facts and the ETF Facts.

Accordingly, we do not consider the Additional Amendments to be material.

The following is a summary of the Additional Amendments to Form 41-101F2, Form 81-101F1, Form 41-101F4 and Form 81-101F3:

**1. Form 41-101F2**

**(a) Trading Price and Volume  
(Item 17.2 of Form 41-101F2)**

We added a carve-out for an investment fund in continuous distribution from Item 17.2 of Form 41-101F2 because similar disclosure is already provided in the ETF Facts in accordance with Item 2 of Form 41-101F4.

**(b) Compensation of Directors, Board Members, Independent Review Committee and Trustees of the Investment Fund  
(Item 19.1(12) and (13) of Form 41-101F2)**

For the requirements in Item 19.1(12) and (13) of Form 41-101F2 to disclose compensation arrangements paid or payable by the investment fund for services of directors, members of an independent board of governors or advisory board, members of the independent review committee and trustees of the investment fund, we amended the disclosure period from the most recently completed financial year of the investment fund to each of the two most recently completed financial years of the investment fund.

**2. Form 81-101F1**

**(a) Compensation of Directors, Board Members, Independent Review Committee and Trustees of the Mutual Fund  
(Part A, Item 4.16(2) and (3) of Form 81-101F1)**

For the requirements in Part A, Item 4.16(2) and (3) of Form 81-101F1 to disclose compensation arrangements paid or payable by the mutual fund for services of directors, members of an independent board of governors or advisory board, members of the independent review committee and trustees of the mutual fund, we amended the disclosure period from the most recently completed financial year of the mutual fund to each of the two most recently completed financial years of the mutual fund.

**(b) Index Mutual Funds  
(Part B, Item 5(7) of Form 81-101F1)**

For the requirement in Part B, Item 5(7) of Form 81-101F1 to provide disclosure relating to securities that represented more than 10% of the permitted index or indices, we amended the disclosure period from the 12-month period immediately preceding the date of the simplified prospectus to the 24-month period immediately preceding the date of the simplified prospectus.

**(c) Deviations from the *Income Tax Act* (Canada)  
(Part B, Item 6(7) of Form 81-101F1)**

For the requirement in Part B, Item 6(7) of Form 81-101F1 to disclose whether the mutual fund deviated from the provisions of the *Income Tax Act* (Canada) (ITA) in order for the fund's securities to be either qualified investments within the meaning of the ITA for registered plans or registered investments within the meaning of the ITA, we amended the disclosure period from the last year to each of the last two years.

**(d) Concentration Risk for Mutual Funds  
(Part B, Item 9(8) of Form 81-101F1 and Instruction (5))**

For the requirement in Part B, Item 9(8) of Form 81-101F1 to disclose whether more than 10% of the net asset value of a mutual fund was invested in the securities of an issuer, other than a government security or a security issued by a clearing corporation, we amended the disclosure period from the 12-month period immediately preceding the date that is 30 days before the date of the simplified prospectus to the 24-month period immediately preceding the date that is 30 days before the date of the simplified prospectus. We also made a corresponding amendment to Instruction (5) for this requirement.

**3. Form 41-101F4**

**(a) Date of the ETF Facts  
(Part I, Item 1, Instruction (1) of Form 41-101F4)**

For dating the ETF Facts, we amended the instruction to require a Year 2 ETF Facts that does not include a material change to be dated within three business days of the filing. We also amended the instruction to require a Year 2 ETF Facts that does include a material change to be dated the same date on which it is filed.

#### 4. Form 81-101F3

##### (a) Date of the Fund Facts (Part I, Item 1, Instruction of Form 81-101F3)

For dating the Fund Facts, we amended the instruction to require a Year 2 Fund Facts that does not include a material change to be dated within three business days of the filing. We also amended the instruction to require a Year 2 Fund Facts that does include a material change to be dated the same date as the certificate contained in the related amended simplified prospectus.

#### Local Fee Changes

The adoption of the Lapse Date Extension is contingent on not having a negative impact on filing fees. Accordingly, the CSA jurisdictions have made concurrent changes to their fee rules to ensure that the Lapse Date Extension will not have a negative impact on filing fees. Given that fee rule changes are local matters, the necessary processes in each jurisdiction ran separately from consultation on the Draft Amendments. The local fee rules will change such that current filing fees for prospectuses for investment funds in continuous distribution will instead be replaced with filing fees for the Fund Facts and ETF Facts. For additional clarity, filing fees for the Fund Facts and ETF Facts in the years when a “renewal” prospectus is not being filed will be the same as in the years when a “renewal” prospectus is being filed.

#### Effective Date and Transition

The Amendments will take effect on the Effective Date, March 3, 2025.

- *Lapse Date Extension*

Under the transition dispositions, all final prospectuses for investment funds in continuous distribution that are issued a receipt before the Effective Date will be subject to a lapse date of 12 months. The Lapse Date Extension would apply to all final prospectuses for investment funds in continuous distribution that are issued a receipt on or after the Effective Date. However, filers may choose to file their prospectus at any time prior to their lapse date and such a filing would be considered an early renewal. Amendment filing fees, where applicable, would apply. The amendment filing fees are determined by local fee rules. In some CSA jurisdictions, such as Ontario, there are no fees payable for filing amendments.

In terms of filing processes for prospectuses on and after the Effective Date, for the years when a “renewal” prospectus is not being filed, a Fund Facts or ETF Facts, as applicable, should be filed under the appropriate SEDAR+ filing sub-type according to whether there are Material Changes to the disclosure from the most recently filed Fund Facts or ETF Facts.

**(a) Material Changes to the Fund Facts/ETF Facts when filing without a Prospectus**

When a renewal prospectus is not being filed and a Fund Facts or an ETF Facts is being filed with a Material Change(s), a blackline would also be filed showing changes from the most recently filed version of the Fund Facts or ETF Facts, as applicable, along with a prospectus certificate. The Fund Facts or ETF Facts filing would be private and would trigger a “prospectus review process” of any Material Changes made to the disclosure since the most recently filed Fund Facts or ETF Facts, respectively, which would conclude with the issuance of a receipt in connection with the filing. If the Material Change(s) relates to the information contained in the corresponding prospectus, then a prospectus amendment and a blackline of the prospectus would also be filed, along with any changes to personal information forms, if applicable.

**(b) No Material Changes to the Fund Facts/ETF Facts when filing without a Prospectus**

When a renewal prospectus is not being filed and a Fund Facts or an ETF Facts is being filed with no Material Change(s) but with changes limited to updates of the variable data (i.e., date, top 10 holdings, investment mix, past performance, MER, TER and fund expenses), a blackline would also be filed showing changes from the most recently filed version of the Fund Facts or ETF Facts, as applicable, and a prospectus certificate would not be required to be filed. The Fund Facts or ETF Facts will be made public without being subject to a prospectus review process.

- ***90-Day Rule Repeal***

As of the Effective Date, the 90-day rule will no longer apply to investment funds, including investment funds that have been issued a receipt for a preliminary prospectus but have not yet filed a final prospectus.

**Local Matters**

An annex is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

**Content of Annexes**

This notice contains the following annex:

Annex A: Summary of Comments on the Draft Amendments and Responses

## Questions

Please refer your questions to any of the following:

### *Autorité des marchés financiers*

Marie-Aude Gosselin  
Senior Policy Analyst,  
Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 4456  
Email: marie-aude.gosselin@lautorite.qc.ca

Gabriel Vachon  
Securities Analyst,  
Investment Products Oversight  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514 395-0337, ext. 2689  
Email: gabriel.vachon@lautorite.qc.ca

### *British Columbia Securities Commission*

Noreen Bent  
Chief, Corporate Finance Legal Services  
British Columbia Securities Commission  
Tel: 604 899-6741  
Email: nbent@bcsc.bc.ca

James Leong  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
Tel: 604 899-6681  
Email: jleong@bcsc.bc.ca

Michael Wong  
Senior Securities Analyst, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
Tel: 604 899-6852  
Email: mpwong@bcsc.bc.ca

### *Alberta Securities Commission*

Jan Bagh  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
Tel: 403 355-2804  
Email: jan.bagh@asc.ca

Chad Conrad  
Senior Legal Counsel, Investment Funds  
Alberta Securities Commission  
Tel: 403 297-4295  
Email: chad.conrad@asc.ca

### *Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan*

Heather Kuchuran  
Director, Corporate Finance  
Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority of  
Saskatchewan  
Tel: 306 787-1009  
Email: heather.kuchuran@gov.sk.ca

*Manitoba Securities Commission*

Patrick Weeks  
 Deputy Director, Corporate Finance  
 The Manitoba Securities Commission  
 Tel: 204 945-3326  
 Email: patrick.weeks@gov.mb.ca

*Ontario Securities Commission*

Irene Lee  
 Senior Legal Counsel,  
 Investment Management Division  
 Ontario Securities Commission  
 Tel: 416 593-3668  
 Email: ilee@osc.gov.on.ca

Stephen Paglia,  
 Manager,  
 Investment Management Division  
 Ontario Securities Commission  
 Tel: 416 593-2393  
 Email: spaglia@osc.gov.on.ca

*Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick*

Ray Burke  
 Manager, Corporate Finance  
 Financial and Consumer Services  
 Commission of New Brunswick  
 Tel: 506 643-7435  
 Email: ray.burke@fcnb.ca

*Nova Scotia Securities Commission*

Junjie (Jack) Jiang  
 Securities Analyst, Corporate Finance  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Tel: 902 424-7059  
 Email: jack.jiang@novascotia.ca

Peter Lamey  
 Legal Analyst, Corporate Finance  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Tel: 902 424-7630  
 Email: peter.lamey@novascotia.ca

Abel Lazarus  
 Director, Corporate Finance  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Tel: 902 424-6859  
 Email: abel.lazarus@novascotia.ca

## ANNEX A

**SUMMARY OF COMMENTS AND RESPONSES ON THE  
DRAFT AMENDMENTS TO  
*REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS,  
REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE, AND  
RELATED DRAFT CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND CHANGES*  
AND  
CONSULTATION PAPER ON A BASE SHELF PROSPECTUS FILING MODEL FOR  
INVESTMENT FUNDS IN CONTINUOUS DISTRIBUTION**

**MODERNIZATION OF THE PROSPECTUS FILING MODEL FOR INVESTMENT FUNDS  
(JANUARY 27, 2022)**

<b>Table of Contents</b>	
<b>PART</b>	<b>TITLE</b>
<b>Part 1</b>	<b>Background</b>
<b>Part 2</b>	<b>General Comments</b>
<b>Part 3</b>	<b>Elimination of 90-Day Rule</b>
<b>Part 4</b>	<b>Lapse Date Extension</b>
<b>Part 5</b>	<b>Consultation Paper</b>
<b>Part 6</b>	<b>List of Commenters</b>

**Part 1 – Background**

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are proposing to modernize the prospectus filing model for investment funds, with a particular focus on investment funds in continuous distribution. The CSA's proposed modernization will reduce unnecessary regulatory burden of the current prospectus filing requirements under securities legislation without affecting the currency or accuracy of the information available to investors to make an informed investment decision.

## Part 1 – Background

On January 27, 2022, the CSA published for comment draft amendments to *Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements* (**Regulation 41-101**) and *Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure* (**Regulation 81-101**), related draft consequential amendments and changes (collectively, the **Draft Amendments**), and Consultation Paper on a Base Shelf Prospectus Filing Model for Investment Funds in Continuous Distribution (the **Consultation Paper**).

The CSA contemplate a staged approach to the implementation of a new prospectus filing model for investment funds in continuous distribution.

As part of Stage 1, the Draft Amendments will

- extend the lapse date for investment funds in continuous distribution from 12 months to 24 months, which will allow investment funds in continuous distribution to file their pro forma prospectuses biennially, rather than annually (**Lapse Date Extension**), and
- repeal the 90-day rule for all investment funds (**90-Day Rule**).

As part of Stage 2, the Consultation Paper will

- provide a forum for discussing possible adaptations to the shelf prospectus filing model that could apply to all investment funds in continuous distribution (**Base Shelf Prospectus**).

We received 14 comment letters on the Draft Amendments and the Consultation Paper. The commenters are listed in Part 6. We thank everyone who took the time to prepare and submit comment letters. This document contains a summary of the comments we received on the Draft Amendments and the Consultation Paper and our responses. We have considered the comments received, and in response to the comments, we have made some amendments (the **Amendments**) to the Draft Amendments.

Any comments we received that were related to other CSA policy initiatives were forwarded to the respective CSA working group.

<b>Part 2 – General Comments</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
General Comments	Commenters expressed general support for the CSA's initiative to modernize the prospectus filing model for investment funds on the basis that it would reduce unnecessary regulatory burden without materially impacting investor protection.	We appreciate the support from the commenters.

<b>Part 3 – Repeal of 90-Day Rule</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
General Comments	Two law firms, two industry associations, two industry stakeholders and one exchange expressed support for the proposed repeal of the 90-Day Rule for all investment funds.	Based on the support from commenters, the Amendments include the repeal of the 90-Day Rule.

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
General Comments	<p>Nearly all of the commenters expressed support for the proposed Lapse Date Extension.</p> <p>One investor advocate suggested that the proposed Lapse Date Extension should go further and only require a prospectus to be renewed upon a material change, which</p>	<p>We appreciate the support from the commenters.</p> <p>Please see the comments and responses provided on the Consultation Paper.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	would reduce costs to the fund managers and allow the CSA to shift resources to investor protection initiatives.	
Service Standards	One law firm asked about the CSA service standards for the review of prospectus amendments, and private and auto-public filings of Fund Facts and ETF Facts. The commenter also asked about whether receipts will be issued for these documents	<p>We do not contemplate changes to the current service standards for the review of prospectus amendments, Fund Facts and ETF Facts filings. Prospectus amendments and filings of Fund Facts and ETF Facts with material changes but not filed with a prospectus will be filed with a prospectus certificate and would be subject to the same prospectus review process that currently applies in the context of a prospectus amendment and would conclude with the issuance of a receipt.</p> <p>Filings of Fund Facts and ETF Facts without material changes but not filed with a prospectus will not be filed with a prospectus certificate and would not be subject to a prospectus review since changes would be limited to certain variable information. There will not be a prospectus receipt issued for such filings.</p>
Filing Process	One industry association expressed concern that the filing process will be time consuming and risky if Funds Facts/ETF	For filings of Fund Facts and ETF Facts without a prospectus filing, please refer to the SEDAR+ FAQs.

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>Facts have to be manually separated into the 2 categories of “auto-public” and “private” based on whether there is a material change or not.</p> <p>The commenter also expressed concern that having the 2 categories of “auto-public” and “private” will make it more difficult for investors to find the Fund Facts/ETF Facts for a particular fund as it will not be evident to the investor whether their fund has had a material change.</p> <p>The commenter also encouraged the CSA to allow funds to have the option to continue to use the current renewal process.</p>	<p>Investors should not have a difficulty finding the Fund Facts/ETF Facts for their funds as Investment funds are required to post the Fund Facts/ETF Facts on their designated website.</p> <p>The Amendments will introduce an extension of the lapse date period from one year to two years. The new period continues to be a maximum period and early renewal will still be possible. Filers may therefore choose to continue to file their renewal prospectus on an annual basis if they wish.</p>
Auto-Public Filings	One law firm noted that renewal filings would include a combination of auto-public and private filings of Fund Facts/ETF Facts and requested clarification if the documents should be dated with the same date given that the auto-public filings will appear on the public portion of SEDAR immediately and the Private filings will not be available	The review process for filings of Fund Facts and ETF Facts with material changes but filed without a prospectus is consistent with the current review process for prospectus amendments and amended Fund Facts/ETF Facts. The documents will be filed with a certain

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>publicly on SEDAR until a later date. This may cause purchases to be made under a previous Fund Facts/ETF Facts even though a revised version will pre-date the purchase but will not be available publicly on SEDAR until after the purchase.</p> <p>The law firm, as well as one industry association, commented that there may be complications if in response to comments on the private filings of the Fund Facts/ETF Facts, there needs to be changes made to the disclosure of the Auto-Public filings that have already been made public on SEDAR.</p> <p>The law firm suggested the following approach be taken for combined preliminary and pro forma prospectuses: if all the Fund Facts/ETF Facts are filed as Auto-Public, then they are publicly available on SEDAR immediately. However, if some of the Fund Facts/ETF Facts are filed as Private, then</p>	<p>date but may not be available publicly on SEDAR until a later date.</p> <p>The filings of Fund Facts and ETF Facts with material changes but filed without a prospectus would include disclosure relating to material changes and further disclosure changes as a result of the regulatory review should also only pertain to the same material changes. If the filings of Fund Facts and ETF Facts are not impacted by the same material changes, we would not expect the disclosure to be impacted by the regulatory review of the filings of Fund Facts and ETF Facts with material changes.</p> <p>Filings of Fund Facts and ETF Facts without material changes but not filed with a prospectus will be made public on SEDAR+. Filings of Fund Facts and ETF Facts, some or all with material changes but not filed with a prospectus will be filed private and be subject to</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	none are released on the public portion of SEDAR until the principal regulator's review is completed, in which event, the date of the Fund Facts/ETF Facts will be brought forward to the public release date	regulatory review. Once the regulatory review is completed, a receipt will be issued and the Fund Facts or ETF Facts will be made public.
New Mutual Funds/Series Filings	One law firm asked for clarification about how a fund manager can qualify a new fund or a new series. Many fund managers time the launch of new funds and/or new series to the annual prospectus renewals. Would a prospectus be amended to include a preliminary prospectus for a new fund and/or new series?	Consistent with current industry practice, fund managers may launch new funds and/or new series at the time of the biennial prospectus renewal or through a prospectus amendment for a new series or a preliminary prospectus for a new fund.
Year 2 Fund Facts and Year 2 ETF Facts Filings	One law firm expressed concern that the Year 2 Fund Facts/ETF Facts are to be filed between the 12th and 13th month preceding the proposed 24-month prospectus lapse date would mean that the Year 2 Fund Facts/ETF Facts could not be filed within three business days following their date, which could cause logistical difficulties. The commenter recommends expanding the renewal window by adding “less three business days” after the words “12 months” in draft s.17.3(4)(a) of Regulation 41-101 and s.2.5(3)(a) of Regulation 81-101.	Section 5.1.3 of Regulation 81-101 requires dates of certificates to be within three business days for the filing of preliminary simplified prospectus, the simplified prospectus, the amendment to the simplified prospectus and the amendment to the Fund Facts. However, this section does not provide an additional three business days with respect to filing deadlines for such documents.  Given that certain variable information disclosed in the Fund Facts and the ETF Facts must be within 60 days of the date

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>The same commenter requested that if SEDAR can accommodate refresh filings of the Fund Facts/ETF Facts during times other than during the Year 2 filing window, to state so in the companion policies.</p>	<p>of the Fund Facts/ETF Facts, and it may be challenging to update the variable information within a limited time period, the filing window for the Year 2 Fund Facts/ETF Facts has been extended to two months in the Amendments. This means the Year 2 Fund Facts/ETF Facts must be filed no earlier than 13 months and no later than 11 months before the lapse date of the previous prospectus in order to rely on the Lapse Date Extension.</p> <p>As is currently the case, filers may file a Fund Facts or ETF Facts by way of an amendment. The variable information must be within 60 days of the date of the Fund Facts or ETF Facts document, and amendment filing fees, where applicable, would apply. The lapse date of the prospectus will not be affected by such filings.</p>
Material Changes	<p>One law firm and one industry association noted that the CSA's proposed guidance relating to non-material changes to the Fund Facts/ETF Facts in s.5A.6 of Policy Statement to Regulation 41-101 (<b>Policy Statement 41-101</b>) and s.4.1.6 of Policy Statement to Regulation 81-101 (<b>Policy</b></p>	<p>We remain of the view that generally, a change to a mutual fund's investment risk level disclosed on the most recently filed Fund Facts or ETF Facts, as applicable, would be a material change under <i>Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure</i></p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p><b>Statement 81-101</b> conflicted with the guidance in s.2.7(2) of Policy Statement 81-101 which indicates that any change to a fund's risk rating constitutes a material change under securities legislation. The law firm suggested removing "or risk level" from the s.2.7(2) of Policy Statement 81-101 and s.5A.3(4) of Policy Statement 41-101.</p> <p>The industry association disagreed that any change not listed in the proposed guidance in s.5A.6 of Policy Statement 41-101 and s.4.1.6 of Policy Statement 81-101 would disqualify the filing from being auto-public even if the change was not material and would not trigger the material change filing process.</p> <p>One investor advocate suggested a material change would include a change in the fund CIFSC category, portfolio manager,</p>	<p><b>(Regulation 81-106)</b>, as set out in the Commentary (2) to Item 1 of Appendix F – Investment Risk Classification Methodology of <i>Regulation 81-102 respecting Investment Funds</i>. This is consistent with s.2.7(2) of Policy Statement 81-101 and s.5A.3(4) of Policy Statement 41-101.</p> <p>For consistency, the reference to "the risk rating" in in section 5A.6 of Policy Statement 41-101 and section 4.1.6 of Policy Statement 81-101 will be deleted. The inclusion of the reference to risk rating in the Draft Amendments was made in error.</p> <p>For any changes that are not listed in s.5A.6 of Policy Statement 41-101 and s.4.1.6 of Policy Statement 81-101, and are also not material changes, filers are encouraged to consult with CSA staff prior to filing a Year 2 Fund Facts or a Year 2 ETF Facts, as applicable.</p> <p>The definition of "material change" in Regulation 81-106 remains unchanged and no changes are contemplated as part of this policy initiative.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	investment strategy, fees, risk rating, a fund merger or conversion to an ETF, and significant litigation or threat of litigation.	
Prospectus Filings Between Renewals	<p>One industry association noted that prospectus amendments are often timed to coincide with annual prospectus renewals. The commenter expressed concern that regulatory changes, exemptive relief decisions and other immaterial changes would not be disclosed in the prospectus for a longer period of time with biennial prospectus filings. The commenter asked whether a prospectus could be filed to provide disclosure of regulatory changes, exemptive relief or other immaterial changes without a Fund Facts/ETF Facts filing and without a filing fee. If a filing fee is payable, then it would be costly to issuers. If such a filing is auto-public, then the IFM should provide a certificate stating there are no changes other than to the variable information and no blackline of the Fund Facts/ETF Facts would be required. Fund Facts/ETF Facts that are auto-public should not be required to be filed with a blackline as the document would not be subject to regulatory review.</p>	<p>Prospectuses for investment funds in continuous distribution need to be updated to reflect any material changes, in accordance with Regulation 81-106.</p> <p>As is currently the case, filers may choose to file their prospectus at any time prior to their lapse date and such a filing would be considered an early renewal.</p> <p>Under the current proposals, we do not contemplate auto-public filings of prospectuses for investment funds in continuous distribution nor do we contemplate an alternative form of the certificates required under Regulation 81-101 for such prospectuses.</p> <p>Filings of the Fund Facts and ETF Facts with no material changes but that are not filed with a prospectus are required to be filed with a blackline showing changes from the most recently filed version of the Fund Facts or ETF Facts, as applicable. The blacklines will be reference documents for the principal</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>The commenter also asked about the CSA's expectations on the frequency and cost of an amended and restated prospectus (<b>ARP</b>) if a prospectus is required to be filed as an ARP or a prospectus amendment because of corresponding changes to a Fund Facts/ETF Facts, as this would be costly.</p>	<p>regulator to track the changes to the disclosure, if necessary.</p> <p>The requirement to file an ARP for every prospectus amendment is not included in the Amendments.</p>
Transition	<p>One law firm asked whether all mutual funds would commence biennial filings in the same year. The commenter suggested that mutual funds should have the option of waiting until their next renewal to implement the Lapse Date Extension.</p> <p>One industry association suggested that transition time be provided to issuers with the adoption of the Lapse Date Extension. The commenter would like funds to have the option to file their prospectus every 12 months under current requirements.</p>	<p>The Amendments are in force on the Effective Date. Upon the Effective Date, the Lapse Date Extension can be relied upon such that the next prospectus filed after the Effective Date has a 24-month lapse date period. However, filers may choose to continue filing their prospectus on an annual basis or at any time prior to their lapse date and such a filing would be considered an early renewal. Please see the transition section set out in the CSA Notice.</p>
Filing Fees	<p>One industry association supported Ontario's proposed change to reduce the amount of the filing fee for an ETF prospectus to align it with the filing fee for a mutual fund prospectus.</p>	<p>We appreciate the support from the commenter.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>One law firm commented that the regulatory filing fees are different for all CSA jurisdictions and commented that a CSA review of the regulatory filing fees, both annual fees and prospectus amendment fees, for mutual funds and ETFs is overdue. The commenter indicated that while mutual funds should pay fee to access the capital markets in the jurisdictions where a prospectus is filed, the fees payable are not representative of the regulatory activity necessary to monitor them and process the filings in the jurisdiction. The commenter urged the CSA to amend the fee rules in conjunction with the Draft Amendments.</p>	<p>The scope of the local fee rule changes contemplated in connection with this policy initiative is limited to changing the current filing fees for prospectuses for investment funds in continuous distribution which will be replaced with filing fees for the Fund Facts and ETF Facts to ensure that the Amendments will not have a negative impact on filing fees.</p> <p>As fee rule changes are local matters, any required changes to local fee rules in connection to this policy initiative would be finalized prior to the effective date of the Amendments.</p>
CSA Resources	<p>One industry association asked if there would be any cost-cutting or CSA staff redeployment given the regulatory resource savings at the CSA level with the implementation of the Lapse Date Extension, e.g., additional targeted reviews to mitigate potential loss of annual prospectus reviews or issuer-focused risk assessments, more frequent and proactive communication with industry on disclosure matters.</p>	<p>We will conduct targeted, risk-based reviews of issuers, as applicable.</p> <p>We will continue to provide timely information about regulatory news and issues to investment fund and structured product issuers and their advisors on a timely, as-needed basis.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
Scholarship Plans	One industry stakeholder encouraged the CSA to consider extending the draft amendments and other burden reduction proposals to other types of investment funds, including scholarship plans.	On an ongoing basis, we are considering the appropriateness of other burden reduction proposals to other types of investment funds, including scholarship plans.
Question #1: Would the Lapse Date Extension result in reducing unnecessary regulatory burden of the current prospectus filing requirements under securities legislation? Please identify the cost savings on an itemized basis and provide data to support your views.	<p><u>Cost Savings and Burden Reduction</u></p> <p>Comments provided on the topic of cost savings were mixed. Two industry associations, one industry stakeholder and one law firm agreed that fund managers spend significant resources on the review, preparation and filing of prospectuses and related documents, including fees of external advisers and service providers.</p> <p>One industry association was of the view that there will be significant cost savings to the industry as a result of a Lapse Date Extension, which could be as high as \$3 million per issuer group for large bank-affiliated investment fund issuers, and similarly significant when extrapolated across the industry.</p> <p>Another industry stakeholder, however, indicated that the reduction in regulatory</p>	<p>We agree with the commenters who indicated that significant resources are spent on the review, preparation and filing of prospectuses and related documents with prospectus renewals. We acknowledge that the option to slip sheet amendments or an ARP for prospectus amendments may result in further regulatory burden reduction without affecting the currency of accuracy of the information available to investors to make an informed investment decision.</p> <p>We thank the commenter for the estimated savings as a result of a Lapse Date Extension.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>burden from the Lapse Date Extension is not necessarily quantifiable in monetary terms.</p> <p>One industry association stated that updating the prospectus every two years will not necessarily be half the work of updating it annually, given regulatory and other developments in the interim.</p> <p>One industry association noted another benefit from the proposal is the fund manager's ability to reallocate resources to matters of more added value to their businesses and their investors.</p> <p><u>Cost Savings and Burden Reduction Only with Slip Sheet Amendments</u></p> <p>Two industry stakeholders commented that if the proposal allowed slip sheet amendments, cost savings could be realized from reduced legal, audit, translation, governance and other costs associated with prospectus renewal.</p> <p>One industry association and one industry stakeholder commented that requiring ARP filings for prospectus amendments would not result in any cost savings or reduction in regulatory burden and could even increase</p>	<p>We thank the commenters for the feedback. Although we asked for specific feedback on itemized costs associated with the prospectus renewal process, we did not receive this information. Nonetheless, we continue to be of the view that this initiative has the potential to unlock cost savings in the prospectus renewal process. As highlighted by most commenters, this is more likely to occur in instances where an ARP is not mandated for every prospectus</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>regulatory burden. Also, issuers that continue to launch new funds annually may not benefit from a Lapse Date Extension.</p> <p>One industry association stated that the ARP requirement will significantly increase the time and costs involved in making amendments, because the entire document will need to be reviewed and other amendments incorporated (and not only the information affected by the amendments). This would result in significant additional costs including staff time, legal review and translation, potential auditor involvement and compliance with Accessibility for Ontarians with Disabilities Act (AODA). If issuers are permitted to file slip sheet amendments and not an ARP, there is long-term potential for cost savings.</p> <p>One industry association noted that the extent of the cost savings depends on a number of factors and would therefore be difficult to quantify.</p> <p>One industry association disagreed with the metrics in Annex H used to calculate the estimated savings to the industry and stated that the data for the cost analysis should come from registrants and from</p>	<p>amendment. As noted above, we will continue to allow slip-sheet amendments, which will increase the likelihood of cost savings. We remain of the view that the potential benefits of a Lapse Date Extension will outweigh the costs.</p> <p>We note that for future consultations, it would assist us greatly to have more detailed comments on our cost assumptions. In particular, we would welcome data being shared by registrants and other professionals working in the asset management space as suggested by one commenter.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	appropriately qualified professionals who work in investment management.	
Question #2: Would cost savings from the Lapse Date Extension be passed onto investors so they would benefit from lower fund expenses as a result? Please provide an estimate of the potential benefit to investors.	<p>Three industry associations, one law firm and one industry stakeholder commented that the extent to which cost savings from the Lapse Date Extension would accrue to investors will depend on whether prospectus renewal costs are paid by the fund or by the fund manager through fixed administration fee. For funds with fixed administration fees, the cost savings would likely benefit only the fund manager, or the cost savings could be passed onto the fund through a reduction in administration fee. For funds that funds that pay prospectus renewal costs, the costs savings would be realized by those funds.</p> <p>Another industry association said it was premature to comment as to whether costs savings could be passed onto investors.</p> <p>One investor advocate was skeptical that the cost savings from the Lapse Date Extension would be passed onto investors.</p> <p>One industry stakeholder and four industry associations indicated that there would only</p>	<p>We are pleased that some investors may benefit from cost savings from the Lapse Date Extension where the prospectus renewal costs are paid by the fund. We acknowledge that where the prospectus renewal costs are paid through fixed administration fees, the cost savings would not accrue to the investor.</p> <p>Since, as noted above, the requirement to file an ARP for every prospectus amendment is not included in the Amendments, we anticipate that this should increase the likelihood of cost savings. We did not receive any further clarity on how much cost savings would be produced or the extent to which investors might directly benefit from such cost savings. We would welcome feedback on this point once the amendments come into to force and industry has had an opportunity to experience these changes.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	be cost savings if funds were allowed to continue to file slip sheet amendments.	
Question #3: Would the Lapse Date Extension affect the currency or accuracy of the information available to investors to make an informed investment decision? Please identify any adverse impacts the Lapse Date Extension may have on the disclosure investors need to make informed investment decisions.	<p><u>No adverse impacts to disclosure</u></p> <p>Two industry stakeholder, three industry associations and one law firm agreed that the Lapse Date Extension will not affect the currency or accuracy of the information available to investors to make an informed investment decision as investors are provided with the Fund Facts/ETF Facts, which are not affected by the Lapse Date Extension. Material changes will be captured by amendments and investors also have access to continuous disclosure documents.</p> <p>The law firm commenter also noted that the disclosure in a simplified prospectus or annual information that is not summarized in the Fund Facts/ETF Facts, is generic in nature and tends not to change during the lifespan of a simplified prospectus.</p> <p>One industry association a material change between renewals will be picked up through the current material change reporting requirements.</p>	<p>We agree with the commenters who indicated that the Lapse Date Extension would not affect the currency or accuracy of the information available to investors to make an informed investment decision.</p> <p>We agree that the material change reporting requirements help ensure that the fund's continuous disclosure and prospectus disclosure are continually</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p><u>Delayed Disclosure Updates</u></p> <p>Two industry associations commented that any prospectus amendment required for a material change under the Lapse Date Extension will result in additional filing fee which will have the unintended effect of potentially discouraging such updates to be made in a timely manner. For example, for a prospectus with multiple funds, where there is a material change to only one fund and non-material changes to the other funds, all funds would be subject to an amendment filing fee. In contrast, a slip sheet amendment would only relate to the one fund with the material change and only one amendment filing fee would be payable.</p> <p>One industry association pointed out that if prospectus amendments have to be made by way of an ARP, then fund managers may be encouraged to narrow the scope of what is “material” to a prospectus in order to delay updating prospectus disclosure. The other industry association indicated that with the Lapse Date Extension, prospectuses would</p>	<p>kept current so that prospectus investors have access to up-to-date disclosure to inform their investment decision.</p> <p>We thank the commenters for the feedback. With respect to the requirement to file an ARP for every prospectus amendment, which is not included in the Amendments. We note, however, that filing fees related to amendments are not changing with this proposal. Any filing fees that might be required in connection with a prospectus amendment, are set at the individual jurisdiction level. Filers are reminded that a prospectus is required to contain full, true and plain disclosure of all material facts relating to the securities being distributed and filing fees should not be considered when making an assessment of whether a material change has occurred that would require an amendment.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>not be as up to date as under the current model, however if prospectuses can be updated with immaterial information more frequently than every two years, there would not be a currency issue but it would be costly if filing fees were applicable.</p> <p>One industry stakeholder commented that issuers should be allowed to make immaterial amendments to their prospectuses without paying regulatory filing fees at least annually, in order to enhance disclosures following new or updated regulatory guidance.</p> <p>One investor advocate expressed concern about inconsistent disclosure between a prospectus and a Fund Facts and suggested that in such circumstances, the Fund Facts disclosure should take precedence.</p> <p>One industry association pointed out that there may be incremental changes that individually are not a material change but could be material in aggregate. This may result in some disclosure becoming stagnant, if not potentially misleading, over time.</p>	<p>The amendment filing fees are determined by local fee rules. In some CSA jurisdictions, such as Ontario, there are no fees payable for filing amendments.</p> <p>The Fund Facts is incorporated by reference into the fund's prospectus. There should not be any material inconsistent disclosure between a prospectus and a Fund Facts.</p> <p>The prospectus is required to contain full, true and plain disclosure of all material facts relating to the securities being distributed. Filers may choose to file a prospectus amendment or renew their prospectus early to reflect prospectus disclosure changes.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
<p>Question #4: Prospectus amendments would increase over a 2-year period relative to a 1-year period. Would requiring every prospectus amendment to be filed as an amended and restated prospectus instead of “slip sheet” amendments make it easier for investors to trace through how disclosure pertaining to a particular fund has been modified since the most recently filed prospectus? In the initial stakeholder feedback received on the Project RID amendments, some commenters indicated that such a requirement would be difficult and increase the regulatory burden for investment funds. Please explain and identify any cost implications on an itemized basis and provide data to support your views.</p>	<p>All industry stakeholders, law firms and industry associations did not support the proposed requirement for every prospectus amendment to be filed as an ARP. The commenters asked the CSA to continue to give issuers the option of filing a prospectus amendment as a slip sheet amendment or as an ARP. As detailed below, the commenters noted that such a requirement would increase regulatory burden, without making it easier for investors to trace amendments to prospectus disclosure.</p> <p>One industry association agreed that the number of prospectus amendments may increase over a 2-year period while another industry association did not agree saying this would depend on the circumstances of each fund. The latter commenter also noted that under the current framework, there is no limit to the number of prospectus amendments that can be filed before an ARP is required. The commenter was of the view that an ARP is not required for every prospectus amendment.</p> <p><u>Amended and Restated Prospectuses Increase Regulatory Burden</u></p>	<p>We thank commenters for their feedback. Further to the comments received, the requirement to file an ARP for every prospectus amendment is not included in the Amendments. We have provided additional guidance in Policy Statement 81-101 and Policy Statement 41-101 with respect to the disclosure contained in a prospectus amendment.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>All five industry stakeholders, three industry associations, and two law firms commented that requiring all prospectus amendments to be filed as ARPs will significantly increase regulatory burden on funds in terms of the internal fund manager resources, external counsel costs, translation costs and compliance costs related to AODA. One industry association noted that this would be compounded where IFMs are making prospectus amendments at the same time as a regulatory change in rules.</p> <p>Two industry associations and one industry stakeholder commented that the significant time and resources required to prepare an ARP is not that different from preparing a renewal prospectus.</p> <p>One law firm and one industry association explained that the processes for preparing a prospectus, slip sheet amendment and an ARP:</p> <p>a) Prospectus – A full review is undertaken as the project manager and the legal group canvass each department of the fund manager to ascertain changes to the disclosure from</p>	<p>Please see above.</p> <p>We thank the commenters for setting out the processes for preparing a prospectus, a slip sheet amendment and an ARP.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>their respective departments, as well as third parties.</p> <p>b) Slip sheet amendments – Time and resources are more targeted as only the departments of the IFM responsible for the change is involved.</p> <p>c) ARP – Used for substantial amendments that extensively impact disclosure in Parts A and B that make slip sheet amendments difficult to follow. The same process for a renewal prospectus is used. An ARP replaces the prospectus and carries the same liability.</p> <p>One industry stakeholder, who has two prospectuses, at 700 and 350 pages respectively, commented that they currently amend their prospectuses by way of slip sheet amendments unless an ARP is warranted. The preparation of a slip sheet amendment required approximately 50 hours compared to approximately 177 hours for an ARP.</p> <p>One industry association commented that some IFMs make two to five amendments</p>	<p>We thank the commenter for quantifying the preparation hours for a slip sheet amendment and an ARP.</p> <p>We thank the commenter for providing these estimates.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>per year, with most issuers making amendments at least once a year.</p> <p>One law firm commenter and one industry association pointed out that with the additional costs and burdens of an ARP, there would be no point of the Lapse Date Extension. The law firm commenter also noted that if a prospectus is amended and restated within a 2-year period, the Lapse Date Extension is not necessary and perhaps the 2-year period should run from the date of the ARP, similar to the concept of the Consultation Paper.</p> <p>One industry association pointed out that all issuers have an obligation to provide full, true and plain disclosure. The IFM should have the discretion to file an ARP for a prospectus amendment where substantial changes are being made. However, it would not be reasonable to require an ARP for minor changes.</p> <p><u>Cost Implications of Slip Sheet Amendments</u></p> <p>One industry association and two industry stakeholders commented that the costs of producing an ARP exceed the costs of</p>	<p>We thank the commenter for this suggestion however, the Amendments do not contemplate the lapse date being reset by the filing of an ARP.</p> <p>We thank the commenter for their feedback.</p> <p>We acknowledge the commenters' feedback that the costs of producing an</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>associated with a slip sheet amendment as prospectuses are lengthy and may exceed 200 pages. The additional costs could be borne by investors where IFMs have fixed administration cost regimes, which usually exclude costs associated with future changes to legislation.</p> <p>One law firm commented that external counsel charges more to review an ARP than a slip sheet amendment. One industry association commented that the additional costs of preparing an ARP include AODA and fees for translation, and design, layout, and printing costs.</p> <p>One industry association and one industry stakeholder stated that if filing fees are payable for every fund in an ARP, then that would result in increased cost burden than under the current filing fees regime.</p> <p><u>Investors' Ability to Trace Disclosure Changes Through Slip Sheet Amendments</u></p> <p>All five industry stakeholders, two law firms, and three industry associations noted that slip sheet amendments are easier for investors to follow as an ARP does not</p>	<p>ARP may exceed the costs associated with a slip sheet amendment.</p> <p>Please see above.</p> <p>The amendment filing fees are determined by local fee rules and are not expected to be amended under this proposal.</p> <p>We thank commenters for their feedback. We have provided additional guidance in Policy Statement 81-101 and Policy</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>highlight the funds or the disclosure being amended.</p> <p>Two law firms, two industry stakeholders and two industry associations pointed out that investors only review the Fund Facts/ETF Facts and do not typically look to the prospectuses for their investment information. One industry association and one industry stakeholder also noted that 80% of investors obtain advice from their advisors so there is no practical benefit to retail investors in requiring ARPs to be filed in lieu of slip sheet amendments.</p> <p>One industry stakeholder was not aware of any investor complaints about not being able to track slip sheet amendments. One industry association noted that investors rarely request hard copies of the prospectus.</p> <p>Two law firms, two industry stakeholders and one industry association noted that while the ARP is filed with a blackline showing the amendments for the regulators to review, investors do not benefit from having access to the blackline.</p>	<p>Statement 41-101 with respect to the disclosure contained in a prospectus amendment.</p> <p>Please see above.</p> <p>We thank the commenter for their feedback.</p> <p>We acknowledge that the blackline filed with an ARP is reviewed by the CSA and is not available to investors. Generally, blacklines of documents are not publicly available to investors.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>One industry association and one law firm commented that information regarding material changes is provided to investors in a material change report, a press release, a prospectus amendment and the Fund Facts/ETF but investors do not typically know about such filings. An industry stakeholder noted that a slip sheet amendment clearly identifies the changes made to the prospectus.</p> <p><u>Clarification re Material Change Reporting Timeline</u></p> <p>Three industry stakeholders and two industry associations commented that being able to file slip sheet amendments for material changes means prospectus amendments can be filed within the time required by Regulation 81-106, however, the same cannot be said for an ARP, and in particular with the time and expense to make a large document AODA compliant. One commenter asked if the CSA will be revising the material change requirements to allow for more time than the current 10-day filing requirement to file an ARP.</p>	<p>We thank the commenters for their feedback.</p> <p>We thank the commenters for their feedback.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p><u>Clarification re Updated Disclosure Required for an Amended and Restated Prospectus</u></p> <p>One law firm, two industry associations and one industry stakeholder indicated that it was unclear when filing an ARP whether all information in the prospectus must be updated.</p> <p>Some commenters also noted that the certificate states that the prospectus provides full, true and plain disclosure of all material facts as of the date of the certificate.</p> <p>One industry stakeholder expressed concern that CSA would expect funds to update their prospectus disclosure by way of prospectus amendments following the issuance of CSA guidance.</p> <p>One industry association commented that it is unclear whether the Fund Facts/ETF Facts would need to be updated if an ARP is filed.</p>	<p>Whether a prospectus amendment is filed as a slip sheet amendment or an ARP, a prospectus is required to contain full, true and plain disclosure of all material facts relating to the securities being distributed.</p> <p>For a material change that affects the disclosure in the Fund Facts/ETF Facts, the Fund Facts/ETF Facts should be amended further to s.11.2(d) of Regulation 81-106. This is a current requirement that remains unchanged with the Lapse Date Extension.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p><u>Inconsistency with Consultation Paper</u></p> <p>One law firm noted that the Consultation Paper allows for amendment by a document incorporated by reference into the prospectus rather than an ARP, which is inconsistent with the current proposal for a Lapse Date Extension.</p> <p><u>Guidance on Use of Slip Sheet Amendments</u></p> <p>One industry stakeholder commented that if the CSA allows slip sheet amendments to continue to be filed for prospectus amendments, slip sheet amendments should be self-explanatory. Slip sheet amendments should contain a full paragraph, instead of replacing only part of a sentence in a paragraph, highlighting the words that are changing with a lead-in sentence or paragraph that describes the change.</p> <p>One industry association suggested that one alternative would be to have a list of the types of amendments that could be made using “slip sheet amendments”. Another industry association suggested making appropriate changes to slip sheet amendments.</p>	<p>We thank the commenter for their feedback. The Amendments do not contemplate the lapse date being reset by the filing of an ARP.</p> <p>We have provided additional guidance in Policy Statement 81-101 and Policy Statement 41-101 with respect to the disclosure contained in a prospectus amendment.</p> <p>Please see above.</p> <p>Please see above.</p>

<b>Part 4 – Lapse Date Extension</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>One industry association suggested the Part A can be renewable every two years with slip sheet amendments made between renewals, and the Part B would only be amended and restated when there is a change, similar to the base shelf prospectus proposal.</p> <p>One industry stakeholder recommended the ARP requirement should be modified so an ARP is only required where a substantial portion of a fund's disclosure is being amended.</p> <p><u>Update SEDAR+</u></p> <p>One industry stakeholder, one industry association and one law firm commented that SEDAR makes it difficult to track prospectus amendments as the search function pulls up all the fund family documents for a particular fund and they recommend making enhancements in SEDAR+.</p>	<p>Please see above.</p> <p>The SEDAR+ enhancements have already been completed and there is a functionality in SEDAR+ that allows users to search “funds applicable in the submission”. This functionality allows SEDAR+ users to see all the filings that are directly related to that fund.</p>

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
General Support	<p><u>General Support</u></p> <p>Nearly all commenters expressed general support for a base shelf model for investment funds while one industry association indicated they were not supportive of the proposal.</p> <p><u>Proposal Details</u></p> <p>One industry association, together with two industry stakeholders commented that additional details on the Base Shelf Prospectus proposal are necessary for further consultation in order for them to provide meaningful comments.</p> <p><u>Timing</u></p> <p>One industry association, one law firms and one industry stakeholder expressed concerns about the timing of the proposal, given the recent regulatory changes with Client Focused Reforms, and Project RID amendments to Regulation 81-101. The law firm indicated that implementing the Base Shelf Prospectus would impose an initial regulatory burden on industry. The industry</p>	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>stakeholder suggested Stage 1 be implemented first.</p> <p><u>Working Group</u></p> <p>One law firm recommended that a regulatory/industry working group be established to provide a “back to first principles” review to determine the disclosure that should be provided in a base prospectus, rather than simply modifying the existing prospectus document.</p> <p><u>Recommended Application of Base Shelf Prospectus Principles to Mutual Funds</u></p> <p>One law firm commented that a mutual fund prospectus falls in between a long-form prospectus (contains non-financial information) and a short-form prospectus (incorporates by reference most of its financial disclosure, i.e., financial statements and management reports of fund performance). However, unlike prospectuses for non-investment fund issuers, the prospectus is not delivered to mutual fund investors unless requested.</p>	

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<p>The commenter provided the following suggestions in the application of the base shelf prospectus principles to mutual funds:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Base simplified prospectus – Contains information relating to the offering in the base simplified prospectus, together with a certificate. Information about each fund and the annual information form would be in the continuous disclosure documents. These changes would reverse the combined SP/AIF amendments from Project RID.</li> <li>b) Prospectus supplements – Contains Part B of a simplified prospectus and would not be subject to regulatory review, unless novel, or requires a prospectus receipt. A prospectus supplement can be filed for a fund to offer a new class or series.</li> <li>c) Review process – Continuous disclosure documents would be reviewed outside the base shelf prospectus review process.</li> <li>d) Material changes – No change to the material change reporting requirements. The “materiality” threshold when</li> </ul>	

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	refiling fund facts and ETF facts as either Auto Public or Private should become the standard for triggering a prospectus amendment.	
Question #1: Please identify the disclosure required in a simplified prospectus (SP) or an ETF prospectus that is unlikely to change year-to-year.	<p>One law firm and one industry association agreed that the disclosure in Part A of an SP is unlikely to change year-to-year.</p> <p>One industry association identified the following disclosure in an ETF prospectus that is unlikely to change year-to-year:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Overview of the Legal Structure of the Investment Fund</li> <li>- Purchases of Securities</li> <li>- Redemption of Securities</li> <li>- Organization and Management Details of the Investment Fund (excluding the names and biographical information of directors and officers)</li> <li>- Calculation of Net Asset Value</li> <li>- Description of the Securities Distributed</li> <li>- Securityholder Matters</li> <li>- Termination of the Fund</li> <li>- Plan of Distribution</li> <li>- Proxy Voting Disclosure</li> <li>- Purchaser's Statutory Rights of Withdrawal and Rescission</li> <li>- Documents Incorporated by Reference</li> </ul>	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	The industry association was also of the view that adopting a Base Shelf Prospectus provided an opportunity for the CSA to reconsider, update and streamline the disclosure in the ETF Facts and an ETF prospectus.	
Question #1(a): We think this disclosure should be subject to regulatory review before a prospectus receipt is issued. Do you agree? Please explain.	One industry association did not object to regulatory review and receipt of the disclosure items.	<p>We thank the commenter for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>
Question #1(b): We think it would be appropriate to require an amended and restated Base Shelf Prospectus to be filed and be subject to regulatory review before a receipt for the amended and restated Base Shelf Prospectus is issued if there is a change to this disclosure. Do you agree? Please explain.	(No comments received)	N/A
Question #1(c): Would it be appropriate for Part A of an SP under the Project	One industry stakeholder and one industry association supported the Part A of an SP	We thank the commenters for their comments. Further to the comments on

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
RID amendments to form the equivalent of a base shelf prospectus for a group of investment funds under a Base Shelf Prospectus regime? Please explain.	<p>forming the Base Shelf Prospectus and Part B of an SP forming the prospectus supplement.</p> <p>The industry stakeholder encouraged the CSA not to rely on existing formats. In particular, the long form prospectus does not easily convert to a base shelf prospectus and a prospectus supplement. The commenter also supported the same form for the Base Shelf Prospectus and supplement prospectus to be used by both mutual funds and ETFs.</p> <p>The industry association noted that under current rules, an amendment to a separately bound Part B requires a fully amended and restated Part B. The commenter preferred to keep Part A and Part B bound together in a single document unless the rules relating to amendments change but also noted that it is not clear what would be included in a Base Shelf Prospectus for an ETF. The commenter also suggested a lapse date of more than 24 months would be warranted for a Base Shelf Prospectus.</p>	<p>the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>
Question #1(d): Would it be appropriate for Part B of an SP under the Project RID amendments to form the equivalent of a prospectus supplement establishing	One industry stakeholder and one industry association supported the Part A of an SP forming the Base Shelf Prospectus and Part	We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
<p>an offering program for an investment fund under a Base Shelf Prospectus regime? Please explain.</p>	<p>B of an SP forming the prospectus supplement.</p> <p>The industry stakeholder encouraged the CSA not to rely on existing formats. In particular, the long form prospectus does not easily convert to a base shelf prospectus and a prospectus supplement. The commenter also supported the same form for the base shelf prospectus and supplement prospectus to be used by both mutual funds and ETFs.</p> <p>The industry association suggested that new funds and new series could be added by way of a supplement rather than an amendment.</p>	<p>this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>
<p>Question #2: Please identify the disclosure required in an SP and an ETF prospectus that is likely to change year-to-year.</p>	<p>For SPs, one law firm identified the following disclosure that is likely to change year-to-year:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Part A: brokerage arrangements, remuneration of directors, officers and trustees, legal proceedings and income tax considerations</li> <li>- Part B: risk classification</li> </ul> <p>For ETF prospectuses, one industry association identified the following disclosure that is likely to change from year-to-year:</p>	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Investment Strategies and Overview of the Investment Structure</li> <li>- Overview of the Sector(s) that the Fund Invests In</li> <li>- Investment Objectives</li> <li>- Investment Restrictions</li> <li>- Fees and Expenses</li> <li>- Annual Returns and Management Expense Ratio</li> <li>- Risk Factors</li> <li>- Distribution Policy</li> <li>- Organization and Management Details of the Investment Fund</li> <li>- Prior Sales</li> <li>- Income Tax Considerations</li> <li>- Material Contracts</li> <li>- Legal and Administrative Proceedings</li> <li>- Experts</li> <li>- Exemptions and Approvals</li> <li>- Other Material Facts</li> </ul> <p>One industry association noted the following disclosure items for both an SP and ETF prospectus that is likely to change from year-to-year:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Strategies,</li> <li>- Risk factors,</li> <li>- Expenses,</li> </ul>	

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Income tax,</li> <li>- Material contracts,</li> <li>- Director and officer information, and</li> <li>- Series.</li> </ul>	
<p>Question #2(a): Please confirm if this disclosure is also required to be updated at least annually in a Fund Facts or ETF Facts or other disclosure document required to be filed by investment funds in continuous distribution under Canadian securities legislation.</p>	<p>One industry association was of the view that the current ETF Facts form is not deficient and does not propose adding any additional disclosure.</p>	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>
<p>Question #2(b): Should this disclosure be subject to regulatory review before a prospectus receipt is issued? Please explain.</p>	<p>One industry association did not object to regulatory review of the disclosure before a prospectus receipt is issued.</p>	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
Question #2(c): Should this disclosure be subject to regulatory review only on a continuous disclosure basis? Please explain.	(No comments received)	N/A
Question #3: Please identify, categorize, and estimate the annual costs saved by an investment fund in continuous distribution if it were not required to file an SP or an ETF prospectus. In this regard, we note that any Stage 2 proposal for a Base Shelf Prospectus should not have a negative impact on filing fees. Accordingly, any costs savings identified should not include reduced filing fees.	<p>One industry association did not anticipate any material cost savings with the adoption of the Base Shelf Prospectus, however, there may be some cost savings for translation and drafting.</p> <p>Another industry association commented that costs savings are difficult to estimate given that the details of the Base Shelf Prospectus have not been provided, e.g., will there be filing fees for amendments to the Base Shelf Prospectus and the prospectus supplements? Cost savings will be reduced in the short term due to modifications to internal processes.</p>	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>
Question #4: Please identify any adverse impacts a Base Shelf Prospectus may have on the disclosure investors need to make informed investment decisions.	Two industry associations noted that because investors rely on the Fund Facts and ETF Facts to obtain information to make an informed investment decision, a Base Shelf Prospectus would not adversely impact the disclosure that investors would need to make informed investment decisions.	We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
	Another industry association expressed concern that a Base Shelf Prospectus would lead to incremental disclosure changes, that individually would not be a material change, but in aggregate, would be a material change.	The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.
Question #5: Please identify any adverse impacts a Base Shelf Prospectus may have on the liability rights investors currently have under the requirement to file an SP or an ETF prospectus.	<p>Two industry associations did not anticipate any adverse impacts a Base Shelf Prospectus may have on current liability rights of investors.</p> <p>Another industry association indicated that they did not have a view.</p>	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>
Question #6: How should the current base shelf prospectus filing model for public companies be adapted for use by investment funds in continuous distribution?	One industry association noted that a Base Shelf Prospectus should compartmentalize the disclosure that does not need to be updated regularly and fund-specific disclosure that needs to be updated regularly, together with a longer lapse date.	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>

<b>Part 5 – Consultation Paper</b>		
<b><u>Issue</u></b>	<b><u>Comments</u></b>	<b><u>Responses</u></b>
<p>Question #7: We contemplate a lapse date for a Base Shelf Prospectus to extend beyond 25 months. What would be an appropriate lapse date for a Base Shelf Prospectus for investment funds in continuous distribution? We think it would be prejudicial to the public interest for a Base Shelf Prospectus not to be subject to a lapse date at all. Do you agree? Please explain.</p>	<p>One industry association indicated that provided that the Base Shelf Prospectus contains full, true and plain disclosure, there is no public policy reason to require a lapse date. This would require an efficient disclosure and filing model to provide disclosure updates in a compliant, cost effective and timely manner. A staged approach to implementation should be adopted with an initial lapse date of 36 months with an eventual extension of the lapse date to 60 months or longer.</p>	<p>We thank the commenters for their comments. Further to the comments on the timing of Stage 2, the CSA has decided not to proceed with Stage 2 at this time.</p> <p>The comments received will be taken into account when considering whether to proceed further with Stage 2 at a future date.</p>

<b>Part 6 – List of Commenters</b>
<p>Adelson Law  Borden Ladner Gervais LLP  Canadian Advocacy Council for Canadian CFA Institute Societies  C.S.T. Spark Inc. and C.S.T. Savings Inc.  Canadian ETF Association  Fasken Martineau DuMoulin LLP  Fidelity Investment Canada ULC  Franklin Templeton Investments Corp.  IGM Financial Inc.  Invesco Canada Ltd.  Kenmar Associates  Portfolio Management Association of Canada  The Investment Fund Institute of Canada  TSX Inc.</p>



## REGULATION TO AMEND REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (6), (6.1), (6.2), (8) and (14))

1. Section 2.1 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (chapter V-1.1, r. 38) is amended:

(1) by adding, after subparagraph (e) of paragraph (1), the following:

“(f) that files a fund facts document without a simplified prospectus must file the fund facts document, for each class or series of securities of the mutual fund, prepared in accordance with Form 81-101F3.”;

(2) by striking out paragraph (2).

2. Section 2.3 of the Regulation is amended by inserting, after paragraph (5.1), the following:

“(5.2) A mutual fund that files a fund facts document without a preliminary, pro forma or simplified prospectus must

(a) file, with that fund facts document, the following documents if there has been a material change to the mutual fund and if that material change relates to information disclosed in the most recently filed fund facts document:

(i) an amendment to the corresponding simplified prospectus, certified in accordance with Part 5.1;

(ii) a copy of any material contract, and any amendment to a material contract, that have not previously been filed, and

(b) at the time that fund facts document is filed, deliver or send to the securities regulatory authority

(i) a copy of the fund facts document for each class or series of securities of the mutual fund, blacklined to show changes, including the text of deletions, from the most recently filed fund facts document, and

(ii) if there has been a material change to the mutual fund and if that material change related to information disclosed in the most recently filed fund facts document, the following documents:

(A) if an amendment to the simplified prospectus is filed, a copy of the simplified prospectus blacklined to show changes, including the text of deletions, from the most recently filed simplified prospectus, and

(B) details of any changes to the personal information required to be delivered under subparagraph (1)(b)(ii), (2)(b)(iv) or (3)(b)(iii), in the form of the Personal Information Form and Authorization, since the delivery of that information in connection with the filing of the simplified prospectus of the mutual fund or another mutual fund managed by the manager.”.

3. Section 2.5 of the Regulation is replaced with the following:

### “2.5. Lapse Date

(1) In this section, “lapse date” means, with reference to the distribution of a security that has been qualified under a simplified prospectus, the date that is 24 months after the date of the previous simplified prospectus relating to the security.

(2) A mutual fund must not continue the distribution of a security to which the prospectus requirement applies after the lapse date unless the mutual fund files a new simplified prospectus that complies with securities legislation and a receipt for that new simplified prospectus is issued by the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority.

(3) Despite subsection (2), a distribution may be continued for a further 24 months after a lapse date if

(a) the mutual fund files a fund facts document for each class or series of securities of the mutual fund no earlier than 13 months and no later than 11 months before the lapse date of the previous simplified prospectus,

(b) the mutual fund delivers a pro forma simplified prospectus not less than 30 days before the lapse date of the previous simplified prospectus,

(c) the mutual fund files a new simplified prospectus not later than 10 days after the lapse date of the previous simplified prospectus, and

(d) a receipt for the new simplified prospectus is issued by the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority within 20 days after the lapse date of the previous simplified prospectus.

(4) For greater certainty, the continued distribution of securities after the lapse date does not contravene subsection (2) unless any of the conditions of subsection (3) are not complied with.

(5) Subject to any applicable extension granted under subsection (6), if a condition in subsection (3) is not complied with, a purchaser may cancel a purchase made in a distribution after the lapse date, in reliance on subsection (3), within 90 days after the purchaser first became aware of the failure to comply with the condition.

(6) The regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may, on an application of a mutual fund, extend, subject to such terms and conditions as it may impose, the times provided by subsection (3) where in its opinion it would not be prejudicial to the public interest to do so.”

4. The Regulation is amended by inserting, after section 2.5, the following:

**“2.5.1. Lapse Date – Ontario**

In Ontario, the lapse date prescribed by securities legislation for a simplified prospectus for a mutual fund is extended to the date that is 24 months after the date of the previous simplified prospectus relating to the mutual fund in accordance with section 2.5.”

5. Form 81-101F1 of the Regulation is amended:

(1) in item 4.16 of Part A:

(a) by replacing “during the most recently completed financial year”, in paragraphs (2), by “during each of the two most recently completed financial years”;

(b) by replacing “during the most recently completed financial year”, in paragraphs (3), by “during each of the two most recently completed financial years”;

(2) in Part B:

(a) by replacing all occurrences of “12-month”, in paragraph (7) of item 5 and in paragraph (8) of item 9, by “24-month”;

(b) by replacing “in the last year”, in paragraph (7) of item 6, by “in each of the last two years”.

6. Form 81-101F3 of the Regulation is amended by adding, at the end of the Instruction of item 1 of Part I, the following:

*“The date for a fund facts document filed in accordance with subparagraph 2.3(5.2)(b)(i) of the Regulation must be the date within three business days of filing. The date for a fund facts document filed in accordance with subparagraph 2.3(5.2)(b)(ii) of the Regulation must be the date of the certificate contained in the related amended simplified prospectus.”.*

#### **Transition**

7. (1) Except in Ontario, if a mutual fund has filed a simplified prospectus and a receipt for that simplified prospectus was issued before 3 March 2025,

(a) section 2.5 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure, as enacted by this Regulation, does not apply, and

(b) for greater certainty, section 2.5 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure, as it was in force on 2 March 2025, applies.

(2) In Ontario, if a mutual fund has filed a simplified prospectus and a receipt for that simplified prospectus was issued before 3 March 2025,

(a) sections 2.5 and 2.5.1 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure, as enacted by this Regulation, do not apply, and

(b) for greater certainty, the lapse date prescribed by securities legislation in Ontario for a simplified prospectus for a mutual fund, as that legislation was in force on 2 March 2025, applies.

#### **Effective Date**

8. (1) This Regulation comes into force on 3 March 2025.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 3 March 2025, this Regulation come into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

## **CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE**

1. Section 2.7 of *Policy Statement to Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure* is amended by adding, after paragraph (8), the following:

“(9) An amendment to a simplified prospectus or a fund facts document should be easily understood by an investor. Section 2.2 of the Regulation provides that an amendment to a simplified prospectus may consist of either an amendment that does not fully restate the text of the simplified prospectus (“slip sheet amendment”) or an amended and restated simplified prospectus.

In determining whether a prospectus amendment should be filed as a slip sheet amendment or an amended and restated simplified prospectus, consideration should be given to:

- the number of mutual funds in the simplified prospectus that are impacted by the amendment;
- the extent to which the prospectus disclosure is amended, i.e., the number of pages impacted by the amendment relative to the total number of pages of the simplified prospectus;
- the number of slip sheet amendments previously filed;
- the form of amendment that would be most easily understood by investors reading the simplified prospectus, as amended.

Mutual funds should consider filing an amended and restated simplified prospectus for substantial amendments that extensively impact prospectus disclosure. Where multiple slip sheet amendments have been filed, mutual funds should consider filing an amended and restated simplified prospectus to consolidate the previously filed amendments to make it easier for investors to trace through how disclosure pertaining to a particular fund has been modified.

For a slip sheet amendment, mutual funds should do the following:

- clearly identify the mutual funds specifically impacted by the amendment;
- provide an explanation or a brief summary of the amendment;
- provide the amended prospectus disclosure by restating a sentence or a paragraph with the amended disclosure rather than replacing certain words in a sentence or a paragraph;
- provide page, paragraph, and section references of the amended disclosure;
- ensure the format of the slip sheet amendment is consistent with previously filed slip sheet amendments, if any.”.

2. Section 4.1.6 of the Policy Statement is replaced with the following:

### **“4.1.6. Filing of a fund facts document without a prospectus**

A fund facts document that is filed without a prospectus under subsection 2.3(5.2) of the Regulation, and does not include a material change(s) pursuant to *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure* (chapter V-1.1, r. 42), should be filed under the appropriate SEDAR+ filing sub-type. Such a fund facts document should only include the following changes from the most recently filed fund facts document:

- (a) the date of the document (Item 1(d) of Part I of Form 81-101F3);
- (b) the total value of the fund (Item 2 of Part I of Form 81-101F3);

- (c) the MER (Item 2 of Part I and Item 1.3(2) of Part II of Form 81-101F3);
- (d) the top 10 investments (Item 3(4) of Part I of Form 81-101F3);
- (e) the investment mix (Item 3(5) of Part I of Form 81-101F3);
- (f) the past performance (Item 5 of Part I of Form 81-101F3);
- (g) the TER (Item 1.3(2) of Part II of Form 81-101F3), and
- (h) the fund expenses (Item 1.3(2) of Part II of Form 81-101F3).

A fund facts document that is filed without a prospectus under subsection 2.3(5.2) of the Regulation, and includes a material change(s) pursuant to *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*, should be filed under the appropriate SEDAR+ filing sub-type, together with the documents required to be filed under subsection 2.3(5.2) of the Regulation and section 11.2 of *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (6), (6.1), (6.2), (8) and (14))

1. Section 2.3 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (chapter V-1.1, r. 14) is amended:

(1) by inserting, in paragraphs (1) and (1.1) and after “An issuer”, “, other than an investment fund,”;

(2) by inserting, in paragraph (1.2) and after “If an issuer”, “, other than an investment fund,”.

2. The Regulation is amended by inserting, after section 3C.7, the following part:

### “PART 3D FILING OF ETF FACTS DOCUMENTS WITHOUT A PROSPECTUS

#### 3D.1. Required documents for filing an ETF facts document

An ETF that files an ETF facts document without a preliminary, pro forma or final prospectus must

(a) file, with that ETF facts document, the following documents if there has been a material change to the ETF and if that material change relates to information disclosed in the most recently filed ETF facts document:

(i) an amendment to the corresponding prospectus, certified in accordance with Part 5;

(ii) a copy of any material contract, and any amendment to a material contract, that have not previously been filed, and

(b) at the time that ETF facts document is filed, deliver or send to the securities regulatory authority

(i) a copy of that ETF facts document, blacklined to show changes, including the text of deletions, from the most recently filed ETF facts document, and

(ii) if there has been a material change to the ETF and if that material change to information disclosed in the most recently filed ETF facts document, the following documents:

(A) if an amendment to the prospectus is filed, a copy of the prospectus blacklined to show changes, including the text of deletions, from the most recently filed prospectus, and

(B) details of any changes to the personal information required to be delivered under subparagraph 9.1(1)(b)(ii), in the form of the personal information form, since the delivery of that information in connection with the filing of the prospectus of the ETF or another ETF managed by the manager.”.

3. Section 10.1 of the Regulation is amended by replacing “or the amendment to the final prospectus is filed or,”, in subparagraph (a) of paragraph (2), by “is filed, the amendment to the final prospectus is filed, or for the purposes of any ETF facts document

referred to in section 3D.1 that has been filed, no later than the time the ETF facts document is filed or.”.

4. Section 17.2 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, after paragraph (1), the following:

“(1.1) This section does not apply to an ETF.”;

(2) by replacing « de l'inobservation », in the French text of paragraph (6), by « du non-respect ».

5. The Regulation is amended by adding, after section 17.2, the following:

**“17.3. Lapse date of an ETF**

(1) This section applies only to an ETF.

(2) In this section, “lapse date” means, with reference to the distribution of a security that has been qualified under a prospectus, the date that is 24 months after the date of the previous prospectus relating to the security.

(3) An ETF must not continue the distribution of a security to which the prospectus requirement applies after the lapse date unless the ETF files a new prospectus that complies with securities legislation and a receipt for that new prospectus is issued by the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority.

(4) Despite subsection (3), a distribution may be continued for a further 24 months after a lapse date if

(a) the ETF files an ETF facts document for each class or series of securities of the ETF no earlier than 13 months and no later than 11 months before the lapse date of the previous prospectus,

(b) the ETF delivers a pro forma prospectus not less than 30 days before the lapse date of the previous prospectus,

(c) the ETF files a new prospectus not later than 10 days after the lapse date of the previous prospectus, and

(d) a receipt for the new prospectus is issued by the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority within 20 days after the lapse date of the previous prospectus.

(5) For greater certainty, the continued distribution of securities after the lapse date does not contravene subsection (3) unless and until any of the conditions of subsection (4) are not complied with.

(6) Subject to any applicable extension granted under subsection (7), if a condition in subsection (4) is not complied with, a purchaser may cancel a purchase made in a distribution after the lapse date in reliance on subsection (4) within 90 days after the purchaser first became aware of the failure to comply with the condition.

(7) The regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may, on an application of an ETF, extend, subject to such terms and conditions as it may impose, the times provided by subsection (4) where in its opinion it would not be prejudicial to the public interest to do so.

#### “17.4. Lapse date of an ETF – Ontario

In Ontario, the lapse date prescribed by securities legislation for a prospectus for an ETF is extended to the date that is 24 months after the date of issuance of the previous prospectus relating to the ETF in accordance with section 17.3.”

6. Form 41-101F2 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, in item 17.2 and after the heading, the following paragraph:

“(0.1) This section does not apply to an investment fund in continuous distribution.”;

(2) in item 19.1:

(a) by replacing “during the most recently completed financial year”, in paragraphs (12), by “during each of the two most recently completed financial years”;

(b) by replacing “during the most recently completed financial year”, in paragraphs (13), by “during each of the two most recently completed financial years”.

7. Form 41-101F4 of the Regulation is amended by adding, at the end of instruction (1) of item 1, the following:

*“The date for an ETF facts document filed in accordance with paragraph 3D.1(b)(i) of the Regulation must be the date within three business days of filing. The date for an ETF facts document filed in accordance with paragraph 3D.1(b)(ii) of the Regulation must be the date on which it is filed.”.*

#### **Transition**

8. (1) Except in Ontario, if an ETF has filed a prospectus and a receipt for that prospectus was issued before 3 March 2025,

(a) sections 17.2(1.1) and 17.3 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements, as enacted by this Regulation, do not apply, and

(b) for greater certainty, section 17.2 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements, as it was in force on 2 March 2025, applies.

(2) In Ontario, if an ETF has filed a prospectus and a receipt for that prospectus was issued before 3 March 2025,

(a) sections 17.3 and 17.4 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements, as enacted by this Regulation, do not apply, and

(b) for greater certainty, the lapse date prescribed by securities legislation in Ontario for a prospectus for an ETF, as that legislation was in force on 2 March 2025, applies.

#### **Effective Date**

9. (1) This Regulation comes into force on 3 March 2025.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 3 March 2025, this Regulation come into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

## **CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS**

1. Part 5A of *Policy Statement to Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements* is amended by adding, after section 5A.5, the following:

### **“5A.6. Filing of an ETF facts document without a prospectus**

An ETF facts document that is filed without a prospectus under section 3D.1 of the Regulation, and does not include a material change(s) pursuant to *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure* (chapter V-1.1, r. 42), should be filed under the appropriate SEDAR+ filing sub-type. Such an ETF facts document should only include the following changes from the most recently filed ETF facts document:

- (a) the date of the document (Item 1(f) of Part I of Form 41-101F4)
- (b) the total value of the ETF (Item 2 of Part I of Form 41-101F4)
- (c) the MER (Item 2 of Part I and Item 1.3(2) of Part II of Form 41-101F4)
- (d) the average daily volume (Item 2(2) of Part I of Form 41-101F4)
- (e) the number of days traded (Item 2(2) of Part I of Form 41-101F4)
- (f) the pricing information (Item 2(3) of Part I of Form 41-101F4)
- (g) the top 10 investments (Item 3(5) of Part I of Form 41-101F4)
- (h) the investment mix (Item 3(6) of Part I of Form 41-101F4)
- (i) the past performance (Item 5 of Part I of Form 41-101F4)
- (j) the TER (Item 1.3(2) of Part II of Form 41-101F4), and
- (k) the ETF expenses (Item 1.3(2) of Part II of Form 41-101F4).

An ETF facts document that is filed without a prospectus under section 3D.1 of the Regulation, and includes a material change(s) pursuant to *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*, should be filed under the appropriate SEDAR+ filing sub-type, together with the documents required to be filed under section 3D.1 of the Regulation and section 11.2 of *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*.

### **“5A.7. Amendments to an ETF prospectus or an ETF facts document**

An amendment to a prospectus for an ETF or an ETF facts document should be easily understood by an investor. Subsection 6.1(1) of the Regulation provides that an amendment to a prospectus may consist of either an amendment that does not fully restate the text of the prospectus (“slip sheet amendment”) or an amended and restated prospectus.

In determining whether a prospectus amendment should be filed as a slip sheet amendment or an amended and restated prospectus, consideration should be given to:

- the number of ETFs in the prospectus that are impacted by the amendment;
- the extent to which the prospectus disclosure is amended, i.e., the number of pages impacted by the amendment relative to the total number of pages of the prospectus;
- the number of slip sheet amendments previously filed;
- the form of amendment that would be most easily understood by investors reading the prospectus, as amended.

ETFs should consider filing an amended and restated prospectus for substantial amendments that extensively impact prospectus disclosure. Where multiple slip sheet amendments have been filed, ETFs should consider filing an amended and restated prospectus to consolidate the previously filed amendments to make it easier for investors to trace through how disclosure pertaining to a particular ETF has been modified.

For a slip sheet amendment, ETFs should do the following:

- clearly identify the ETFs specifically impacted by the amendment;
- provide an explanation or a brief summary of the amendment;
- provide the amended prospectus disclosure by restating a sentence or a paragraph with the amended disclosure rather than replacing certain words in a sentence or a paragraph;
- provide page, paragraph, and section references of the amended disclosure;
- ensure the format of the slip sheet amendment is consistent with previously filed slip sheet amendments, if any.”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-106 RESPECTING INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (6) and (14))

1. Section 9.2 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42) is replaced with the following:

**“9.2. Requirement to File Annual Information Form**

(1) An investment fund must file an annual information form if the investment fund has not obtained a receipt for a prospectus during the last 12 months preceding its financial year end.

(2) Subsection (1) does not apply to an investment fund in continuous distribution that, during the 12 months preceding its financial year end, filed

(a) an ETF facts document under section 3D.1 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (chapter V-1.1, r. 14), or

(b) a fund facts document under subsection 2.3(5.2) of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (chapter V-1.1, r. 38).”.

2. (1) This Regulation comes into force on 3 March 2025.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 3 March 2025, this Regulation come into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.